

Laura Herrent

LE LYCÉE ÉMILE JACQMAIN

La formation d'une élite féminine laïque
à Bruxelles (1922-1952)



Agirs
Féministes

Université
des femmes

LE LYCÉE ÉMILE JACQMAIN

La formation d'une élite féminine laïque
à Bruxelles (1922-1952)

Laura Herrent

LE LYCÉE ÉMILE JACQMAIN

La formation d'une élite féminine laïque
à Bruxelles (1922-1952)



Collection Agirs féministes

L'Université des Femmes est une organisation d'éducation permanente soutenue pour ses activités par la Fédération Wallonie-Bruxelles.



Impression : Initial s.a.

© Université des Femmes asbl
10 rue du Méridien
1210 Bruxelles
www.universitedesfemmes.be

ISBN: 2-87288-063-1
Dépôt légal : D/2022/5493/64

Toute reproduction quelconque de cet ouvrage, par quelque procédé que ce soit, est interdite sans l'autorisation de l'éditeur et de l'auteur.

Table des matières

Introduction	11
CHAPITRE I : La création du Lycée Émile Jacqmain	18
Le vide juridique laissé par la loi de 1890	22
La fin des sections pré-universitaires	25
Quand le « lycée » chasse l'« athénée »	31
La nécessaire féminisation de l'enseignement	35
Débat autour des humanités anciennes	35
Un programme au féminin	39
CHAPITRE II : Une élite féminine en voie de formation	48
Une population spécifique	52
Stratégies de distinction et de reproduction	52
Faire connaître le Lycée	52
... et le faire rayonner	56
Dispositifs de sélection	59
De la difficulté à trouver un lieu en adéquation aux aspirations sociales et intellectuelles de l'établissement	62
Des déménagements successifs...	62
... au symbole du parc Léopold	71
CHAPITRE III : Des intellectuelles pour en former d'autres	88
Une pépinière d'Intellectuelles	92
Méthodologie	92
Étude sociale du corps professoral	93
Parcours académique et stratégies de recrutement	106
Un professorat d'élite	113
Des femmes ? Oui, mais des féministes !	116
Résistance en temps de guerre	123
Conclusion	141
Sources et bibliographie	145
Remerciements	153

TABLE D'ABRÉVIATIONS

A.F.A. : Archives de la Fédération Auschwitz

A.L.E.J. : Archives du Lycée Émile Jacqmain

A.V.B. : Archives de la Ville de Bruxelles

C.Ar.Co.B. : Centre des Archives du communisme en Belgique

C.A.R.H.I.F. : Centre d'Archives pour l'histoire des femmes et du mouvement féministe

CegeSoma: Centre d'Etude Guerre et Société

E.N.E.A. : École Normale Émile André

K.B.R. : Bibliothèque Royale de Belgique

I.P. : Instruction Publique

U.L.B. : Université Libre de Bruxelles

À ma grand-mère

Introduction

Pour retracer l'histoire du Lycée Émile Jaqmain, il convient de resituer celui-ci dans le contexte plus vaste de l'évolution de l'enseignement féminin laïque bruxellois initié par Isabelle Gatti de Gamond. Ce travail couvrira une période de trente ans débutant en 1922, date de la création du lycée, et s'achèvera en 1952, lors de la mise à la retraite de la préfète Jeanne Kessler qui insuffla à l'établissement l'élan qui allait faire sa réputation.

En 1864, Isabelle Gatti de Gamond ouvrit avec l'aide de la Ville de Bruxelles, le premier Cours d'Éducation pour jeunes filles, situé rue du Marais, à Bruxelles et fonda sous son égide le premier établissement d'enseignement secondaire laïque pour filles en Belgique¹. Elle considérait alors que l'éducation et l'enseignement de qualité étaient des conditions nécessaires à l'émancipation de la femme.

Or, à cette époque, la société belge était organisée selon le modèle de la famille bourgeoise (fondée sur une stricte distribution des rôles selon les sexes) et visait prioritairement à inculquer aux jeunes filles les devoirs inhérents à leurs futurs rôles d'épouses et de mères. La femme mariée était alors considérée comme une « éternelle mineure » qui dépendait entièrement de l'autorité de son mari au niveau civil et n'avait aucune existence « politique »².

Cette vision sera d'autant plus persistante que la liberté d'enseignement adoptée dans la Constitution le 7 février 1831, laissera longtemps la prééminence de l'enseignement aux mains de l'Église catholique³. Il faudra, en effet, attendre 1842 pour que l'État édicte une première loi organique sur l'enseignement primaire et 1850 pour qu'il mette en place un enseignement de type moyen. À cette époque, l'unionisme est rompu et le ministre Rogier entreprit de laïciser l'enseignement. L'État mit alors en place dix athénées et cinquante écoles moyennes officielles destinées exclusivement à l'enseignement masculin⁴.

¹ De Coster, Sylvain, « La naissance et le développement du Lycée E. Jaqmain », in *Cahiers Bruxellois*, Bruxelles, 1970-1971, t. XV-XVI, Fasc.4, p. 347-375, p. 347.

² GUBIN, Eliane et PIETTE, Valérie, *Emma, Louise et Marie, L'Université de Bruxelles et l'émancipation des femmes (1830-2000)*, Bruxelles, GIEF, Service des Archives de l'U.L.B., 2004, p. 9 et p. 28.

³ GROOTAERS, Dominique, *Histoire de l'enseignement en Belgique*, Bruxelles, Éditions du Centre de recherche et d'information socio-politiques, 1998, p. 21-22.

⁴ GUBIN, Eliane et PIETTE, Valérie, *Emma, Louise et Marie... op. cit.*, p. 18.

Si l'État ne se penche pas directement sur l'enseignement féminin, cela ne signifie pas pour autant qu'il soit inexistant. En effet, des structures éducatives furent mises en place par des congrégations religieuses, des pensionnats privés, mais également au niveau communal afin d'éduquer les jeunes filles des classes moyennes et aisées. Le succès de ces établissements n'était pas négligeable et faisait la part belle à la religion catholique⁵. Néanmoins, dès 1830, des critiques sur la faiblesse de l'éducation destinée aux filles interpellèrent certaines femmes instruites, issues des milieux bourgeois et quelques hommes éclairés. Parmi celles-ci la féministe, Zoé de Gamond, la mère d'Isabelle Gatti de Gamond voit dans l'enseignement un moyen d'émancipation et de promotion sociale pour les femmes. Animée par ce but, elle ouvre deux écoles pour jeunes filles à Bruxelles. L'éducation qu'elles y reçoivent, leur permettent de s'interroger sur leurs propres conditions et leur procurent des moyens pour acquérir à terme une indépendance financière⁶.

Parallèlement, au début des années 1950, une nouvelle génération de libéraux anticléricaux se questionnent sur l'enseignement féminin. Si les rôles de la femme (à savoir le mariage et la maternité) constituent tant pour les catholiques que pour les libéraux les seules possibilités d'accomplissement, leurs points de vue quant à la formation intellectuelle des jeunes filles divergent fortement. En effet, les libéraux craignent que ces femmes, futures mères, ayant reçu une éducation religieuse, n'influencent moralement les hommes de la société belge qui seront un jour amenés à voter⁷. Dans cette perspective, l'éducation des filles ne vise pas leur propre épanouissement mais constitue une « mise à niveau » nécessaire pour transmettre à leurs enfants les valeurs de leur père⁸.

L'éducation laïque et rationnelle des jeunes filles devient alors pour les libéraux une lutte politique nécessaire. Ainsi, dans la lignée de sa mère, Isabelle Gatti de Gamond et le Conseil communal de la Ville de Bruxelles offrent en 1864 à l'élite libérale ce qu'elle réclamait: un établissement d'enseignement secondaire laïque pour filles, le « Cours d'Éducation », le premier de ce type en Belgique. En collaboration étroite avec l'administration communale libérale de Bruxelles et avec l'aide de certains professeurs de l'U.L.B., Isabelle Gatti de Gamond pose les bases qui permettent désormais aux jeunes filles d'aller au-delà des études normales. Et si elle ne remet jamais en cause la prépondérance du rôle maternel des femmes, elle s'opposa fermement à la présumée hiérarchie intellectuelle entre les sexes⁹.

⁵ GROOTAERS, Dominique, Histoire de l'enseignement en Belgique... *op. cit.*, p. 23.

⁶ *Ibidem*, p. 22-26.

⁷ GUBIN, Eliane et PIETTE, Valérie, Emma, Louise et Marie... *op. cit.*, p. 29.

⁸ GUBIN, Eliane (dir.), *Choisir l'histoire des femmes*, Bruxelles, Éditions de l'U.L.B., 2007, p. 139.

⁹ *Ibidem*, p. 37-43.



Isabelle Gatti de Gamond (1839-1905), fille de Zoé de Gamond (féministe, pédagogue et fouriériste) et de Jean-Baptiste Gatti (artiste peintre et républicain italien), est une figure emblématique de l'enseignement féminin à Bruxelles. En 1862, elle fonde la revue « L'Éducation de la femme » dans laquelle elle développe les bases de son projet éducatif. En 1864, elle ouvre avec l'aide de la Ville de Bruxelles, la première école moyenne pour filles dénommée le « Cours d'Éducation A », rue du Marais. Suite à son succès, deux autres écoles seront créées tandis que son modèle se diffuse dans de nombreuses communes belges. Retraitée en 1899, elle affiche dès lors ses convictions féministes et socialistes en rejoignant les rangs du Parti Ouvrier Belge [POB].

Secrétaire de la « Fédération nationale des femmes socialistes », elle milite pour les droits politiques des femmes et pour le suffrage universel. Ses espoirs seront pourtant déçus puisqu'en 1901, le POB suspend le mouvement pour le suffrage féminin sous prétexte qu'il favoriserait les cléricaux. Vers 1903, elle est initiée à la Loge maçonnique « Diderot » de la « Grande Loge symbolique écossaise mixte et maintenue ». Elle devient la première femme belge franc-maçonne.

Source : « Gatti de Gamond, Isabelle », in Gubin, Eliane et Piette Valérie (dirs.),

Dictionnaire des femmes belges : XIX^e et XX^e siècles, Bruxelles, Éditions Racine, 2006, p. 268-270.

Le succès du Cours d'Éducation A est tel que deux autres institutions du même type sont créées. Le Cours d'Éducation B fondé en 1876, rue de la Paille, sous la direction d'Henriette Dachsbeck et le Cours d'Éducation C ouvert en 1908, rue de Gravelines, sous la direction de Lilly Carter. Cet exemple est suivi dans plusieurs villes et communes belges qui ouvrent des écoles moyennes pour filles. À ces Cours d'Éducation sont adjoints ultérieurement deux sections: une section de régentes afin de former le personnel enseignant et une section pré-universitaire. Cette dernière est mise en place à la suite de la promulgation de la « loi sur la collation des grades académiques » de 1890 qui, si elle permet aux filles l'accès à toutes les facultés universitaires, exige des étudiantes un diplôme d'humanités complètes. Or, aucun enseignement de ce type n'était auparavant accessible aux filles. La section pré-universitaire s'ouvrit en 1892, d'abord au Cours d'Éducation

A. Celle-ci permet de rattraper en trois ans le programme des humanités gréco-latines des athénées de garçons et ainsi préparer les jeunes filles au Jury Central désormais obligatoire pour entrer à l'université. Cette préparation condensée demeure accessible surtout à une certaine élite¹⁰. C'est pour parer à cette difficulté qu'est créé, en 1922, le Lycée Émile Jacqmain.

Le sujet proposé dans le cadre de ce travail se positionne dès lors dans le champ de recherche liant histoire et études de genre qui analyse depuis quelques décennies la question des inégalités sociales entre les sexes. L'histoire du genre issue des milieux anglo-saxons apparaît au cours des années 1970 et 1980 du XX^e siècle. Ce champs de la recherche historique a pour objectif de redonner une visibilité ainsi qu'une place aux femmes au sein de la discipline historique. En outre, la perspective de recherche sexuée s'est révélée parmi les plus riches et les plus prometteuses de ces dernières années en sciences humaines afin de comprendre l'évolution des sociétés. De nombreuses revues se consacrent désormais au sujet, telles que la revue bisannuelle *Sextant* pour la Belgique, la revue *Clio, Histoire, Femmes et Sociétés* en France, *Feministische Studien* en Allemagne, *Gender and History* en Grande-Bretagne, etc.

Parmi les vastes thématiques abordées au sein de ce champ de recherche, figure un intérêt particulier pour l'histoire de l'éducation des filles. Néanmoins, cette histoire accorde relativement peu de place aux institutions scolaires en tant que telles, faute de documentation. Concernant la Belgique, l'histoire de l'enseignement a fait l'objet de plusieurs études globales qui restent néanmoins encore fortement lacunaires selon les types et les degrés d'enseignement¹¹. Si la bibliographie concernant l'enseignement maternel, primaire et universitaire est assez développée, ce n'est pas le cas de l'enseignement secondaire et plus particulièrement de l'enseignement secondaire féminin au XX^e siècle. En effet, jusqu'à présent les recherches

à ce sujet se sont surtout concentrées sur le cas particulier de la mise en place des Cours d'Éducation institués par Isabelle Gatti de Gamond en 1894¹². Si les recherches belges sont donc globalement encore fort lacunaires, de nombreuses études françaises réalisées sur ce sujet donnent des pistes d'orientation. En particulier, l'ouvrage réalisé par l'historienne Françoise Mayeur traitant de l'enseignement féminin en France a été une grande source d'inspiration dans le cadre de ce travail¹³. Enfin, l'historiographie relative au Lycée Émile Jacqmain était quasi inexistante. Seul un article très complet sur la naissance et le développement du Lycée est rédigé en 1970 par Sylvain De Coster, qui occupe en 1945 la fonction de directeur général de l'Instruction publique et des Beaux-Arts de la Ville de Bruxelles¹⁴.

C'est donc au sein des archives que nous avons trouvé l'essentiel des sources qui ont permis la réalisation de ce travail. Parmi elles, figurent des archives inédites sur la création du Lycée Émile Jacqmain, du Fonds de l'Instruction publique provenant de la Ville de Bruxelles. Ces dernières contiennent notamment un grand nombre de dossiers nominatifs du personnel enseignant en fonction, il y a plus de cent ans¹⁵. Hormis les Archives de la Ville de Bruxelles, le Lycée Émile Jacqmain conserve également ses propres archives. Elles contiennent des types de sources tout à fait hétérogènes telles que des photographies, des témoignages d'anciens élèves, des articles de journaux, le livret de l'inauguration officielle du Lycée, celui du vingt-cinquième anniversaire du Lycée ou encore des dossiers relatifs au personnel

¹² L'enseignement secondaire semble avoir été peu étudié dans l'historiographie européenne, voir à ce sujet l'analyse comparative de COMPERE, M.M., *L'Histoire de l'éducation en Europe. Essai comparatif sur la façon dont elle s'écrit*, Paris/ Berne, INRP/Peter Lang, 1995.

Pour les prémisses d'un enseignement secondaire pour filles : BARTIER, J., « Un siècle d'enseignement féminin. Le Lycée Royal Gatti de Gamond et sa fondatrice », dans *Laïcité et franc-maçonnerie. Études rassemblées et éditées par Guy Cambier*, Bruxelles, Éd. de l'Université libre de Bruxelles, 1989, p. 161-202 et GUBIN, E., et PIETTE, V., *Isabelle Gatti de Gamond, 1839-1905 : La passion d'enseigner*, Bruxelles, U.L.B., Groupe interdisciplinaire d'études sur les femmes, 2004., GUBIN, E., « Libéralisme, féminisme et enseignement des filles en Belgique aux 19^e-début 20^e siècles », in *Politique, imaginaire et éducation. Mélanges en l'honneur du professeur Jacques Lory*, n° spécial des cahiers du Centre de recherches en histoire du droit et des institutions, n°13-14, Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles, 2001, p. 151-174. et GUBIN, E., *Garçon ou fille... un destin pour la vie ? Belgique 1830-2000*, Bruxelles, Éd. Archives Générales du Royaume-CARHIF/Museum Belvue, 2009.

Concernant la place des femmes au sein de l'enseignement et plus particulièrement des universités, voir : GUBIN, Eliane et PIETTE, Valérie, *Emma, Louise et Marie, L'Université de Bruxelles et l'émancipation des femmes (1830-2000)*, Bruxelles, GIEF, Service des Archives de l'U.L.B., 2004.

¹³ MAYEUR, Françoise, *L'enseignement secondaire des jeunes filles sous la troisième République*, Presses de la Fondation Nationale des sciences politiques, 1977.

¹⁴ DE COSTER, Sylvain, « La naissance et le développement du Lycée E. Jacqmain », in *Cahiers Bruxellois*, Bruxelles, 1970-1971, t. XV-XVI, Fasc.4.

¹⁵ Archives de la Ville de Bruxelles (A.V.B.), Fonds de l'Instruction publique, Section administration, 1125-1365, Dossiers du Personnel de l'Instruction publique, XIX^e-XX^e siècle. Ces archives seront plus détaillées ultérieurement. Voir. p. 75.

¹⁰ *Ibidem*, p. 61-63.

¹¹ Sur la place de l'enseignement dans l'historiographie générale voir : DEPAEPE, M. et D'HOKER, M. (dirs.), *Onderwijs, opvoeding en maatschappij in de 19^{de} en 20^{ste} eeuw : liber amicorum prof. Dr. Maurits de Vroede*, Leuven, Acco, 1987., DE VROEDE, M. (dir.), *Arbeid en onderwijs in België en Nederland in de 19^{de} en 20^{ste} eeuw*, Gent, RUG, 1984 et GROOTAERS, D., *Histoire de l'enseignement en Belgique*, Bruxelles, Éditions du Centre de recherche et d'information socio-politiques, 1998.

enseignant. Ces sources diverses sont révélatrices de plusieurs événements qui marquent l'histoire du Lycée et dévoilent le quotidien vécu par les élèves et leurs professeures au sein de l'institution¹⁶. Des collections de journaux conservées à la Bibliothèque Royale de Belgique illustrent bien l'image que l'institution veut donner d'elle-même ainsi que les controverses dans lesquelles elle a été parfois impliquée. Finalement, les archives issues du Centre pour l'histoire des femmes et du mouvement féminin permettent de mieux cibler l'implication de certaines enseignantes du Lycée au sein des mouvements féministes de l'époque et ainsi mieux percevoir leurs engagements au sein de la société de l'époque.

Le dépouillement de la boîte 342 du Fonds de l'Instruction publique conservée aux Archives de la Ville de Bruxelles permet de retracer les différentes étapes de la constitution du Lycée Émile Jacqmain. Une commission fut mise en place en 1917 ayant pour objectif d'établir un avant-projet en vue de la constitution d'un athénée de jeunes filles. Quels étaient les enjeux de la création du Lycée Émile Jacqmain ? Les différents protagonistes allaient-ils rester dans le cadre de la loi ? À qui se destinait ce type d'enseignement et quels moyens allaient être mis en œuvre pour y parvenir ? Comment le Lycée Émile Jacqmain allait-il assurer la formation de ses élèves et fonder sa réputation ?

Ce travail s'attache d'abord à retracer les circonstances et la promulgation de la loi de 1890. Il revient également sur la nécessité pour la Ville de Bruxelles de se doter d'un Lycée destiné aux jeunes filles. Il analysera ensuite le fonctionnement de l'institution au travers du contenu des programmes, des divers vecteurs de propagande, des moyens de sélection du public attendu ainsi que de l'édification du Lycée. Enfin, il s'attarde à un examen du personnel enseignant via l'étude de son origine sociale, de sa formation, du déroulement de sa carrière ainsi que de son activité dans et en dehors du corps professoral. *In fine*, ce travail propose des réponses sur les modes de formation d'une élite laïque féminine entre 1922 et 1952 au sein du lycée Émile Jacqmain et sur le rôle qu'a joué celle-ci au sein de la société – tant en terme d'engagement sociétal qu'intellectuel.

¹⁶ Par ailleurs, un inventaire est actuellement en cours de constitution, mené par une ancienne professeure d'histoire et actuellement responsable de la postscolaire du Lycée, Catherine Dombrecht.



*A.L.E.J., photographie du 23 décembre 1927 :
remise du drapeau par l'échevin Émile Jacqmain (au centre)*

CHAPITRE I

LA CRÉATION DU LYCÉE ÉMILE JACQMAIN

Au sortir de la Grande Guerre, la Belgique est profondément affaiblie. Le chômage, apparu quelques jours après l'invasion, a dégradé le niveau de vie des populations. L'autonomie financière des classes moyennes est aussi fortement précarisée. Certaines femmes issues de ces classes intermédiaires se retrouvent veuves, célibataires ou séparées et par conséquent, contraintes d'assurer leur subsistance au moyen d'un emploi salarial¹⁷. Or, l'émancipation économique de la femme grâce à une profession rémunérée est la grande absente du modèle de la famille bourgeoise hérité du XIX^e siècle. Au contraire, ce modèle traditionnel prévoit une stricte distribution des rôles selon les sexes au sein de la société : la femme appartient à la sphère privée tandis que l'homme est attaché à la sphère publique. Ce dernier est chargé de rapporter le salaire qui subviendra aux besoins financiers de la famille. De son côté, la femme est reléguée aux rôles d'épouse, de mère et de gardienne du foyer. Dès la fin de guerre, ces valeurs patriarcales sont réaffirmées et corroborées par la mise en place d'une politique nataliste visant à



Caricature parue dans *Le Charivari*, 19^e siècle¹⁸.

¹⁷ JACQUES, Catherine, *Les féministes et le changement social en Belgique : programmes, stratégies et réseaux*, Thèse de doctorat en Histoire, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 2007, p. 198.

¹⁸ GUBIN, Eliane, *Garçon ou fille... un destin pour la vie ? Belgique, 1830-2000*, Dossier pédagogique, [En ligne] http://www.egalite.cfwb.be/index.php?eID=tx_nawsecuredl&u=0&file=fileadmin/sites/sdec/upload/sdec_super_editor/sdec_editor/documents/Expositions/CARHIF_-_Expo_2009_-_cahier_pedagogique.pdf&hash=c347c7deb18aaaf55fccc54ff66d4aa297bc1249, (Consulté le 5 mai 2018).

repeupler le pays. En outre, ce modèle de la femme au foyer est particulièrement soutenu par les mouvements catholiques, et certaines organisations féministes, qui se rangent derrière la doctrine pontificale sur la famille¹⁹.

En dépit de cette volonté des autorités étatique et cléricale de renvoyer la femme à son foyer, les mentalités d'après-guerre ont évoluées. En matière d'éducation notamment, les parents des classes sociales moyennes voient désormais l'acquisition d'un diplôme universitaire comme une garantie pour l'avenir de leurs filles libres dès lors d'exercer un métier honorable en cas de non-mariage. L'accès des femmes aux études supérieures, acquis dès 1880 avec l'ouverture de l'Université Libre de Bruxelles (U.L.B.), offre désormais aux filles des perspectives à la fois intellectuelles et professionnelles autres que le mariage²⁰. Même l'Université Catholique de Louvain, à l'origine peu encline à laisser des femmes entrer dans ses auditoires, se décide à accueillir ses premières étudiantes en 1920, sous peine pour le réseau libre catholique de devoir faire appel à des diplômées d'autres universités pour assurer son enseignement secondaire féminin²¹.

Le vide juridique laissé par la loi de 1890

Lorsque les premières étudiantes s'inscrivent en 1880 à l'U.L.B., aucune législation ne les empêchait de conquérir un diplôme en raison de leur sexe. Au contraire, ces premières étudiantes profiteront de la loi de 1876 qui leur était même favorable puisqu'elle ne requiert pas de diplôme préalable à leur inscription à l'université. Cette opportunité ne dure qu'un temps et les autorités scolaires ne tardent pas à réviser la loi. Le 10 avril 1890, la nouvelle « loi sur la collation des grades académiques » vient ternir ce tableau d'ouverture de l'enseignement supérieur aux femmes²². Si la loi reconnaît toujours aux filles l'accès à toutes les facultés universitaires, elle exige désormais des futurs étudiants un diplôme d'humanités complètes. Ce dernier correspond à un diplôme d'enseignement moyen de degré supérieur conforme à celui délivré dans les athénées d'État²³. Or, la loi du 15 juin

1881 ne prévoit pas ce type d'enseignement pour les filles, puisqu'elle n'envisage que la création par l'État d'écoles moyennes de type inférieur, et ce contrairement aux garçons pour qui elle propose la création de dix-neuf athénées (deux par province et trois en Hainaut), en plus des dix athénées déjà créés par la loi de 1850²⁴. Les jeunes filles qui souhaitent intégrer l'université sont donc obligées de passer devant un jury d'examen dont la réputation était d'être parfois « très malveillant à l'égard des jeunes filles »²⁵.

De manière générale, l'enseignement belge, encore influencé au XIX^e siècle par la « philosophie de la prédestination »²⁶, préconise que chacun soit préparé à occuper la place qui lui est dévolue au sein de la hiérarchie sociale. Le niveau d'instruction instauré par l'État prépare donc chaque individu au rôle qu'il sera amené à jouer au sein de la société. Selon Dominique Grootaers, la spécialiste de la question, « l'école [du XIX^e siècle] reproduit les élites, sans les remettre en cause »²⁷. Ainsi, l'école primaire est destinée à former les enfants du peuple, l'école moyenne propose le degré inférieur des humanités à la petite bourgeoisie, tandis que l'athénée s'accorde le monopole d'enseigner le degré supérieur d'humanités aux enfants de la bourgeoisie et des professions libérales : ces trois grandes voies destinées à des publics spécifiques sont totalement distinctes les unes des autres²⁸.

Ces structures scolaires ne subissent aucune modification profonde durant l'entre-deux-guerres. Le principe de la sélection sociale à l'entrée des différentes voies scolaires n'est en effet pas fondamentalement remis en cause. Toutefois, dans une perspective de démocratisation de l'enseignement, un idéal méritocratique de la promotion des meilleurs élèves est mis en place au sein de sa structure. Il visait à ouvrir aux meilleurs élèves d'origine populaire l'accès aux études moyennes grâce à l'octroi de bourses. Cette forme de démocratisation permet à un nombre limité et contrôlé d'étudiants d'accéder à l'élite : ils forment en quelque sorte l'exception qui confirme la règle²⁹.

À cette hiérarchie sociale vient s'ajouter une hiérarchie genrée. En effet, les besoins en matière d'enseignement ne sont pas identifiés de manière semblable selon les sexes. Certes, la création d'écoles moyennes pour filles, prévue par loi de 1881, traduit une volonté des libéraux de doter les filles des classes moyennes et aisées

¹⁹ JACQUES, Catherine, « Le féminisme en Belgique de la fin du 19^e siècle aux années 1970 », dans *Courriers hebdomadaires du CRISP*, vol 2012-2013, n°7, 2009, [En ligne] <<https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-2009-7-page-5.htm>>, (Consulté le 29.04.2018).

²⁰ JACQUES, Catherine, *Les féministes...*, *op. cit.*, p. 220.

²¹ GUBIN, Eliane, PIETTE, Valérie *et al.*, *Emma...*, *op. cit.*, p. 126.

²² *Ibidem*, p. 51.

²³ *Ibidem*, p. 61.

²⁴ GROOTAERS, Dominique (dir.), *Histoire...*, *op. cit.*, p. 229.

²⁵ *Bulletin communal*, 1925, TII, p. 1018.

²⁶ GROOTAERS, Dominique (dir.), *Histoire...*, *op. cit.*, p. 91.

²⁷ *Ibidem*

²⁸ *Ibidem*, p. 89.

²⁹ *Ibidem*, p. 92-93.

d'un enseignement laïque de qualité en dehors de toute ingérence du clergé³⁰, mais les rôles de mère et d'épouse attribués à la femme dans la société, la relèguent toujours et avant tout à la sphère privée. D'ailleurs, certains militants modérés qui avaient soutenu l'émancipation économique de la femme bien avant 1914, restent toujours persuadés que le travail ne serait jamais que subsidiaire pour la femme, « naturellement » portée à rester au foyer et à remplir son rôle d'épouse et de mère³¹. Isabelle Gatti de Gamond, elle-même féministe d'avant-garde s'opposant fortement à la supposée hiérarchie intellectuelle entre les sexes, ne remit jamais en cause la prépondérance du rôle maternel des femmes³².

Il n'est donc *a priori* pas nécessaire, selon l'État, d'organiser un enseignement de degré supérieur qui donnerait aux filles l'accès à un diplôme d'humanités anciennes comme c'est le cas pour les athénées de garçons. Les libéraux unanimes à défendre l'école d'enseignement moyen laïque pour filles, sont en revanche plus divisés sur la question de leur admission à l'université. L'ouverture de l'université

aux filles est effectivement doublé d'intérêts matériels puisque les diplômes universitaires ouvrent la voie aux professions libérales et donc à la sphère publique alors monopole masculin³³. Néanmoins, la machine est lancée, l'U.L.B. voit entrer ses trois premières étudiantes durant l'année académique de 1880³⁴. Si la loi de 1890 en durcit les critères d'admission, elle ne peut désormais plus enrayer le processus.

La fin des sections pré-universitaires

Bien que la loi du 15 juin 1881 qui organise l'enseignement d'État, se borne à offrir aux filles un enseignement moyen de type inférieur, ses articles 1 et 3 offrent cependant la possibilité d'ajouter au programme des écoles moyennes d'autres cours que ceux prévus par ladite loi³⁵. Ils stipulent que « par application de cette disposition, on pourrait organiser certaines écoles de filles en écoles moyennes supérieures »³⁶. Cette mesure relativement marginale deviendra par la suite un instrument important pour le développement de l'enseignement moyen.

Isabelle Gatti de Gamond réagit rapidement face à cette nouvelle mesure perçue comme « hypocrite ». Dès 1892, elle créa une section pré-universitaire qu'elle annexe à son Cours d'Éducation A³⁷. Celle-ci permet de rattraper en trois ans le programme des humanités gréco-latines afin de préparer les jeunes filles au Jury Central en vue de l'homologation de leurs diplômes. Son succès est tel que deux autres sections sont créées. Une première est rattachée en 1896 au Cours d'Éducation B, tandis qu'une seconde est rattachée en 1913 au Cours d'Éducation C. Malgré le frein de la loi de 1890, vingt-et-une jeunes filles réussissent l'épreuve de la section B et acquièrent leurs diplômes à l'U.L.B. entre 1901 et 1918³⁸. Néanmoins, la préparation aux sections pré-universitaires est particulièrement laborieuse pour les jeunes filles puisqu'elle exige de rattraper en trois ans le programme des humanités anciennes réparti sur six années d'études dans les athénées de garçons³⁹.

C'est pour remédier à ce manque de cadre législatif en matière d'enseignement secondaire que la Ville de Bruxelles, sous l'impulsion de l'échevin de l'Instruction publique Émile Jacqmain, forme avant la guerre une commis-



Marie Popelin (1846-1913) fait partie des trois premières étudiantes inscrites dans une université belge (ULB) en 1880.

En 1888, elle est la première femme diplômée docteur en droit en Belgique par l'ULB. Si elle a joué un rôle pionnier dans l'ascension des femmes universitaires (première assistante femme, première femme professeure, première femme à présider une faculté), elle n'échappa pas aux discriminations subies par les femmes, en particulier dans ce secteur professionnel puisque l'accès au Barreau de Bruxelles lui fut refusé parce qu'elle était une femme. Il faudra attendre les années 1920 pour que le Barreau devienne accessible aux femmes.

Source : « Popelin, Marie », in GUBIN, Eliane et PIETTE Valérie (dirs.), *Dictionnaire des femmes belges : XIX^e et XX^e siècles*, Bruxelles, Éditions Racine, 2006, p. 459-462.

³⁰ GUBIN, Eliane (dir.), *Choisir l'histoire... op. cit.*, p. 131.

³¹ JACQUES, Catherine, *Les féministes... op. cit.*, p. 198.

³² *Ibidem*, p. 37-43.

³³ GUBIN, Eliane, PIETTE, Valérie *et al.*, *Emma... op. cit.*, p. 55.

³⁴ *Ibidem*, p. 9.

³⁵ En accord avec l'art. 27 de la loi organique de 1850. Voir ci-dessous.

³⁶ « Loi apportant des modifications à la loi du 1^{er} juin 1850 sur l'enseignement moyen (Moniteur belge 19 juin 1881) », *Pasinomie*, 1881, Tome XVI, p. 151.

³⁷ Les Cours d'Éducation (A, B et C) correspondaient alors à l'enseignement moyen de degré inférieur.

³⁸ GUBIN, Eliane, PIETTE, Valérie *et al.*, *Emma... op. cit.*, p. 63.

³⁹ *Ibidem*

sion chargée de rédiger un avant-projet sur la création d'un éventuel « lycée de jeunes filles »⁴⁰. Ce terme est, par ailleurs, rapidement remplacé par celui d'« athénée de jeunes filles »⁴¹. Mais l'invasion de la Belgique par l'Allemagne le 4 août 1914, ainsi que l'incarcération par l'ennemi, du bourgmestre Adolphe Max, qui refuse d'exercer son mandat de bourgmestre sous le joug allemand, stoppe subitement la réalisation du projet. Trois ans plus tard, l'échevin Émile Jacqmain subit le même sort. C'est une lettre de Victor Devogel, directeur des Écoles à la Ville, datée du 11 décembre 1917 et adressée au Collège, qui relance le projet⁴².

Dans un courrier, ce directeur propose d'instituer une commission chargée de rédiger un avant-projet afin de traiter des attentes et des besoins d'un athénée pour jeunes filles à la Ville de Bruxelles. La Commission connaît quinze séances de travail réparties sur huit mois. La première débute le 18 décembre 1917 et la dernière s'achèvera le 9 juillet 1918⁴³. Elle est constituée sous la présidence de Victor Devogel et de plusieurs autres membres notables tels que le recteur de l'U.L.B., Léon Leclère, les directrices des Cours d'Éducation (Cours), Lila Monod, Augustine De Rothmaler et Lilly Carter, ainsi que la directrice de l'École Normale d'institutrices, Eulalie Torrekens⁴⁴.

Durant leur carrière, ils ont tous œuvré à la promotion d'un enseignement féminin laïque libéré de toute ingérence religieuse. Léon Leclère (1866-1944), recteur de l'U.L.B. de 1914 à 1920, était un libéral progressiste qui a enseigné notamment aux Écoles normales de la Ville de Bruxelles⁴⁵. Lila Monod (1856-après 1934), directrice du Cours A, était diplômée de l'école professionnelle Bischoffsheim de Bruxelles tandis qu'Augustine de Rothmaler (1859-1942), directrice du Cours B, et Jeanne Elisabeth, dite Lily Carter (1865-1937), directrice du Cours C, étaient d'anciennes élèves des Cours d'Éducation d'Isabelle Gatti de Gamond. Féministes engagées, elles ont toutes intégré l'« Alliance des femmes belges pour la paix par l'éducation »⁴⁶. Enfin, Eulalie Torrekens (1874-1951) a acquis son diplôme à

l'École Normale moyenne de Bruxelles et son doctorat en sciences physiques et mathématiques à l'U.L.B. avant d'être nommée directrice de l'École Normale de la Ville de Bruxelles⁴⁷. Cette étroite collaboration indique clairement la communauté de doctrine qui existe entre les directrices des Cours d'Éducation, l'U.L.B., l'administration communale libérale de Bruxelles et le futur « Lycée Émile Jacqmain ». Elle se situe d'ailleurs dans la continuité de la formation de l'enseignement secondaire féminin institué dès 1864 par Isabelle Gatti de Gamond⁴⁸ dont l'ombre ne cesse jamais de paraître au détour de discussions animées de la Commission.

Pourtant, dès le début, le climat des discussions manque de sérénité. En effet, les directrices des Cours d'Éducation réalisent rapidement que la création d'un « athénée de jeunes filles » compromet le sort de leurs sections pré-universitaires annexées aux Cours d'Éducation. Si un tel établissement venait à être créé, les élèves ne préféreraient-elles pas suivre son enseignement qui leur donnera directement accès à l'université plutôt que celui des sections pré-universitaires qui implique de devoir passer un examen devant le jury d'admission ? De manière générale, l'ensemble du Conseil communal est conscient que lorsque l'égalité entre garçons et filles sera acquise, les étudiantes « poussées par la loi du moindre effort »⁴⁹ s'inscriront de préférence à l'athénée et délaisseront progressivement les sections pré-universitaires qui n'auront donc plus raison d'être. Cette pensée effraie leurs directrices.

Fidèles disciples et admiratrices d'Isabelle Gatti de Gamond, celles-ci y voient la « suppression de son œuvre »⁵⁰ et plaident corps et âmes en faveur du maintien des sections pré-universitaires. D'ailleurs Lila Monod juge que « les élèves soumises au régime actuel réussissent très bien leur préparation universitaire dans les cours supérieurs »⁵¹. Dans son rapport du 29 janvier 1918, Augustine de Rothmaler appuie cet argument, rappelant que depuis 1900 les sections universitaires ont formé cinq docteurs en Faculté de philosophie et lettres, quarante en Faculté de sciences et de médecine au grade légal et vingt docteurs ou licenciées au grade scientifique⁵². Elle ajoute également que le petit nombre de docteurs en Faculté de

⁴⁰ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 6 : procès-verbaux, 18 décembre 1917.

⁴¹ Pour en savoir plus, voir p. 19.

⁴² *Ibidem*, Farde 10 : Rapports sur la création, 16 février 1921.

⁴³ *Ibidem*, Farde 6 : procès-verbaux, 11 décembre 1917.

⁴⁴ *Ibidem*

⁴⁵ Académie Royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, « Léon Leclère », dans *La Nouvelle Biographie Nationale*, Bruxelles, vol.6, 2001, p. 269-270.

⁴⁶ « Monod, Lila », in GUBIN, *Eliane et PIETTE Valérie (dirs.), Dictionnaire des femmes belges : XIX^e et XX^e siècles*, Bruxelles, Éditions Racine, 2006, pp. 408-409. « de Rothmaler, Augustine », in GUBIN, *Eliane et PIETTE Valérie (dirs.), Dictionnaire des femmes belges : XIX^e et XX^e siècles*, Bruxelles, Éditions Racine, 2006, p. 187-188. « Carter Jeanne, Elisabeth, dite Lilly », in GUBIN, *Eliane et PIETTE Valérie (dirs.), Dictionnaire des femmes belges : XIX^e et XX^e siècles*, Bruxelles, Éditions Racine, 2006, p. 94-95.

⁴⁷ « Torrekens, Eulalie », in GUBIN, *Eliane et PIETTE Valérie (dirs.), Dictionnaire des femmes belges : XIX^e et XX^e siècles*, Bruxelles, Éditions Racine, 2006, p. 529.

⁴⁸ GUBIN, *Eliane, PIETTE, Valérie et al., Emma...*, op. cit., p. 47.

⁴⁹ Bulletin communal, Ville de Bruxelles, 1925, Tome II, p. 1010.

⁵⁰ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 6 : procès-verbaux, 18 décembre 1917.

⁵¹ *Ibidem*

⁵² *Ibidem*, rapport Augustine de Rothmaler, 29 janvier 1918.

philosophie et lettres n'était pas imputable à la faiblesse des études gréco-latines des sections pré-universitaires mais bien au manque de débouchés (autres que le professorat) que celles-ci offrent (les femmes ne pouvant encore plaider)⁵³.

Par ailleurs, la section pré-universitaire se veut et demeure une section élitaine en raison de son programme chargé peu accessible. Celle-ci reste ouverte aux candidates les plus brillantes issues de milieux sociaux moins favorisés⁵⁴. Pour les directrices, ces difficultés sont vues comme gages de qualité :

*« Les difficultés qu'elles [les élèves] ont à surmonter opèrent une sélection salubre, sans laquelle l'université serait encombrée d'éléments médiocres »*⁵⁵.

C'est, effectivement, là que se situe le véritable enjeu de ces directrices. Dans son rapport, Augustine de Rothmaler fait part de sa crainte, assurément partagée par ses consœurs, pour l'avenir et surtout pour le prestige de leurs Cours d'Éducation si leurs sections pré-universitaires annexées venaient à disparaître. En effet,

*« [...] il leur enlèverait du même coup leur population la plus sérieuse et la plus travailleuse, celle dont l'exemple entraîne les autres élèves »*⁵⁶.

Les trois directrices font donc bloc contre la proposition de création d'un athénée de jeunes filles pour protéger leurs établissements, tandis que les trois autres, Victor Devogel, Léon Leclère et Eulalie Torrekens, s'en font les partisans résolus. Ils placent, au contraire, la création d'un athénée de jeunes filles dans la continuité de l'œuvre d'Isabelle Gatti de Gamond, y voyant même « son achèvement »⁵⁷.

Au nom de l'égalité entre garçons et filles, Victor Devogel considère qu'il faut mettre à disposition des jeunes filles un établissement pré-universitaire complet et indépendant. Les sections pré-universitaires doivent disparaître au profit de la nouvelle institution. Eulalie Torrekens, dans une lettre envoyée, le 12 juillet 1918, au directeur des Écoles, est également partisane de ce principe, estimant premièrement que les élèves seront mieux préparées à l'université dans ces conditions et deuxièmement que : « maintenir les sections universitaires, en dehors de l'athénée, c'est enlever à celui-ci la force vive qu'il pourrait avoir au début »⁵⁸. Ainsi, les Cours d'Éducation reprendraient leur fonction première à savoir : assurer « la formation des jeunes filles de la bonne bourgeoisie bruxelloise qui ne se destinent pas

à l'université »⁵⁹. Elle ajoute également qu'elle pense pouvoir juger plus objectivement la situation, étant plus désintéressée que ses collègues de la Commission⁶⁰.

Les directrices des Cours d'Éducation finissent par admettre la nécessité de construction d'un athénée de jeunes filles. Graduellement, les sections pré-universitaires disparaîtront d'elles-mêmes suivant la création des nouvelles classes. Le 24 juillet 1918, Victor Devogel dépose au Collège des bourgmestres et échevins de la Ville de Bruxelles une proposition reprenant les diverses suggestions établies par la Commission et visant la création d'un athénée pour filles. Deux jours plus tard, la décision est ajournée⁶¹. Le 17 septembre de la même année, le directeur des Écoles réitère sa demande sans succès⁶². Ces différents refus s'expliquent par l'absence du bourgmestre Adolphe Max et de l'échevin Émile Jacqmain, tous deux retenus captifs en Allemagne⁶³. Les échevins présents, dont trois qui remplacent les absents, ne veulent sans doute pas prendre la responsabilité d'une telle décision⁶⁴.

Le directeur des Écoles, Victor Devogel, laisse au Collège le soin de prendre lui-même une décision à partir des différentes propositions, reflets des divergences des membres de la Commission. Le problème majeur réside dans le sort qui sera accordé aux sections pré-universitaires. Dans son rapport, Victor Devogel établit d'abord une solution « extrême »⁶⁵ mais qui ne lui semble pas « souhaitable »⁶⁶ : la suppression immédiate des sections pré-universitaires et de la création des six classes d'athénée en une seule fois. Victor Devogel ne la préconise cependant pas car elle risque de mettre en péril les élèves qui poursuivent leurs études au sein de ces sections. Il propose alors deux autres solutions plus « prudentes »⁶⁷ envisageant cette fois la création progressive de l'athénée, année par année, soit les sections pré-universitaires seraient supprimées progressivement, soit l'une d'entre elles serait conservée dans sa totalité⁶⁸.

De leur côté, les directrices des Cours d'Éducation insistent sur la nécessité de maintenir une de ces sections, même après la création des six années d'athénée, pour celles qui souhaiteraient continuer à suivre les études préparatoires à l'uni-

⁵³ *Ibidem*, 19 février 1918.

⁵⁴ GUBIN, Eliane, PIETTE, Valérie *et al.*, Emma..., *op. cit.*, p. 63.

⁵⁵ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 6 : procès-verbaux, 18 décembre 1917.

⁵⁶ *Ibidem*, 29 janvier 1918.

⁵⁷ *Ibidem*, 4 juin 1918.

⁵⁸ *Ibidem*, 10 janvier 1918.

⁵⁹ *Ibidem*

⁶⁰ *Ibidem*, 12 juillet 1918.

⁶¹ *Ibidem*, Farde 10 : Rapports sur la création, 24 juillet 1918.

⁶² *Ibidem*, 17 septembre 1918.

⁶³ Le bourgmestre Adolphe Max sera libéré le 17 novembre 1918 (*Biographie Nationale*, t.XXX, col.561).

⁶⁴ DE COSTER, Sylvain, La naissance..., *op. cit.*, p. 353.

⁶⁵ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 10 : Rapports sur la création, 17 septembre 1918.

⁶⁶ *Ibidem*

⁶⁷ *Ibidem*

⁶⁸ *Ibidem*

versité en trois ans au lieu de six⁶⁹. Victor Devogel partage également cette vision soulignant que : « ce serait les plus vaillantes qui consentiraient ainsi à affronter les difficultés de l'examen d'entrée et constitueraient pour nos établissements une population extrêmement intéressante que nous ne devrions pas contraindre à suivre un enseignement peut-être plus formaliste »⁷⁰.

De plus, si l'accès à l'université et aux professions libérales (et plus particulièrement au professorat et à la pharmacie) commence progressivement à entrer dans les mentalités, certaines familles ne perçoivent pas encore l'intérêt de doter leur fille d'un diplôme universitaire⁷¹. Le nombre d'élèves inscrit dans la section général du Cours d'Éducation A prouve que plusieurs jeunes filles faisaient encore des études moyennes sans pour autant se préparer à l'université⁷².

Le 1^{er} octobre 1922, une sixième latine est finalement créée⁷³. La cinquième latine s'ouvre le 1^{er} octobre de l'année suivante, tandis qu'une section pré-universitaire est conservée au Cours d'Éducation B⁷⁴. Mais il faut attendre le 28 juillet 1924 pour que le Conseil Communal reconnaisse officiellement l'Athénée de jeunes filles. Une fois la décision prise, le Conseil décide que l'athénée comprendrait : une section d'humanités gréco-latines, une section d'humanités modernes et une section latine-mathématiques, d'autres sections pouvant être créées ultérieurement⁷⁵. La création d'une section d'humanités modernes est tout à fait novatrice par rapport au projet d'horaire établi par la Commission en 1918⁷⁶. Elle répond à une demande de certains parents qui ne désirent pas inscrire leurs filles dans la section

d'humanités gréco-latines et qui risquent, si leur souhait n'est pas entendu, d'inscrire leurs filles dans les lycées de Saint-Gilles ou de Schaerbeek déjà existants⁷⁷. Enfin, elle prévoit la centralisation des trois sections pré-universitaires rattachées à l'athénée⁷⁸. Cette solution permet d'une part, d'attirer un nombre suffisamment élevé d'élèves pour peupler la nouvelle institution et d'autre part, de réduire les frais qu'engendre la création de l'institution⁷⁹, argument non négligeable pour les autorités communales au lendemain de la guerre. Quant aux Cours d'Éducation, il est certain que la suppression des sections pré-universitaires qui leur étaient annexées eut un impact à court terme sur le prestige de leurs établissements. Ils s'adressent désormais à un autre public, et sont obligés par le Collège d'envoyer « celles qui se destinaient aux études universitaires » et par là même « leur population la plus sérieuse et la plus travailleuse » à l'Athénée de jeunes filles⁸⁰.

Quand le « lycée » chasse l'« athénée »

Dès les premières séances, les directrices des Cours d'Éducation, toutes disciples d'Isabelle Gatti de Gamond, perçoivent donc d'un mauvais œil la création d'un « lycée de jeunes filles ». Jouant sur les mots, elles s'en prennent d'abord au terme de « lycée » lui-même. Lilly Carter affirme que « le lycée, tel que conçu en France, est identique à nos cours d'éducation »⁸¹. Elle est soutenue par Augustine de Rothmaler qui explique que « les cours d'éducation peuvent être baptisés du nom de lycées, et en fait, la Ville de Bruxelles en possède trois depuis de longues années déjà »⁸². Le ton est donné. A quoi bon créer un lycée alors que des sections pré-universitaires attachées aux Cours d'Éducation existent déjà et qu'ils correspondent à la notion de « lycée » français ?

Effectivement, le 21 décembre 1880, la loi Camille Sée institua en France un enseignement secondaire féminin d'État de type inférieur. Comme dans le cas belge, le certificat délivré en fin d'études par le lycée ne donne pas aux filles l'accès à l'université, alors même que la prestigieuse « Sorbonne » accueille ses premières étudiantes la même année. L'objectif affiché par la loi Camille Sée est finalement fort semblable à celui des libéraux belges, « arracher les adolescentes aux mains de l'Église » et se double d'une volonté de renforcer leurs adhésions idéologiques à la

⁶⁹ *Ibidem*, Farde 6 : procès-verbaux, 4 juin 1918.

⁷⁰ *Ibidem*, Farde 10 : Rapports sur la création, 8 juin 1922.

⁷¹ DESPY-MEYER, Andrée « L'entre-deux-guerres ou l'affirmation intellectuelle des femmes », in *Sextant*, n°1, 1993, p. 75-90, p. 81.

⁷² Tableau reprenant la population de chaque Cours d'Éducation par établissement et par section à la date du 1^{er} mai 1922 (A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 10) :

	1 ^{ère} année		2 ^{ème} année		3 ^{ème} année		Total	
	S.G.	S.U.	S.G.	S.U.	S.G.	S.U.	S.G.	S.U.
Cours A	30	15	37	10	...	17	67	42
Cours B	7	21	11	11	19	20	37	52
Cours C	11	20	6	11	4	11	21	42
Total	48	56	54	32	23	48	125	136
	104		56		71		261	

⁷³ DE COSTER, Sylvain, « La naissance..., *op. cit.*, p.357.

⁷⁴ *Bulletin communal*, Ville de Bruxelles, 1925, Tome II, p. 1011.

⁷⁵ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 4 : Décision de principe, le 28 juillet 1924.

⁷⁶ Pour en savoir plus, voir p.22.

⁷⁷ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 4 : Décision de principe, 19 octobre 1925.

⁷⁸ *Bulletin communal*, Ville de Bruxelles, 1925, Tome II, p. 1011.

⁷⁹ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 4 : Décision de principe, 24 mai 1922.

⁸⁰ *Ibidem*, 10 juillet 1924.

⁸¹ *Ibidem*, Farde 6 : procès-verbaux, 18 décembre 1917.

⁸² *Ibidem*

République⁸³. Il ne faut donc pas s'y méprendre, la volonté des républicains reste celle de former, hors de l'influence cléricale, de futures mères de familles, compagnes intellectuelles de leur mari et femmes au foyer. Leur formation à travers les études secondaires est dépourvue de tout débouché pratique. Il faut attendre 1924 pour que les femmes aient accès à l'épreuve du baccalauréat conçue comme voie d'accès aux carrières libérales, qui leur étaient jusqu'alors fermées (à l'exception de la médecine)⁸⁴.

Pour éviter toute confusion avec le terme français « lycée » qui correspondait donc plutôt en Belgique à l'enseignement moyen pour filles, le terme d'« athénée » est adopté. En Belgique, le terme « athénée » désigne déjà les établissements d'enseignement supérieur d'État pour garçons. Contrairement aux écoles moyennes pour filles ou aux Cours d'Éducation, le diplôme dispensé par un athénée au terme de six années d'études donnait accès à l'université. L'enseignement d'athénée correspondant à l'enseignement moyen de type supérieur est alors le plus haut niveau d'instruction de l'enseignement secondaire belge. Il est réservé à l'élite masculine du pays et viendra grossir les rangs des professions libérales⁸⁵.

En dotant leur établissement d'un tel nom, les membres de la Commission visent un type de population et de carrières pour leurs futures élèves. Toutefois, dans une perspective de distinction genrée, le terme est adapté au caractère féminin des élèves à travers l'appellation « athénée de jeunes filles ». Prenant exemple sur le modèle français, la Commission justifie son choix en stipulant que « le mot lycée est français et s'emploie en France pour les filles et pour les garçons. Par similitude, on emploierait le mot « Athénée » en Belgique pour les filles comme pour les garçons »⁸⁶.

En outre, cette dénomination semble conférer un caractère particulier à l'entreprise qui se distingue ainsi des autres lycées déjà créés⁸⁷. En effet, la Ville de Bruxelles qui s'est toujours enorgueillie d'avoir créé l'enseignement moyen supérieur pour filles en Belgique, s'est fait cette fois-ci devancer en matière d'innovation: le premier lycée laïque voit le jour en Belgique à Morlanwelz (situé dans le

Hainaut) et est inauguré en 1915 par le mécène franc-maçon Léon Warocqué. D'autres communes suivent : à Schaerbeek⁸⁸ en 1917, à Saint-Gilles en 1918, à Mons en 1919 et à Anvers en 1919⁸⁹.

La création de ces lycées exerce une pression sur l'administration communale de la Ville de Bruxelles. En effet, la peur de voir les étudiantes désertir les Cours d'Éducation pour les lycées de Schaerbeek et Saint-Gilles est palpable dans les rapports de la Commission⁹⁰. Or, la Ville de Bruxelles, de par son statut de Capitale, ne peut rester inerte face à ces avancées en matière d'enseignement féminin. Lors de la séance du 19 février 1918, Victor Devogel semble, en effet, avoir un rôle à jouer : « déjà deux, demain trois faubourgs, peut-être, se trouvent posséder un athénée pour jeunes filles. Bruxelles qui possède un enseignement si varié et si complet, peut-elle se désintéresser complètement de la question, s'en tenir à ses cours d'éducation et ne rien faire du point de vue de la loi ? »⁹¹.

Les membres de la Commission se doivent de réagir. Ensemble, ils établissent un projet dont ils font part au Collège de la Ville. Le 1^{er} octobre 1922, l'« athénée pour Jeunes filles » est officiellement créé⁹² et un drapeau est remis symboliquement à l'établissement, portant le terme d'« athénée », preuve que les autorités bruxelloises tiennent à cette appellation⁹³. Néanmoins, la confusion persiste autour de la dénomination de l'établissement qui est tantôt appelé « athénée de jeunes filles », tantôt « athénée pour jeunes filles » ou encore « lycée ». La distinction semble toujours équivoque y compris pour les autorités communales⁹⁴.

⁸⁸ Selon Sylvain de Coster, l'Échevin à l'Instruction publique de Schaerbeek, Émile Max, frappé par l'expansion de sa commune, considère aussitôt « que les jeunes filles de Schaerbeek ne devaient point se rendre dans les cours d'éducation de la Ville de Bruxelles, mais trouver sur place un enseignement secondaire complet leur permettant d'emblée l'accès à l'université ». La commune de Schaerbeek possède alors déjà une douzaine d'écoles primaires, deux écoles moyennes, une école professionnelle et une école industrielle. Le 20 septembre 1917, la création d'un nouveau lycée installé dans un petit hôtel rue des Palais vient compléter ce tableau. Quatre mois plus tard, l'événement entraîne la mise en place de la Commission à la Ville de Bruxelles. Voir : DE COSTER, Sylvain, « La naissance...op. cit. », p. 350. Sylvain De Coster fut directeur de l'Instruction publique et des Beaux-Arts de la Ville de Bruxelles en 1945 ; *Almanach Royal de Belgique*, Bruxelles, G. Stapleaux Imprimeur-éditeur, 1914, p. 1740 ; A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 5 : Renseignements et documents divers, Lycée communal pour jeunes filles de la commune de Schaerbeek.

⁸⁹ « Enseignement secondaire pour filles. Le rôle des laïques » in DELFOSSE, Pol (dir.), *Dictionnaire historique de la laïcité en Belgique*, Fondation Rationaliste (Éd.) et Éditions Luc Pire, 2005, p. 115.

⁹⁰ *Ibidem*, Farde 10 : Rapports sur la création, 23 septembre 1918.

⁹¹ *Ibidem*, Farde 6 : procès-verbaux, 19 février 1918.

⁹² *Bulletin communal*, 1925, TII, p. 1011.

⁹³ DE COSTER, Sylvain, *La naissance...*, op. cit., p. 355.

⁹⁴ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 1: Organisation de l'Athénée de jeunes filles, 19 septembre 1927.

⁸³ RENNES, Juliette, *Le mérite et la nature : la féminisation des professions de prestige, 1880-1940*, Paris, Fayard, 2007, p. 25.

⁸⁴ MAYEUR, Françoise, *L'enseignement...* op. cit., p. 38-39.

⁸⁵ GROOTAERS, Dominique (dir.), *Histoire...*, op. cit., p. 89.

⁸⁶ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 10 : Rapports sur la création, 12 janvier 1922.

⁸⁷ GUBIN, Eliane, PIETTE, Valérie *et.al.*, Emma..., op. cit., p. 128.

Finalement, le Collège, en séance du 8 septembre 1927, statue sur la dénomination de « lycée de jeunes filles »⁹⁵. Un nouveau drapeau est offert, comme pour entériner cette décision, lors d'une fête de fin d'année, le 23 décembre 1927⁹⁶. Il ne reste qu'un an aux premières élèves du Lycée Émile Jacqmain pour être diplômées, alors que les lycées de Schaerbeek et de Saint-Gilles ont déjà envoyé leurs premières étudiantes à l'université. Le terme lycée s'impose donc laissant définitivement derrière lui celui d'athénée de jeunes filles.

Lors de l'inauguration des nouveaux locaux, le 31 mai 1931, le « lycée de jeunes filles » prend l'appellation définitive de « Lycée Émile Jacqmain »⁹⁷. Si les Cours d'Éducation adoptent par la suite le nom de leurs directrices (Athénée royal Gatti de Gamond, Lycée Dachsbeck ou encore Lycée Commercial L.E. Carter), le Lycée Émile Jacqmain, comme celui de Schaerbeek (Lycée Émile Max), préfère les noms des échevins à l'Instruction publique qui ont soutenu leur réalisation. L'espace urbain se voit ainsi frappé du sceau masculin jusque dans l'appellation des lycées pour jeunes filles.

La ville semble, au détour de noms de rues, d'édifices ou d'institutions, leur conférer la prééminence au détriment des femmes qui pourtant, à travers leurs engagements et leurs caractères, ont marqué ces lieux dont elles semblent si souvent absentes. Comme le souligne le sociologue Philippe Vienne : « Ne serait-il pas temps de donner un nom d'établissement moins associé aux « pompes » communales et nettement plus associé aux femmes qui ont assuré la direction de ce lycée durant les trois quarts du XX^e siècle ? Si le lycée Dachsbeck porte le nom de sa directrice, pourquoi le lycée Jacqmain garde-t-il le nom d'un échevin, bien obscur aujourd'hui, en comparaison des femmes remarquables qui ont géré cet établissement ? »⁹⁸.

⁹⁵ *Ibidem*, 10 septembre 1927.

⁹⁶ *Ibidem*, Farde 14 : Remise de drapeau, 14 décembre 1927.

⁹⁷ Archives du Lycée Émile Jacqmain (A.L.E.J.), Lycée Émile Jacqmain : Discours prononcés à la Cérémonie officielle d'inauguration, le 31 mai 1931, p. 3.

⁹⁸ VIENNE, Philippe, « Syllabus : La démocratisation de l'enseignement en Belgique et en France », dans le cadre du cours *Sociohistoire des systèmes d'enseignement [EDUC-E520]*, Université Libre de Bruxelles, 2017-2018, p. 12.

La nécessaire féminisation de l'enseignement

Une fois que le principe de création d'un athénée de jeunes filles fut admis par l'ensemble des membres de la Commission, il restait la tâche ardue de concevoir son programme et ses méthodes. Si la loi de 1881 régle l'organisation des athénées de garçons, elle ne prévoit rien en ce qui concerne l'organisation d'un enseignement moyen de type supérieur pour les filles. Rapidement, les membres de la Commission, firent face à un dilemme: adopter le programme légal des athénées de garçons ou au contraire en profiter pour innover en créant un organisme différent de celui-ci⁹⁹.

Adopter le programme et l'horaire du régime des athénées de garçons présente en principe l'avantage de faciliter l'homologation future des diplômes des jeunes filles, une fois la valeur de l'établissement reconnue. Les étudiantes seraient alors directement admises à l'université. C'est d'ailleurs pour ces raisons que les lycées de Schaerbeek et de Saint-Gilles décidèrent d'établir leurs programmes d'études conformément au plan des athénées royaux¹⁰⁰. Ne pas adopter le programme légal, c'était prendre le risque que les familles ne leur donnent la préférence¹⁰¹.

Débat autour des humanités anciennes

Le programme des athénées de garçons est alors basé sur le modèle éducatif des « humanités » hérité des collèges jésuites des XVI^e et XVII^e siècles qui formaient l'élite de la bourgeoisie libérale et de la petite bourgeoisie de l'époque selon le principe de la *Ratio Studiorum* (l'« Organisation des Études »). Ce modèle culturel humaniste destiné à la formation des élites est centré sur la maîtrise des langues anciennes (le latin et le grec) qui associe étroitement la forme linguistique à son fonds culturel. Cet enseignement détaché de toute préoccupation utilitaire, a comme finalité de former « l'homme civil », de le cultiver à travers la lecture des auteurs anciens et d'en faire un individu à la fois critique et autonome¹⁰².

⁹⁹ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 6 : procès-verbaux, 10 janvier 1918.

Et « Loi apportant des modifications à la loi du 1^{er} juin 1850 sur l'enseignement moyen (Moniteur belge 19 juin 1881) », *Pasinomie*, 1881, Tome XVI.

¹⁰⁰ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 5 : Renseignements et documents divers, Lycée communal pour jeunes filles de la commune de Schaerbeek.

¹⁰¹ *Ibidem*, Farde 10 : Rapports sur la création, 23 septembre 1918.

¹⁰² GROOTAERS, Dominique (dir.), *Histoire...*, *op. cit.*, p. 256-258.

L'étude des langues anciennes confère donc à ceux qui y sont initiés « une marque indélébile de l'appartenance à l'élite avec, comme signe de reconnaissance, sinon la maîtrise et le goût des langues anciennes, du moins une certaine familiarité avec des phrases ou des citations latines »¹⁰³.

Ce modèle est ensuite délaissé par les pouvoirs étatiques autrichiens puis français, tandis que la Compagnie de Jésus est supprimée en 1773 par le Pape Clément XIV¹⁰⁴. Malgré ces circonstances, le modèle des humanités fait un retour en force en 1802, à la suite de la reprise en main de l'enseignement de nos régions par le clergé¹⁰⁵. Ainsi, les textes fondateurs de l'enseignement moyen de l'État (la loi organique de 1850 et ses diverses modifications jusqu'en 1887) aux lendemains de l'indépendance de la Belgique, témoignent à la fois de cet héritage et de ruptures vis-à-vis de celui-ci. En effet, même si ce modèle éducatif centré sur l'hégémonie des langues anciennes reste la « voie royale » des athénées d'État, il conservera quelques modifications adoptées sous les régimes autrichien, français et hollandais telles que l'enseignement de la langue maternelle, de la seconde langue, des sciences et de l'histoire¹⁰⁶.

La grande nouveauté réside alors dans la subdivision de ces humanités établies dès 1850 par la loi organique sur l'enseignement moyen. Le 31 août 1887, l'arrêté royal sur la réorganisation du plan d'études des athénées royaux prévoit notamment trois types d'orientations possibles au programme des humanités enseigné dans les athénées¹⁰⁷. La première section d'*humanités gréco-latines* préparait à n'importe quelle faculté universitaire et aux carrières libérales. Une seconde section dite *latine ou latine-mathématiques* remplace l'enseignement du grec par un enseignement mathématique et scientifique plus étendu et préparait plus particulièrement aux facultés d'ingénieurs, de sciences physiques et mathématiques. Enfin, une troisième section d'*humanités modernes* (ancienne « section professionnelle »), en totale rupture avec le modèle traditionnel des humanités anciennes, remplace l'étude des langues anciennes par celle des langues modernes et accorde une place prépondérante aux diverses sciences et aux sciences commerciales¹⁰⁸.

Toutefois, la supériorité culturelle de la filière des *humanités gréco-latines* voit sa légitimité entérinée par la loi de 1890, puisque son diplôme peut désormais donner accès à l'ensemble des facultés universitaires, tandis que les étudiants aspirant aux études d'ingénierie peuvent se présenter à l'examen d'entrée munis d'un diplôme d'*humanités latines* ou *modernes*¹⁰⁹. En 1924, un projet de loi vise même à exiger un diplôme d'*humanités gréco-latines* comme condition absolue d'entrée à l'université¹¹⁰, si celui-ci n'aboutira jamais¹¹¹, les dispositions lui conférant une légitimité culturelle supérieure resteront inchangées jusqu'à la loi du 14 août 1947¹¹².

Cette tension entre traditionnalistes et modernistes, palpable jusqu'à la fin de la Seconde guerre mondiale, trouve écho lors des débats houleux de la Commission autour de la conception d'un programme attaché au futur athénée de jeunes filles. Léon Leclère, en tant que recteur de l'U.L.B., se fait l'éternel défenseur du modèle traditionnel des humanités et propre aux athénées de garçons, affirmant que « tout ce qu'il y a de noble et de beau dans les classiques vient des auteurs anciens, de la Grèce et de Rome »¹¹³. Il souligne à travers celui-ci la nécessité d'établir une culture générale commune aux deux sexes. Il réaffirme également l'argument traditionnaliste stipulant la nécessité de l'étude des *gréco-latines* comme base indispensable à l'enseignement littéraire et à la connaissance du français¹¹⁴.

De leurs côtés, les directrices des Cours d'Éducation se font les partisans d'une modernisation de l'enseignement. Fidèles disciples d'Isabelle Gatti de Gamond, elles soutiennent un enseignement basé sur la complémentarité d'un certain nombre de disciplines telles que les sciences, les langues modernes et les disciplines féminines ainsi qu'une pédagogie qui repose alors sur la nécessité d'adapter la formation des élèves à la société contemporaine¹¹⁵. Augustine de Rothmaler est particulièrement contre la primauté de l'étude des langues anciennes dans la formation d'une culture générale. Pour elle, « (...) il est un fait certain, c'est que les langues anciennes ne sont plus comme au XVI^e siècle l'unique instrument d'une culture vraiment humaine, que leur importance à ce titre va décroissant de

¹⁰³ COMPERE, Marie-Madeleine, CHEVEL, André, « Les humanités dans l'histoire de l'enseignement français », in *Histoire de l'éducation*, 1997, n°74, p. 5-38, p. 9-12.

¹⁰⁴ GROOTAERS, Dominique (dir.), *Histoire...*, *op. cit.*, p. 260-266.

¹⁰⁵ *Ibidem*

¹⁰⁶ *Ibidem*, p. 266.

¹⁰⁷ Il n'y a pas d'autre grille-horaire officielle entre 1887 et 1924 pour ce qui est de l'enseignement moyen de degré supérieur. Voir l'étude des différentes grilles-horaires officielles entre 1851 et 1949 dans GROOTAERS, Dominique (dir.), *Histoire...*, *op. cit.*, p. 274-281.

¹⁰⁸ « Arrêté royal - Réorganisation du plan d'études des athénées royaux (Moniteur du 8 septembre 1887), 31 août 1887 », *Pasinomie*, 1887, n°317, p. 421-425.

¹⁰⁹ GROOTAERS, Dominique (dir.), *Histoire...*, *op. cit.*, p. 270-272.

¹¹⁰ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 4 : Décision de principe, Projet de loi du 8 mai 1924 – Le projet était présenté par Pierre Nolf, ministre des Sciences et des Arts de 1922 à 1925.

¹¹¹ GROOTAERS, Dominique (dir.), *Histoire...*, *op. cit.*, p. 272.

¹¹² *Ibidem*, p. 272-273.

¹¹³ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 6 : procès-verbaux, 18 décembre 1917.

¹¹⁴ COMPERE, Marie-Madeleine, CHEVEL, André, *op. cit.*, p. 16.

A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 6 : procès-verbaux, 29 janvier 1918.

¹¹⁵ DE COSTER, Sylvain, *La naissance...*, *op. cit.*, p. 362.

génération en génération, que les sciences et les littératures modernes les supplantent peu à peu dans leur rôle éducatif »¹¹⁶.

Mais Léon Leclère n'est pas de cet avis. Pour lui, l'intérêt de l'étude des auteurs anciens est qu'ils permettent d'aborder des pensées et des idées que l'on « peut qualifier d'éternelles »¹¹⁷. En effet, la prééminence de l'étude des langues anciennes dans la formation d'une culture générale repose également sur l'aspect moral de son enseignement. Selon les historiens français Marie-Madeleine Compère et André Chevel, la littérature classique est considérée comme formatrice parce qu'elle comporte des « leçons morales ou civiques » et qu'elle met en scène des « comportements dignes d'être imités »¹¹⁸. Or, contrairement à l'étude des langues modernes, la littérature classique a l'avantage non négligeable pour Léon Leclère de ne pas soulever « ces graves questions religieuses, politiques, etc. qu'il vaut mieux ne pas éveiller trop tôt chez l'élève »¹¹⁹.

Cet argument ne semble guère convaincre Augustine de Rothmaler qui se demande au contraire « si l'attachement des jésuites à ces branches [le latin et le grec], ne provient pas de raisons morales, et si elles ne dispensent pas l'esprit de penser »¹²⁰. Pour elle, adopter le programme légal des athénées de garçons serait tout bonnement faire un pas en arrière: « [...] au lieu de créer un Athénée de filles sur le plan des Athénées de garçons, c'est le régime des Cours d'Éducation qu'il faudrait transporter dans les Athénées de garçons. C'est dans ce sens qu'est le progrès, j'en suis profondément convaincue. [...] C'est l'honneur de Melle Gatti, quand elle a créé l'enseignement secondaire des filles, de n'avoir copié en rien les Athénées existants, ni leurs cadres, ni leur programme, ni leurs méthodes ; [...] »¹²¹.

Si l'avis d'Augustine de Rothmaler peut sembler radical, il aurait été tout aussi étonnant de la part de ces directrices, qu'elles ne prissent pas le parti de soutenir leurs établissements. En effet : « Elles croyaient effectivement en la valeur pédagogique de leur entreprise et pouvaient craindre que le régime des athénées de garçons ne constituât un climat plus didactique et moins ouvert à des méthodes d'avant-garde, dont elles avaient toujours, à la suite d'Isabelle Gatti de Gamond, été de ferventes protagonistes »¹²².

¹¹⁶ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 6 : procès-verbaux, rapport Augustine de Rothmaler, 29 janvier 1918.

¹¹⁷ *Ibidem*

¹¹⁸ COMPERE, Marie-Madeleine, CHEVEL, André, ... *op. cit.*, p. 10.

¹¹⁹ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 6 : procès-verbaux, 18 décembre 1917.

¹²⁰ *Ibidem*, 29 janvier 1918.

¹²¹ *Ibidem*, rapport Augustine de Rothmaler, 29 janvier 1918.

¹²² DE COSTER, Sylvain, « La naissance... », *op. cit.*, p. 355.

Néanmoins, le programme jusqu'alors dispensé dans la section pré-universitaire du Cours d'Éducation C montre que l'horaire en 1912 ne compte que cinq heures par semaine de langues anciennes pendant trois ans au lieu de treize heures par semaine en section d'*humanités gréco-latines* et huit heures par semaine en section d'*humanités latines* dans les athénées de garçons¹²³. On comprend aisément que si la section pré-universitaire délivre un enseignement des langues anciennes suffisant pour entrer à l'université, son étude doit être particulièrement dense pour les jeunes filles qui souhaitent rattraper le programme légal. Or, depuis la loi de 1890, cette remise à niveau est devenue indispensable à l'homologation de leurs diplômes et à leur accès à l'université¹²⁴.

Finalement, un compromis est trouvé afin de pallier ce manque juridique et tente de répondre à la nécessité de concilier à la fois les programmes légaux et les techniques pédagogiques d'Isabelle Gatti de Gamond¹²⁵. Tout en restant dans « l'esprit de la loi », le nouveau programme comporte quelques modifications. Sa défense devant l'administration communale de la Ville prend des allures de croisade pour Victor Devogel :

*« ce sera une lutte administrative à soutenir : l'administration de l'enseignement est la plus réactionnaire de toutes. Mais ce sera là un beau combat. En somme, la loi ne prévoit pas l'athénée pour filles. Nous pourrions donc soutenir la thèse que nous sommes complètement libres au point de vue du programme, si nous arrivons au minimum prévu par la loi »*¹²⁶.

Un programme au féminin

Les membres de la Commission se mettent donc d'accord pour se conformer globalement au programme légal. Néanmoins, le programme est adapté au « caractère des jeunes filles »¹²⁷. Si les études au Lycée ont pour vocation de former de véritables intellectuelles préparées à l'enseignement universitaire, elles ont aussi pour objectif de « les préparer aux devoirs multiples de leur future condition d'épouses, de mères et de citoyennes »¹²⁸. Autrement dit, elles seraient capables de partager

¹²³ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 5 : Renseignements et documents divers, École moyenne C pour jeunes filles, programme des cours supérieurs, 1912. Et « Arrêté royal - Réorganisation du plan d'études des athénées royaux (Moniteur du 8 septembre 1887), 31 août 1887 », *Pasinomie*, 1887, n°317, p. 422.

¹²⁴ GUBIN, Eliane, PIETTE, Valérie et al., Emma..., *op. cit.*, p. 63.

¹²⁵ DE COSTER, Sylvain, « La naissance... », *op. cit.*, p. 360.

¹²⁶ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 6 : procès-verbaux, rapport Augustine de Rothmaler, 19 février 1918.

¹²⁷ A.V.B., Instruction Publique, II, Farde 10 : Rapports sur la création, 12 janvier 1922.

¹²⁸ A.L.E.J., Célébration du Vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Lycée Émile Jacqmain 1922-1947, Discours de M. Robert Catteau, p. 12.

les convictions libérales de leurs époux et de les transmettre ensuite à leurs propres enfants. L'émancipation féminine s'inscrit dès lors dans la stricte distribution des rôles féminin et masculin au sein de la société de l'époque.

Le projet d'horaire mis en place par Léon Leclère est ainsi discuté lors de la séance du 20 mars 1918¹²⁹. Dans le projet, le programme du nouvel athénée de jeunes filles comporte six années d'études dont les trois premières constituent un cycle inférieur commun à toutes les élèves durant lequel elles acquièrent des « connaissances élémentaires »¹³⁰, cela afin de permettre le choix de section à partir de la quatrième année d'études, c'est-à-dire à 15 ans, âge où les élèves « pourront mieux choisir le genre d'études qui convient à leurs aptitudes »¹³¹. Le choix appelé « de carrière » ne se fera donc pas à 12 ans comme dans le programme légal de 1887, mais sera postposé de trois ans¹³².

La plus grande particularité de cette section commune est l'introduction dans le projet d'horaire de l'athénée de filles, d'un cours de « travaux féminins ». Autrement dit, si l'athénée a pour mission de former les futures universitaires de la Capitale, il vise également d'en faire « des femmes, des citoyennes et des mères de famille »¹³⁴. En cela, le Collège reste donc conforme aux « idées qui ont inspiré la pédagogie féminine bruxelloise »¹³⁵. Ce type de cours, promu par les directrices elles-mêmes lors des séances de discussion de la Commission, s'inspire directement des programmes des Cours d'Éducation et comprend différentes matières considérées comme indispensables à la formation des futures mères et épouses telles que les travaux à l'aiguille, les cours de cuisine, d'hygiène pratique, de puériculture, etc.¹³⁶

¹²⁹ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 6 : procès-verbaux, 20 mars 1918.

¹³⁰ *Bulletin communal*, Ville de Bruxelles, 1925, Tome II, p. 1020.

¹³¹ *Ibidem*

¹³² A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 8 : Horaires, projet d'horaire, 1918. L'horaire de la 6^{ème} était commun aux sections d'humanités « grecques-latines » et « latines », mais pas à celui d'humanités « modernes ».

¹³³ *Ibidem*, Farde 4 : Décision de principe, 8 juillet 1924.

¹³⁴ *Ibidem*, 18 juillet 1924.

¹³⁵ *Ibidem*

¹³⁶ La section commune de l'École moyenne C comportait en 1912, trois heures de « travaux féminins » en sixième et en cinquième, ainsi que deux heures en quatrième. Voir : A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 5 : Renseignements et documents divers, École moyenne C pour jeunes filles, programme des cours supérieurs, 1912.

Les dimensions pratiques et utilitaires de cet enseignement sont également soulignées à travers le discours de l'échevin Robert Catteau lors du vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Lycée Émile Jacqmain :

*« Nos jeunes lycéennes, lorsqu'elles auront terminé leurs humanités, seront capables de composer des menus variés et de préparer elles-mêmes un repas. Elles sont initiées aux travaux de ménage de même que les cours de puériculture les préparent à s'occuper utilement, dans une crèche ou dans une pouponnière, des enfants qui seront confiés à leur surveillance, en attendant qu'elles soient à leur tour des mères de famille »*¹³⁷



*Un cours de cuisine dans le bâtiment de l'École Normale Émile André, rue des Capucins, 1927*¹³⁸

Le cycle supérieur quant à lui permet de se spécialiser selon trois sections possibles : « gréco-latines, latin-mathématiques et latin-chimique »¹³⁹. Bien que prévue dans le projet d'horaire de 1918, la section latin-chimique n'est pourtant pas maintenue dans les programmes ultérieurs. Notamment parce qu'elle n'existe pas dans le programme légal de 1887. De plus, le programme s'apparente fortement à celui de la section « latin-mathématiques » si ce n'est qu'elle comporte deux heures de mathématiques en moins pour une à deux heures de sciences en plus.

¹³⁷ *Ibidem*, Célébration du 25^{ème} anniversaire de la fondation du Lycée Émile Jacqmain 1922-1947, Discours de M. Robert Catteau, p. 15-16.

¹³⁸ A.L.E.J., Photographie de 1927 : cours de cuisine à l'École Normale Émile André.

¹³⁹ *Bulletin communal*, Ville de Bruxelles, 1925, Tome II, p. 1020.

Une comparaison des horaires prévus par le programme légal de 1887 qui organise l’enseignement des athénées de garçons avec le projet d’horaire réalisé par Léon Leclère, nous permet de mieux percevoir les modifications que la Commission souhaite apporter à son nouvel enseignement de degré supérieur destiné aux filles¹⁴⁰. Le nombre d’heures hebdomadaires consacrées à l’étude du latin est diminué selon la volonté des directrices des Cours d’Éducation au profit de l’étude du français, des langues, de l’histoire et des sciences. Enfin, le cours de religion est supprimé au profit des cours de morale, d’histoire de l’art et de droit (voir-ci-dessous). Rappelons que la fin de l’unionisme en 1846 a vu de la part des libéraux le rejet de toute intervention du clergé en matière d’enseignement et que l’organisation d’un enseignement public complet sous la direction exclusive de l’autorité civile est devenue le leitmotiv de la politique scolaire libérale¹⁴¹.

¹⁴⁰ Comparaison du projet d’horaire de l’Athénée de jeunes filles de 1918 avec l’horaire légal fixé par l’arrêté royal de 1887 :

MATIÈRES	ATHÉNÉE DE FILLES		ATHÉNÉE DE GARÇONS	
	L.G.	L.M.	L.G.	L.M.
Latin	5	3	8	8
Grec	5	/	5	/
Français	3,6	5,3	3	3
1 ^{ère} langue	2 (Ndls)	2 (Ndls)	3 (Ndls/All)	3 (Ndls/All)
2 ^{ème} langue	2 (Angl/All)	2 (Angl/All)	[1,6] (Angl)	[2] (Angl)
Mathématiques	3	7	3	8,6
Sciences	3	3,3	2	1,6
Histoire et Géographie	4 (2+2)	4 (2+2)	2	3
Éducation physique	1	1	2	2
Dessin	1	2	[2]	2
Musique	1	1	[1]	[1]
TOTAL	30,6	30,6	29,6	31,6

L.G. : Section gréco-latine - L.M. : Section latin-mathématiques
Ndls : Néerlandais – Angl : Anglais – All : Allemand

Le tableau reprend la moyenne du nombre d’heures de cours hebdomadaires des trois années supérieures de chaque matière. Les crochets indiquent que les leçons sont facultatives. Une section d’humanités « modernes » existe également dans le programme légal de 1887. Nous ne l’avons pas reprise ici parce qu’elle ne permet aucune comparaison avec le projet d’horaire établi par la Commission en 1918.

¹⁴¹ GROOTAERS, Dominique (dir.), Histoire..., *op. cit.*, p. 24.

Pour les membres de la Commission, l’établissement d’un cours de « morale » est nécessaire afin de pallier la suppression du cours de religion¹⁴². Or, ce cours n’est pas prévu par le programme légal puisque, depuis la loi organique de 1850, les ministres des cultes sont seulement « invités à donner ou à surveiller les cours de religion »¹⁴³ dans les établissements soumis au régime de la loi. Par ailleurs, si la « Convention d’Anvers », établie en 1854, a transformé « l’invitation » du clergé à donner un cours de religion en une présence obligatoire, elle n’a pratiquement aucun impact sur l’enseignement délivré à Bruxelles, alors bastion du pouvoir libéral, puisque l’enseignement y est organisé au niveau communal¹⁴⁴.

Officiellement, le cours de morale apparaît dans les programmes de 1881 sous le gouvernement Frère-Orban mais ne constitue pas encore un cours structuré. En effet, la loi ne précise pas le nombre d’heures attribué à son enseignement qui doit être délivré plutôt sous forme occasionnelle¹⁴⁵. Il faut attendre le 20 septembre 1924 pour qu’un Arrêté royal instaure officiellement dans l’enseignement secondaire un « cours de morale obligatoire pour les élèves dispensés du cours de religion »¹⁴⁶.

La volonté des libéraux au XIX^e siècle était de soustraire l’instruction des jeunes filles des classes aisées aux congrégations religieuses qui en détenaient alors le monopole¹⁴⁷. Ainsi, lorsque le premier Cours d’Éducation est créé en 1864, il est

¹⁴² A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 6 : procès-verbaux, 19 février 1918.

Projet d’horaire pour l’Athénée de jeunes filles – 1918 :

MATIÈRES	SECTION COMMUNE			L.G.			L.M.		
	6 ^{ème}	5 ^{ème}	4 ^{ème}	3 ^{ème}	2 ^{ème}	1 ^{ère}	3 ^{ème}	2 ^{ème}	1 ^{ère}
Morale	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Droit	-	-	-	-	-	1	-	-	1
Histoire de l’art	-	-	-	-	-	1	-	-	1

L.G. : Section gréco-latine - L.M. : Section latin-mathématiques

¹⁴³ GROOTAERS, Dominique (dir.), Histoire..., *op. cit.*, p. 227.

¹⁴⁴ *Ibidem*, p. 228.

¹⁴⁵ DELFOSSE, Pol (dir.), « Cours philosophiques »... *op. cit.*, p. 71-75, p. 72.

¹⁴⁶ *Ibidem*

¹⁴⁷ GUBIN, Eliane (dir.), Choisir l’histoire... *op. cit.*, p. 78.

admis que son programme ne comporte aucun cours de religion¹⁴⁸. Or, l'absence d'un cours de religion ne doit pas dispenser les jeunes filles des milieux libéraux de toute éducation morale. Au contraire, l'enseignement moral constitue un trait spécifique de cet enseignement féminin, de sorte que ces écoles *a priori* militantes du point de vue politique restent traditionnelles de par leur programme¹⁴⁹.

Pour ce qui est du futur athénée de jeunes filles, le programme du cours de morale prévoit deux cycles dispensés par les professeuses chargées de classe¹⁵⁰. Le premier cycle doit comporter des notions de morale « pratique », tandis que le second est à la fois « pratique et théorique ». Les notions théoriques sont dès lors complétées par de nombreuses lectures ainsi que par « l'observation des faits » lors de visites extérieures (notamment d'œuvres sociales, d'hôpitaux, de consultations de nourrissons, etc.)¹⁵¹. En outre, le programme du cours s'inspire une fois de plus de celui des Cours d'Éducation et notamment de celui de l'École moyenne C, lui-même inspiré du programme français d'enseignement secondaire pour jeunes filles de 1911 (voir programme en annexe)¹⁵².

Le premier cycle (de la sixième à la quatrième) comprend une série de « devoirs » à inculquer aux élèves tels que les devoirs « envers soi-même », « envers la famille », « envers la patrie », « envers les autres », etc.¹⁵³ Il permet d'inculquer aux élèves les normes et valeurs reconnues au sein de la société de l'époque, telles que : la justice, la tempérance, le courage, la prudence ou la charité.

Le programme de cinquième accorde également une large place au « devoir envers la patrie »¹⁵⁴. L'éducation civique est perçue comme complémentaire à l'enseignement moral de l'élève et a comme vocation de rapprocher celle-ci de sa patrie, de sorte que « le sentiment national doit dominer et imprégner tout l'enseignement ». Or imprégner ces jeunes filles du sentiment patriotique est d'autant plus nécessaire qu'elles sont amenées un jour à être mères. La nation y est ainsi perçue comme « un agrandissement de la famille », au sein de laquelle la femme, première éduca-

trice de l'enfant, se doit d'être « inspiratrice de purs sentiments ». Le programme insiste : « c'est en cela que réside sa mission patriotique, son œuvre de citoyenne », ceci avant toute autre chose¹⁵⁵.

Quant au cycle supérieur (de la troisième à la rhétorique), il se présente comme un « approfondissement des années précédentes ». Il comporte une étude de la « morale féminine » qui traite directement des rôles reconnus à la femme tels que le mariage, le rôle de la mère de famille, celui de l'épouse, etc.¹⁵⁶ ainsi qu'un vaste historique des « principales doctrines morales et religieuses ». Le programme comprend notamment un cours d'histoire des religions jugé utile à la « tolérance » des jeunes filles¹⁵⁷. Néanmoins, Lily Carter émet certaines craintes concernant cet enseignement systématique de l'histoire religieuse. Elle préconise une entente entre préfète et professeuses au sujet des questions à traiter de sorte que le personnel (et particulièrement les jeunes enseignantes) se sente soutenu, montrant par là-même qu'il s'agissait alors d'un sujet sensible¹⁵⁸.

Toutefois, l'« éducation morale » ne doit pas se restreindre à l'enseignement d'un cours régulier. Déjà dans le programme de 1881, si le cours de morale à proprement parler n'existe pas encore, une note stipule que « les professeurs doivent saisir toutes les occasions que leur fourniront la lecture et l'explication des œuvres classiques pour inculquer aux élèves les principes de la sainte morale »¹⁵⁹. Dans cette optique, la discipline intellectuelle doit être en même temps une discipline de type moral. C'est la rigueur des apprentissages intellectuels qui permet l'acquisition de la « force morale » qui prépare le citoyen à son rôle au sein de la société¹⁶⁰. À cela s'ajoute l'exemplarité des professeurs et de leurs comportements : « la morale ne s'enseigne pas d'une façon dogmatique ; elle s'inspire par l'exemple ; l'enfant la respire, en quelque sorte, dans l'atmosphère ambiante du milieu où il vit : milieu familial d'abord, milieu scolaire ensuite »¹⁶¹.

¹⁴⁸ GUBIN, Eliane, PIETTE, Valérie *et.al.*, Emma, *op. cit.*, p. 41.

¹⁴⁹ GUBIN, Eliane, « Le modèle de la femme au foyer en Belgique avant 1914 », in GUBIN, Eliane (éd.), *Norme et Marginalités : Comportements féminins aux 19^e-20^e siècles*, Bruxelles, 1991, p. 97-115, p. 101.

¹⁵⁰ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 6 : procès-verbaux, 30 avril 1918 et A.V.B., Instruction Publique, II, 346, Attribution du personnel pour l'année scolaire 1947-1948.

¹⁵¹ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 6 : procès-verbaux, 18 juin 1918.

¹⁵² *Ibidem*, Farde 5 : Renseignements et documents divers, École moyenne C pour jeunes filles, programme des cours supérieurs, 1912. Et *Ibidem*, Plan d'études et programmes de l'enseignement secondaire de jeunes filles, 1911.

¹⁵³ *Ibidem*, Farde 3 : Programmes, Programme de morale, 6b.

¹⁵⁴ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 3 : Programmes, Programme de morale, 6b.

¹⁵⁵ *Ibidem*

¹⁵⁶ Voir programme en annexe p. 120.

¹⁵⁷ *Ibidem*

¹⁵⁸ *Ibidem*, Farde 6 : procès-verbaux, 18 juin 1918.

¹⁵⁹ DELFOSSE, Pol (dir.), « Cours philosophiques »... *op. cit.*, p. 72.

¹⁶⁰ GROOTAERS, Dominique (dir.), Histoire..., *op. cit.*, p. 289.

¹⁶¹ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 3 : Programmes, Programme de morale, 6a.

À ce titre, le rôle du professeur ne se résume pas à « donner ses leçons », mais également à donner à ses élèves l'exemple des bons comportements à adopter. Notamment en faisant de la classe un « milieu moral » non basé sur « la surveillance policière »¹⁶² mais au contraire basé sur la confiance et la sympathie réciproque, de sorte que « l'enseignement de chaque matière portée au programme [soit] en quelque sorte, une « école de morale » [et que] chaque membre du personnel collaborera ainsi à la formation des caractères et des consciences ; étant donné que cette formation est le but suprême de l'éducation (...) »¹⁶³.

« Il faut enfin se rappeler que l'on enseignera à des jeunes filles, des futures femmes. Le développement scientifique doit, avant tout, se garder d'en faire des pédantes, ou, simplement, de masculiniser leurs cerveaux. Il faut garder à nos élèves tout leur charme féminin, exalter leur sens naturel du goût, leur amour de l'harmonie autour d'elles et sur elles-mêmes.

Il faut craindre de froisser leur sensibilité, de la fausser, et rejeter, par exemple, les expériences de vivisection, si intéressantes soient-elles, pour leur apprendre ainsi que s'il faut parfois sacrifier un être vivant, on ne doit jamais faire souffrir.

N'éveillons pas la cruauté !

Et troisièmement, enseignant à des futures femmes, se rappeler que chacune, même universitaire et savant, a, comme destinée normale, d'être épouse et mère, de diriger un ménage.

L'enseignement des sciences ne doit pas dédaigner ces préoccupations, mais au contraire, leur faire une large place, et l'on signalera à chaque pas les applications domestiques des notions de chimie et de physique ; on insistera dès le début sur une compréhension intelligente des lois de l'hygiène en les respectant et en exigeant l'application pratique, immédiate, en toute occasion. »

¹⁶² Ibidem

¹⁶³ Ibidem

Par ailleurs, cet enseignement moral global est bien entendu lui aussi adapté au caractère féminin de son public, puisque l'évaluation morale d'un même comportement varie selon qu'il émane d'un homme ou d'une femme. Ainsi, chaque professeur doit veiller à inculquer à travers ses cours une instruction morale en accord avec le caractère féminin de son public. L'exemple du programme du cours de biologie rédigé par Germaine Hannevart, une des premières professeurs du Lycée est assez éloquent à ce sujet¹⁶⁴.

Finalement, l'ensemble du programme témoigne d'une volonté de doter les jeunes filles des classes aisées d'un enseignement intellectuel de qualité équivalent à celui des garçons qui les autoriserait à accéder directement à l'université et assurerait leur appartenance sociale. Ainsi, il contribua à diminuer les inégalités genrées qui existaient au sein de l'enseignement moyen. Cependant, l'instauration de cet enseignement moral ainsi que l'apprentissage de travaux d'économie domestique soulignent également la nécessité pour l'époque de l'adapter au caractère féminin des jeunes filles et de le distinguer du programme masculin. En enseignant la norme féminine, l'École perpétuait la reproduction de la division des rôles genrée au sein de la société. Cet enseignement participait donc à affirmer auprès des jeunes filles leur nature féminine et à les préparer à leurs rôles d'épouses, de mères et de ménagères pour qu'elles puissent à leur tour inculquer un jour à leurs enfants les valeurs morales apprises, intériorisées et reconnues par la société telles que l'hygiène, la tempérance, le patriotisme, etc.¹⁶⁵

¹⁶⁴ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 3 : Programmes, Programme de sciences, Note de G. Hannevart du 18 octobre 1922.

¹⁶⁵ THIVIERGE, Nicole, « Écoles ménagères et instituts familiaux : Construction et reproduction de la norme féminine (1880-1980) », in GUBIN, Eliane (éd.), *Norme et Marginalités : Comportements féminins aux 19^e-20^e siècles*, Bruxelles, 1991, p. 117-131, p. 101.



*A.L.E.J., photographie réalisée entre 1940 et 1945 :
cours de théâtre au sein du parc Léopold*

CHAPITRE II

UNE ÉLITE FÉMININE EN VOIE DE FORMATION

Grâce à un programme d'études adapté et choisi à dessein, les jeunes filles du Lycée Émile Jacqmain allaient pouvoir intégrer directement l'université au terme de leurs études. Mais la nouvelle institution devait encore attirer auprès d'elle ce nouveau public. Néanmoins, elle pouvait compter sur la réputation des établissements féminins de la Ville de Bruxelles auprès des familles bourgeoises de l'époque. Les Écoles d'Isabelle de Gatti de Gamond avaient fait le succès de l'enseignement féminin bruxellois et répondaient au désir des classes sociales moyennes de ne plus inscrire leurs filles au sein des pensionnats et congrégations religieuses¹⁶⁶. La fin de la Grande Guerre avait encore accentué la nécessité chez les jeunes filles de ces classes sociales intermédiaires d'exercer une activité rémunérée et honorable. L'émancipation économique des filles apparut dès lors comme vitale et l'acquisition d'un diplôme devint peu un peu, dans les milieux bourgeois, une manière de remplacer la dot¹⁶⁷.

La création de l'Athénée de jeunes filles répond ainsi à un réel besoin. Le 12 janvier 1922, les autorités communales de la Ville de Bruxelles, considérant « l'avenir et le désir légitime d'un nombre sans cesse grandissant des femmes de faire des études supérieures, émettent l'avis qu'une rare élite seule parviendra, si notre régime actuel est maintenu, à faire des études telles que l'Université est en droit de l'exiger de ses élèves »¹⁶⁸. Cette nouvelle stratégie de la Ville de Bruxelles allait enrayer la désertion des jeunes filles des sections pré-universitaires pour les autres lycées communaux déjà existants à Schaerbeek et à Saint-Gilles qui leur garantissaient un accès direct à l'université¹⁶⁹. Mais à quel public ce nouvel établissement se destinait-il?

¹⁶⁶ PIETTE, Valérie, « Un réseau informel d'éducation des filles. Pensionnats et institutrices privées à Bruxelles, 1830-1860 », in *Sextant*, n°13-14, Femmes de culture et de pouvoir, p. 149-177, p. 154.

¹⁶⁷ JACQUES, Catherine, Les féministes..., *op. cit.*, p. 180.

¹⁶⁸ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 10 : Rapports sur la création, 12 janvier 1922.

¹⁶⁹ GROOTAERS, Dominique (dir.), Histoire..., *op. cit.*, p. 89. et Archives de la Ville de Bruxelles, Instruction Publique, II, 342, Farde 2 : Diverses documentations, Circulaire du lycée d'Ixelles, année 1926-1927.

Une population spécifique ?

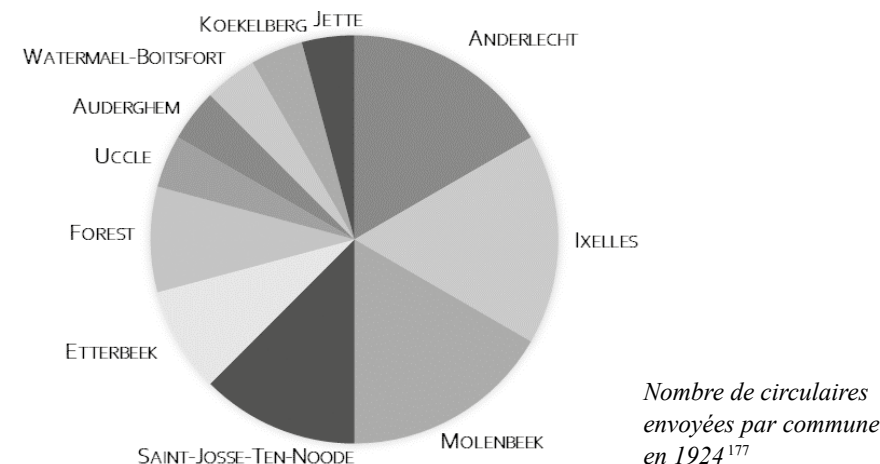
Stratégies de distinction et de reproduction

De par sa position dans la hiérarchie scolaire, l'enseignement de l'Athénée de jeunes filles se destine aux filles laïques issues des classes moyennes et des professions libérales¹⁷⁰. L'établissement reçoit donc des étudiantes sélectionnées, regroupant ce que l'on peut appeler une élite féminine. D'après la définition du dictionnaire Larousse (2019)¹⁷¹, le terme élite ne peut se référer qu'à des groupes minoritaires. Une élite n'est identifiable comme telle que par comparaison avec une catégorie majoritaire qui constitue la non-élite. La tendance de l'élite à l'exclusivité la conduit à adopter des mécanismes de reproduction et de distinction¹⁷². Si l'accès à l'élite est trop aisé, la valeur symbolique de son appartenance diminue. Or, à cette époque, les étudiantes ayant accès à ce type d'enseignement forment une réelle minorité puisque la loi organique du 15 juin 1881 ne prévoit pour celles-ci qu'un enseignement moyen de degré inférieur¹⁷³. De plus, elles y acquièrent un savoir basé sur l'étude des humanités anciennes qui n'était pas à la portée du plus grand nombre. La jeune institution se voue donc à former les nouvelles intellectuelles féminines du pays ainsi que « des générations de femmes ayant une haute conception du rôle qu'elles ont à remplir dans notre [cette] société d'après-guerre »¹⁷⁴. Encore faut-il prouver aux parents la valeur de l'établissement.

Faire connaître le Lycée...

Une fois l'Athénée de jeunes filles reconnu par le Collège de la Ville en 1924, une vaste campagne d'inscriptions est mise en place pour son lancement afin d'attirer le public et de rentabiliser le projet. La création de l'athénée ainsi que l'horaire de l'examen d'entrée sont annoncés selon divers moyens de communication. Des circulaires disponibles en versions francophone et néerlandophone sont imprimées annonçant l'ouverture de l'Athénée de jeunes filles. Elles sont envoyées aux écoles moyennes de la Ville, aux Cours d'Éducation, aux écoles normales, aux

écoles professionnelles, aux écoles primaires (à la fois de garçons et de filles) et aux communes de l'agglomération principalement à Anderlecht, Ixelles et Molenbeek¹⁷⁵. Des affiches disponibles en versions francophone et néerlandophone sont également envoyées aux communes en vue d'être placardées dans les endroits publics de leurs localités. Leur zone d'envoi comprend une géographie plus importante que pour les circulaires¹⁷⁶.



Ces affiches et circulaires visent également un public situé en dehors de l'agglomération bruxelloise. Le succès du Cours d'Éducation B l'atteste. Si le quartier où se situe l'établissement est plutôt de type populaire, sa population n'en est que minoritairement issue. Selon un discours de Jeanne Barzin daté de mai 1925, « les rues qui avoisinent l'école ne lui donnent pas un grand nombre d'élèves, par contre la rue de la Paille est mise en relation intime avec tous les faubourgs par un réseau de tramways, faisant arrêt au Petit ou au Grand Sablon et l'école a toujours compté, dans sa population scolaire, un grand nombre d'élèves faubouriennes qui arrivent rue de la Paille aussi facilement que si l'établissement se trouvait dans le quartier qu'elles habitent »¹⁷⁸.

¹⁷⁰ GROOTAERS Dominique (dir.), *Histoire...*, op. cit., p. 89.

¹⁷¹ Larousse (s.d.), « Élite », in *Dictionnaire en ligne*, [En ligne] <https://www.scribbr.fr/normes-apa/exemple-dictionnaire-ou-encyclopedie/> (Consulté le 8 janvier 2019).

¹⁷² LEFERME-FALGUIERES, Frédérique et VAN RENTERGHEM, Vanessa, « Le concept d'élites. Approches historiographiques et méthodologiques », *Hypothèses*, 2001/1 (4), pp. 55-67.

¹⁷³ « Loi apportant des modifications à la loi du 1er juin 1850 sur l'enseignement moyen (Moniteur belge 19 juin 1881) », *Pasinomie*, 1881, Tome XVI, p. 151.

¹⁷⁴ A.L.E.J., Discours prononcés à la Cérémonie officielle d'inauguration le 31 mai 1931, Discours d'Émile Jacqmain, p. 14.

¹⁷⁵ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 13 : Publicité, Circulaires annonçant l'ouverture de l'Athénée pour jeunes filles répartition, juillet 1924.

¹⁷⁶ Outre les communes citées pour les circulaires, des affiches étaient aussi adressées à Vilvorde, Woluwe Saint-Pierre et Woluwe Saint-Lambert. *Ibidem*, 1 juillet 1925.

¹⁷⁷ *Ibidem*, Circulaires annonçant l'ouverture de l'Athénée pour jeunes filles répartition, juillet 1924.

¹⁷⁸ Archives du Lycée Dachsbeck, Rapport de Jeanne Barzin, mai 1925, [En ligne] <http://lyceedachsbeck.be/du-passe/>. (Consulté le 6 juillet 2018).

L'origine de cette population faubourienne s'explique également par l'évolution démographique de la Ville de Bruxelles qui à la fin du XIX^e siècle s'accompagne d'une forte augmentation de sa population que le tissu urbain désormais trop dense ne peut plus absorber dans les limites spatiales du centre-ville. Au manque de place pour de nouveaux logements s'ajoutent une politique d'assainissement de la Ville qui en supprime beaucoup ainsi qu'un changement de population qui va s'accélérer au XX^e siècle¹⁷⁹. En effet, la population aisée désireuse d'habiter des logements plus grands, dans des espaces verdoyants et plus aérés, le tout pour des prix accessibles, délaissait progressivement le centre pour s'établir dans les faubourgs résidentiels¹⁸⁰ et plus particulièrement du côté est de la Capitale, dans des communes telles que Saint-Josse-Ten-Noode, Etterbeek, Ixelles, Auderghem, Watermael-Boitsfort, les deux Woluwe et Uccle, tandis que l'ouest de la Capitale s'était industrialisé dès la première moitié du XIX^e siècle¹⁸¹. Notons finalement qu'aucune circulaire ou affiche n'est envoyée à Schaerbeek, ni à Saint-Gilles où figurent déjà des Lycées pour jeunes filles, ni à Evere sans doute trop proche de la zone visée par Schaerbeek¹⁸².

L'examen d'une liste d'élèves de l'année 1926-1927 (voir graphique ci-contre) permet de mieux cibler la géographie des élèves admises à l'Athénée de jeunes filles¹⁸³. Il confirme cet attrait de l'établissement pour les élèves issues des faubourgs : elles sont 63% à être issues des faubourgs tandis que 37% d'entre elles résident dans la Ville de Bruxelles. Parmi les faubouriennes, 12% sont originaires d'Uccle, 10% d'Anderlecht, 9% d'Ixelles et 5% d'Etterbeek. Enfin, 6% résident dans les communes de Schaerbeek et de Saint-Gilles et suivent des cours au Lycée de jeunes filles malgré que leurs communes organisent le même degré d'enseignement.

Les élèves faubouriennes sont donc bien issues principalement des communes résidentielles et aisées du centre et de l'est de la Ville, à l'exception d'Anderlecht. Parmi les jeunes filles résidant à Anderlecht, il est à noter que la moitié d'entre elles sont alors en rhétorique et le nombre d'étudiantes issues de cette commune va diminuant dans les années postérieures.

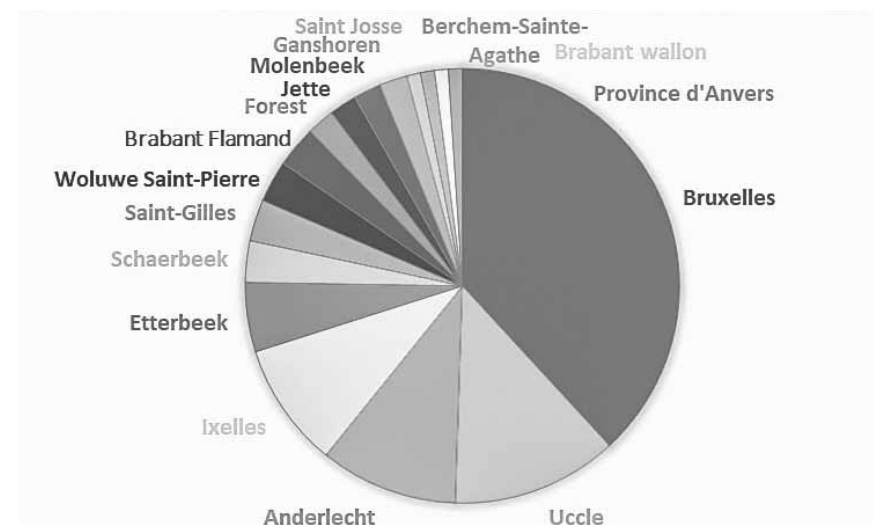
¹⁷⁹ JAUMAIN, Serge (dir.), Histoire et patrimoine... *op. cit.*, p. 99.

¹⁸⁰ *Ibidem*, p. 38.

¹⁸¹ *Ibidem*, p. 44.

¹⁸² A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 13 : Publicité, Affiches annonçant l'ouverture de l'Athénée pour jeunes filles répartition, juillet 1924.

¹⁸³ *Ibidem*, Élèves fréquentant l'Athénée de jeunes filles de la Ville de Bruxelles à la fin de l'année scolaire 1926-1927.



Origine géographique des élèves de l'Athénée de jeunes filles pour l'année 1926-1927¹⁸⁴

Affiches et circulaires comprennent les informations de base quant à l'enseignement dispensé dans le nouvel établissement. Elles rappellent que les inscriptions se font soit auprès du Service de la Direction de l'Enseignement général, soit auprès des trois directrices des Cours d'Éducation¹⁸⁵. Ainsi, la filiation de l'athénée avec les établissements bruxellois qui ont fait le succès de l'enseignement féminin de la Ville, est une fois de plus souligné vis-à-vis des parents. Le jeune établissement trouve ainsi une légitimation et une reconnaissance affirmée de la part des autorités communales et des directrices de Cours d'Éducation. Les circulaires s'achèvent de manière confiante et assurée : « Nous avons la conviction que les familles nous confieront l'éducation de leurs jeunes filles qui, désireuses ou non d'entreprendre des études supérieures, y seront en tout cas préparées dans d'excellentes conditions »¹⁸⁶.

¹⁸⁴ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 13 : Publicité, Élèves fréquentant l'Athénée de jeunes filles de la Ville de Bruxelles à la fin de l'année scolaire 1926-1927.

¹⁸⁵ *Ibidem*, Affiche pour l'année 1926.

¹⁸⁶ *Ibidem*, Circulaire, 8 juillet 1924.

...et le faire rayonner

Suite à l'édification du lycée, différents moyens sont mis en œuvre afin d'y drainer une population issue de la classe moyenne aisée. Des livrets composés de cartes de vue détachables sont notamment diffusés pour faire la publicité des nouveaux locaux dont le lycée se dote lors de son déménagement dans les anciens bâtiments de l'U.L.B. au cœur du Parc Léopold en 1931. À travers ces photographies, la Ville de Bruxelles met en valeur à la fois l'architecture et le prestige de ses bâtiments qui avait reçu d'illustres scientifiques européens, son parc aux allures idylliques ainsi que ses nouveaux locaux à la pointe de la pédagogie de l'époque¹⁸⁷.

Tout comme les affiches et les circulaires, les journaux sont utilisés comme moyen de diffusion d'informations d'ordre pratique telles que l'annonce de la création du nouvel établissement ou les modalités d'inscription. Ces informations sont également relayées dans les journaux de province, particulièrement en Hainaut et en Province de Namur¹⁸⁸. En outre, ces journaux permettent à l'institution de soigner son image auprès des lecteurs. Par exemple, un article paru dans *La Dernière Heure*, quotidien libéral édité à Bruxelles, fait part de la cérémonie d'inauguration des nouveaux locaux de l'établissement en 1931, attestant et appuyant le succès de l'événement où « une très nombreuse assistance se pressait dans la spacieuse et magnifique salle des fêtes du nouveau lycée »¹⁸⁹. La liste des personnalités présentes, pour la plupart issues du milieu communal libéral bruxellois, est également énumérée et souligne le prestige de l'événement et par conséquent celui de l'établissement lui-même.

Le succès des différentes œuvres caritatives initiées par l'institution y sont également relayées : « le thé dansant organisé dans la rotonde du Palais des Beaux-Arts par les élèves et anciennes élèves du Lycée Émile Jacqmain, au bénéfice des œuvres de l'école, a été un réel succès »¹⁹⁰ ou encore « celles-ci avaient, en effet, organisé une très jolie exposition groupant les vêtements qu'elles avaient confectionnés durant l'année pour les petits pauvres »¹⁹¹. Les sommes d'argent versées par le Lycée pour le financement d'une œuvre de charité y sont ensuite mentionnées¹⁹². Les journaux

¹⁸⁷ Voir photographies.

¹⁸⁸ *Ibidem*, Recommandations du Directeur des Écoles, 30 mai 1924.

¹⁸⁹ Bibliothèque Royale de Belgique (K.B.R.), « L'inauguration des nouveaux locaux du Lycée Émile Jacqmain », in *La Dernière Heure*, le 1^{er} juin 1931, p. 3.

¹⁹⁰ *Ibidem*, « Au Lycée Émile Jacqmain », in *La Dernière Heure*, le 19 décembre juin 1933, p. 2.

¹⁹¹ *Ibidem*, « Une jolie manifestation philanthropique au Lycée Émile Jacqmain », in *L'Indépendance Belge*, le 3 décembre 1938, p. 11.

¹⁹² *Ibidem*, « Souscription : septième liste », in *Le Soir*, le 23 février 1929, p. 1.

font également part des spectacles de fin d'année à l'occasion de la proclamation du palmarès au Cirque Royal, cérémonie à laquelle assistent le bourgmestre et les échevins de la Ville. C'est l'occasion pour les élèves de présenter « des danses alsaciennes, des valse de Chopin », etc.¹⁹³ témoignant d'une certaine culture.



La « Fête des Prix » en 1938¹⁹⁴.

En haut, Jeanne Kessler (préfète du Lycée) et Adolphe Max (bourgmestre de la Ville de Bruxelles)

À gauche, les élèves de rhétorique du Lycée



¹⁹³ *Ibidem*, « Le quadrille des lanciers à la fête du Lycée Émile Jacqmain », in *La Dernière Heure*, le 11 juillet 1939, p. 2.

¹⁹⁴ A.L.E.J., Photographies de la « Fête des prix », 1938.

Par ailleurs, plusieurs pièces de théâtre jouées conjointement avec des étudiants de l'U.L.B., rappellent les liens intrinsèques qui unissent les deux institutions¹⁹⁵. Lorsque les pièces interprétées par les élèves sont réalisées en l'honneur de certains événements comme par exemple : « en l'honneur de soldats alliés, les jeunes filles du lycée Émile Jacqmain ont donné samedi et dimanche, au lycée, deux représentations en anglais », le fait est également souligné¹⁹⁶. De plus, ces articles ne manquent pas de mettre en évidence l'apprentissage permanent des jeunes filles qui, dans l'esprit d'Isabelle Gatti de Gamond, valorise l'utilisation des langues modernes. En ce sens, l'organisation de pièces de théâtre reste dans la tradition initiée par les jésuites, selon laquelle, le théâtre, loin d'être considéré comme source de divertissement seule, facilite surtout l'assimilation pédagogique de compétences et de valeurs¹⁹⁷.



Photographie illustrant un article dans *La Dernière Heure* (1946) : « Une jolie scène de la pièce anglaise « *I have five daughters* ». Interprétée en anglais par les filles du Lycée Émile Jacqmain et des étudiants de l'U.L.B. »¹⁹⁸

Toutes ces modalités, la préfète Jeanne Kessler tenait à ce que les enseignantes y assistent et insistent sur l'importance qu'elle accordait à cet accompagnement : « Comprenez, Mesdames, combien il est important que vous soyez-là. C'est à cette occasion que nos élèves font leur entrée dans le monde en présence des professeurs. »¹⁹⁹.

¹⁹⁵ K.B.R., « Au Lycée Émile Jacqmain », in *La Dernière Heure*, le 5 mars 1946, p. 3.

¹⁹⁶ *Ibidem*, « Du théâtre anglais au lycée Émile Jacqmain », in *La Nation belge*, le 5 mars 1946, p. 2.

¹⁹⁷ STENUIT, Bernard, « Le théâtre depuis 1905 », dans STENUIT, Bernard (éd.), *Les Collèges jésuites de Bruxelles histoire et pédagogie, 1604-1835-1905-2005*, Bruxelles, Lessius, 2005, p. 601-616.

¹⁹⁸ K.B.R., « Du théâtre anglais au lycée Émile Jacqmain », in *La Dernière Heure* le 5 mars 1946, p. 2.

¹⁹⁹ A.L.E.J., Témoignage d'« Aries », pseudonyme d'Hélène Tranchant.

Dispositifs de sélection

Si le Collège espère attirer un public nombreux, il souhaite également constituer un public de qualité. L'accès à l'élite étant par nature restrictif, il est intéressant de comprendre comment s'opère cette sélection et quels dispositifs sont mis en place²⁰⁰. Deux critères déterminent l'accès au Lycée : le minerval et les capacités intellectuelles.

Pour le premier critère, l'accès au savoir est donc fixé par la capacité des familles à payer un tel montant²⁰¹. L'application d'un minerval opère ainsi une sélection du public attendu au niveau socio-économique. Se calquant sur le système déjà en place à la Ville, le Collège fixe en 1922 le minerval du nouvel établissement à 120 francs pour les Bruxelloises des classes de sixième à la quatrième, et à 240 francs pour les élèves domiciliées en dehors de la Ville. Pour les classes de troisième à la rhétorique, le minerval s'élève à 200 francs pour les bruxelloises et à 350 francs pour les autres²⁰². Le taux de minerval correspond à celui des Cours d'Éducation majoré de 40 francs belges pour les élèves non-bruxelloises du cycle inférieur. Il faut toutefois noter que grâce à l'allocation communale et aux subsides octroyés par l'État, le minerval demandé aux élèves est plus faible à la Ville de Bruxelles que dans les autres communes²⁰³.

Vient ensuite le second critère basé sur la performance intellectuelle. Si toutes les élèves ayant terminé leur sixième année d'études primaires peuvent être admises en sixième année d'athénée, elles doivent d'abord passer et réussir un examen d'entrée. Celui-ci est fixé début juillet, afin que les élèves puissent profiter de leurs vacances, tandis qu'une seconde session de « rattrapage » est prévue en septembre pour celles qui ont éprouvé des difficultés lors de la première session. Les jeunes filles sont évaluées sur les matières du programme de langue maternelle et d'arith-

²⁰⁰ LEFERME-FALGUIERES, Frédérique et VAN RENTERGHEM, Vanessa, *op. cit.*, p. 55-67.

²⁰¹ COENEN-HUTHER, Jacques, *Sociologie ...op. cit.*, p. 137.

²⁰² *Ibidem*, 2 juillet 1924.

²⁰³ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 9 : Inauguration du Lycée Émile Jacqmain, Rapport budget 1931, 1^{er} octobre 1931. Budgets communaux attachés aux lycées (1931)

COMMUNES	ALLOCATION COMMUNALE	SUBSIDES	MINERVAL	DÉPENSE TOTALE
Bruxelles	1.111.450	250.000	40.000	1.401.450
Schaerbeek	842.170	216.317,50	45.000	1.103.487,50
Ixelles	1.027.826	125.000	100.000	1.252.826
Saint-Gilles	961.901	268.675	47.000	1.277.576

métique de sixième primaire de la Ville. En 1922, vingt-et-une premières élèves réussissent l'examen d'entrée et intègrent le nouvel athénée de jeunes filles. Enfin, la Ville de Bruxelles dans son communiqué aux journaux insiste sur la difficulté de l'examen perçue comme gage de qualité, affirmant que « ces élèves ont été définitivement admises après un examen très sévère », en quelque sorte, la difficulté de l'examen compense ainsi un minerval inférieur à celui des autres communes.

Une liste d'élèves ayant réussi l'examen d'admission en sixième latine pour l'année scolaire 1925-1926 nous montre que la plupart des élèves inscrites étaient issues des classes préparatoires annexées aux Cours d'Éducation²⁰⁴. Dans un premier temps, la filiation entre ces derniers et l'Athénée de jeunes filles est maintes fois réaffirmée. D'ailleurs, la centralisation des anciennes sections pré-universitaires annexées à ces Cours doit permettre de constituer, en partie, le public du nouvel établissement. Une seule parmi celles-ci doit être conservée afin d'assurer la transition pour des élèves qui y ont déjà entamé leur cursus mais également pour celles qui désireraient suivre l'enseignement moyen de degré inférieur des Cours d'Éducation se gardant la possibilité de se préparer au jury central afin d'entrer à l'université²⁰⁵. Ainsi le nouvel Athénée de jeunes filles espère drainer la « population la plus sérieuse et la plus travailleuse » qui forme alors les sections pré-universitaires²⁰⁶.

À ce titre, le Collège n'hésite pas à faire des rappels auprès des directrices des Cours d'Éducation les priant de bien vouloir, lorsqu'elles sont consultées par les parents ou par les élèves au sujet de la continuation des études, « insister sur les avantages que présente pour celles qui se proposent d'entrer à l'Université, la fréquentation dès la sixième de l'Athénée notamment au point de vue des langues anciennes »²⁰⁷. En outre, le Collège insiste sur le fait que les Cours d'Éducation ne garderont jamais les jeunes filles se destinant à l'université, « ce serait les exposer à une perte d'une, deux ou trois années »²⁰⁸.

Les Cours d'Éducation et les autres lycées de l'époque, au même titre que les athénées de garçons, comprennent également pour la plupart des sections préparatoires correspondant à l'école primaire, mais donnant à leur public spécifique un programme plus poussé que dans les écoles primaires ordinaires²⁰⁹.

²⁰⁴ Parmi les dix-sept élèves, neuf étaient issues des classes préparatoires annexées aux Cours d'Éducation (deux du Cours A, cinq du Cours B et deux du Cours C), trois de l'école appliquée, deux avaient reçu un enseignement à domicile et trois sortaient des écoles primaires (deux d'Ixelles et une d'Anderlecht).

²⁰⁵ *Ibidem*, Farde 4 : Décision de principe, 24 mai 1922.

²⁰⁶ *Ibidem*, 10 juillet 1924.

²⁰⁷ *Ibidem*, 11 juillet 1924.

²⁰⁸ *Ibidem*

²⁰⁹ *Ibidem*, p. 89.

Or, une des particularités du Lycée Émile Jacqmain est qu'il n'est pas précédé d'une section préparatoire. Pourtant, bien que la population scolaire du Lycée ne résulte pas d'une présélection systématique faite au niveau primaire, certaines élèves en sont bel et bien issues. En effet, si les structures scolaires d'après 1918 s'organisent toujours à travers une sélection sociale déterminant les différentes voies scolaires, les politiques de l'entre-deux-guerres tentent d'assouplir quelque peu leur étanchéité. C'est notamment le cas grâce à la création de passerelles qui homogénéisent les programmes des sections préparatoires annexées aux écoles moyennes avec ceux des écoles primaires élémentaires. Il s'agit ici de faire en sorte que des élèves douées mais d'origine sociale moins favorisée puissent avoir accès aux filières d'études plus poussées.

Ce projet de type « méritocratique », caractéristique de l'entre-deux-guerres, vise également à encourager financièrement les meilleures élèves d'origine sociale modeste pour leur permettre d'entamer des études au-delà de l'enseignement primaire devenu obligatoire et gratuit jusqu'à 14 ans, suite à la loi du 19 mai 1914. La loi de 1921 instituant le « Fonds des Mieux Doués » permet, en effet, d'accorder des bourses d'études aux plus « méritants ». Cette tentative de démocratisation reste toutefois fortement limitée et contrôlée, l'accès socialement réservé aux filières supérieures n'étant effectivement nullement remis en cause.

Le Lycée Émile Jacqmain accorde lui aussi différentes bourses à certaines élèves considérées comme douées mais en difficulté financière. Par exemple, en 1922 la première bourse est accordée à une élève qui suit déjà l'enseignement du Lycée mais dont le père, invalide de guerre, ne peut plus subvenir aux frais d'inscription. De manière générale, la Commune accorde une bourse quand la situation financière, le travail et la conduite de l'élève le justifie, tandis qu'elle accorde une demi-bourse aux élèves faubouriennes ou provinciales selon les mêmes conditions.

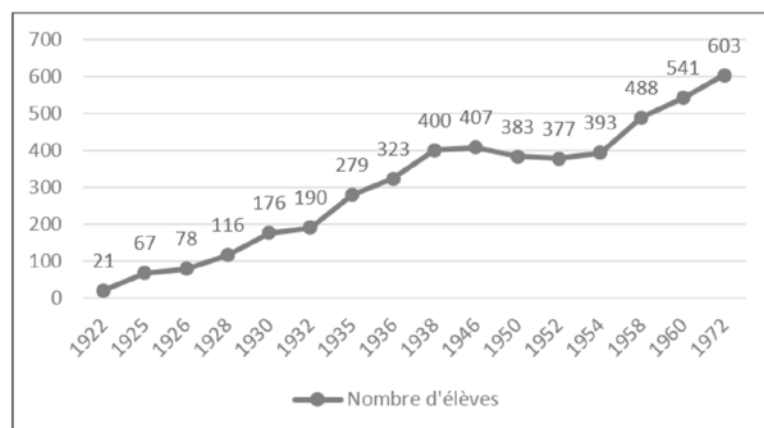
Les critères de sélection pour entrer au lycée sont donc variés. D'une part, l'imposition d'un minerval permet de contrôler l'origine sociale de sa population comme condition de l'accès aux savoirs. D'autre part, un examen d'entrée opère un second tri afin de ne garder que les meilleures. Dans la pratique, il s'agit toujours d'une combinaison de ces différents critères dans la mesure où les talents recherchés sont souvent le fruit d'un mode d'éducation que seules les classes privilégiées peuvent s'offrir. Il est certain que les jeunes filles de milieu aisé qui partagent davantage une culture commune à celle enseignée à l'école y éprouvent plus de facilité. De plus, si certaines parmi elles rencontrent quelques difficultés, leurs familles ont davantage les moyens de leur faire rattraper un retard éventuel.

Toutefois, l'examen d'entrée permet également aux jeunes filles de milieu moins favorisé de « prouver leurs capacités » à suivre un tel enseignement. En effet, pour qu'un groupe minoritaire au statut élevé puisse être qualifié d'élite et exercer une influence en tant que telle, il est important qu'elle soit dans une certaine mesure imitable et digne d'être imitée afin que la supériorité de l'élite influente puisse sembler accessible, du moins partiellement²¹⁰. Or, l'octroi de bourse doit rester exceptionnel, les jeunes filles qui en bénéficient représentaient en quelque sorte « l'exception qui confirme la règle ». Certaines d'entre elles, issues de milieux plus modestes, renforcent ainsi l'image symbolique de l'élite qu'elles souhaitent intégrer.

De la difficulté à trouver un lieu en adéquation aux aspirations sociales et intellectuelles de l'établissement

Des déménagements successifs...

La campagne publicitaire développée par la Ville va porter ses fruits. Si en 1922, vingt-et-une premières étudiantes sont inscrites à l'Athénée de jeunes filles, ce nombre ne va cesser de croître avec le temps. La population est multipliée par vingt en vingt ans et atteindra les six cents élèves, une cinquantaine d'années après sa fondation²¹¹.



Évolution démographique de la population du Lycée Émile Jacqmain (1922-1972)

Le Lycée rencontre donc bel et bien le succès espéré auprès des familles, ce qui n'est pas sans répercussion au niveau de sa capacité logistique. Lors de sa création en octobre 1922, les vingt-et-une premières élèves inscrites dans la sixième humanité sont installées dans les locaux du Cours d'Éducation B, au 24 rue de la Paille. L'institution est placée sous la direction de Jeanne Barzin, déjà directrice dudit Cours d'Éducation, et qui vient de succéder à Augustine de Rothmaler récemment retraitée.



Réalisation: L. Herrent

Déplacements du Lycée (1922-1931)
Phase I: Rue de la Paille, 192

On se serait attendu à ce que le projet de créer une sixième latine soit associé plutôt au Cours d'Éducation A, la première école créée en 1864 par Isabelle Gatti de Gamond, mais celui-ci connaît de nombreuses difficultés logistiques et financières durant l'occupation. Dès lors, la situation du Cours d'Éducation A est trop peu stable pour en plus y annexer les classes du nouvel Athénée de jeunes filles et on lui préfère les locaux du Cours d'Éducation B²¹².

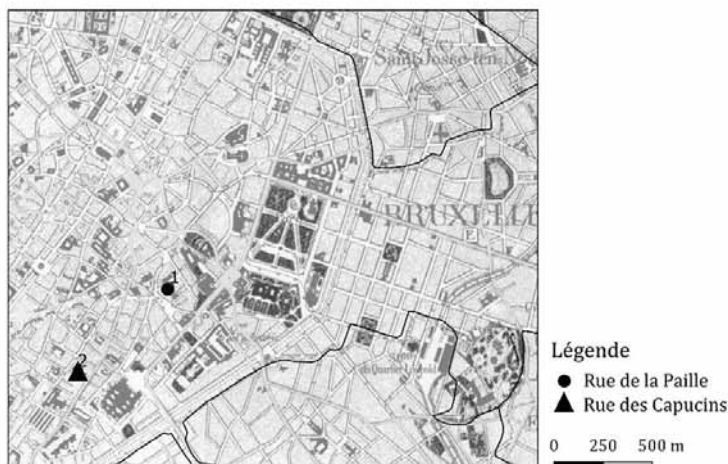
²¹⁰ LEFERME-FALGUIERES, Frédérique et VAN RENTERGHEM, Vanessa, *op. cit.*, p. 55-67.

²¹¹ *Bulletins Communaux*, 1992 - 1972.

²¹² A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 12 : École moyenne communale pour jeunes filles, création et suppression.



En se reportant aux discussions de la Commission de 1918, tout laisse penser que la coexistence des deux institutions présente des difficultés. Si l'Athénée de jeunes filles se développe avec succès, le Cours d'Éducation B peut effectivement craindre pour son avenir. Les parents de sa population scolaire pouvant avec le temps percevoir davantage d'intérêt à inscrire leurs filles au sein d'une institution qui leur garantit directement l'homologation du diplôme et l'accès à l'université. Cette situation pousse les autorités communales à transférer deux ans plus tard (le 1^{er} octobre 1924) les étudiantes de l'Athénée de jeunes filles à l'École normale agréée d'institutrices installée au 58 rue des Capucins et dirigée par Eulalie Torrekens. Contrairement aux directrices des Cours d'Éducation, cette dernière peut abriter le nouvel athénée sans craindre pour son propre établissement.



Réalisation: L. Herrent

Déplacements du Lycée (1922-1931)

Phase 2: Rue des Capucins, 1924

L'École Normale Émile André est érigée en 1878 par une association privée fondée par le sénateur Bischoffsheim dans le but de former des institutrices en dehors de toute ingérence confessionnelle²¹³.

²¹³ VAN LOOCKE, Agnès, École Normale... *op. cit.*, p. 12-13.

Dans un premier temps, l'établissement est « adopté »²¹⁴ par la Ville de Bruxelles puis, après être passé brièvement sous statut de l'État, il est repris définitivement par celle-ci en 1884. Installée à l'origine dans un ancien couvent de la rue des Visitandines, l'École Normale est transférée en 1910, faute de place rue des Capucins, dans un tout nouveau bâtiment dont la construction fut confiée à l'architecte Henri Jacobs. L'établissement comporte un gymnase, une bibliothèque, des salles de géographie, de dessin, de travaux manuels, de cinéma, ainsi que des laboratoires divers²¹⁵.



Eulalie Torrekens, directrice du Lycée et de l'École Normale, entourée de son équipe professorale, 1926-1927.²¹⁶

Toutefois, le terrain situé en intérieur d'îlot, dans le quartier populaire des Marolles, entre les rues Haute et Blaes et en contre-bas du Palais de Justice, déplaît à plusieurs parents. Ils dénoncent la malpropreté du site, la proximité, les querelles en « marollin », la vie de famille dans le ruisseau ainsi que les risques pour leurs jeunes filles d'y circuler en hiver, une fois la nuit tombée²¹⁷.

²¹⁴ *Ibidem*, p. 17.

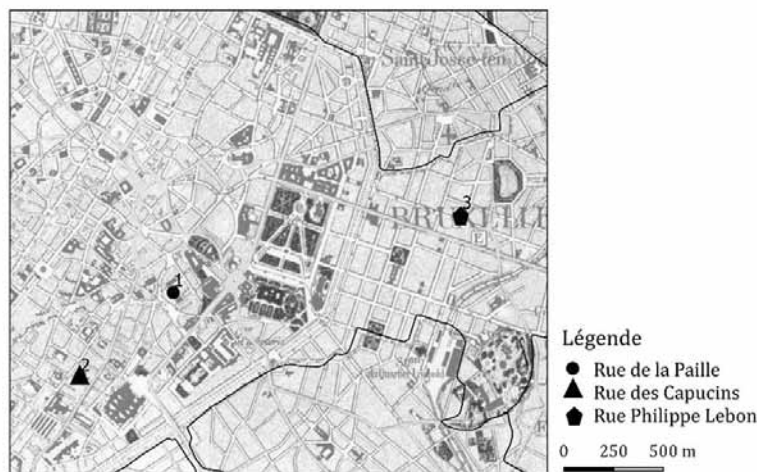
²¹⁵ *Ibidem*, p. 21.

²¹⁶ A.L.E.J., Photographie 1926-1927 : Salle des professeures de l'École Normale Émile André.

²¹⁷ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 2 : Diverses documentations, Lettre de M. Wendelen à l'échevin, 12 septembre 1924 et lettre du 20 septembre 1924.

Un père se plaint même auprès de l'échevin d'avoir aperçu des femmes se « livrant ostensiblement à la prostitution, rue des Capucins aux abords de l'école normale »²¹⁸. Pour vérifier ces propos, une enquête est menée par le bureau des mœurs. Celui-ci conclut qu'aucune prostituée n'a jamais été inscrite dans cette rue et que « jamais la police n'a eu connaissance d'un « commerce » du genre »²¹⁹. L'affirmation de ce père de famille risquait de faire du tort aux établissements de la Ville de sorte que la commune commença à se préoccuper de cette situation.

En septembre 1927, l'Athénée de jeunes filles est complet, il comporte, en effet, toutes ses classes, de la sixième à la rhétorique. Il comprend alors au moins sept classes nécessitant l'usage de neuf locaux puisque les élèves peuvent se spécialiser dans leurs études selon différentes options. Dans ces conditions, il n'est donc plus possible de maintenir les deux institutions dans les locaux de l'École Normale Émile André. L'Athénée est transféré au 2 rue Philippe le Bon, dans l'immeuble de rapport alors occupé par l'école moyenne A comportant onze locaux. Faute de place, la section pré-universitaire qui doit disposer de cinq à huit locaux est maintenue dans les bâtiments de la rue de la Paille²²⁰. Les deux institutions sont donc définitivement dissociées.



Déplacements du Lycée (1922-1931)

Phase 3 : Rue de la Paille, 1927

²¹⁸ *Ibidem*, Rapport du Directeur de l'Enseignement Général, le 27 septembre 1924.

²¹⁹ *Ibidem*

²²⁰ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 1: Organisation de l'Athénée de jeunes filles, 10 juin 1927.



Par ailleurs, l'administration communale désigne Alice Scouart²²¹ comme nouvelle directrice de l'établissement. Cette dernière formée à l'École Gatti de Gamond a poursuivi ses études à l'U.L.B. dont elle sort diplômée en sciences physiques et mathématiques. Lauréate du concours universitaire et du concours des bourses de voyage, elle eut l'occasion de fréquenter des laboratoires étrangers dont celui de la scientifique Ève Curie. Elle séjourna dans plusieurs universités américaines telles que l'Université de Berkeley. Elle enseigne par après aux Cours d'Éducation de la Ville et figure parmi les premières enseignantes de l'Athénée de jeunes filles²²².

Avec son arrivée, l'institution acquiert enfin une direction autonome. En effet, sous les directions de Jeanne Barzin et d'Eulalie Torrekens, les étudiantes et les professeures de l'Athénée, étant en nombre réduit par rapport au personnel et aux élèves originels de l'établissement, purent se sentir parfois étrangères à leur milieu. Les jeunes filles du Lycée se formèrent comme une minorité consciente de ses valeurs et de ses différences. Selon Sylvain de Coster, elles se constituèrent en groupe fermé : « la situation de groupe réduit au sein d'un groupe plus large entraîne fatalement une conscience plus aiguë des différences »²²³.

En effet, une ancienne élève de l'E.N.E.A. témoigne de cette distanciation entre les élèves des deux institutions : « les élèves de l'E.N.E.A. et celles de l'Athénée ne fraternisaient pas, chaque groupe occupait sa cour de récréation séparée par le muret à auvent »²²⁴. Par ailleurs, les élèves de l'Athénée adoptent des comportements communs qui les distinguent des autres élèves de l'E.N.E.A. comme le souligne une ancienne élève du Lycée se remémorant ses trois années passées rue des Capucins : « M^{lle} Torrekens avait donné l'hospitalité à notre petite troupe turbulente qui offrait plus d'un contraste avec la calme dignité des normaliennes »²²⁵.

²²¹ A.L.E.J., Photographie de la préfète Alice Scouart.

²²² A.V.B., Instruction Publique, II, 1305/2, Dossier personnel d'Alice Scouart.

²²³ DE COSTER, Sylvain, La naissance..., *op. cit.*, p. 360.

²²⁴ VAN LOOCKE, Agnès, École Normale..., *op. cit.*, p. 32.

²²⁵ A.L.E.J., Célébration du 25^{ème} anniversaire de la fondation du Lycée Émile Jacqmain 1922-1947, Allocution de M^{me} Saccasyn-Della Santa, p. 30.

Dans ces conditions, la nouvelle directrice put constituer une école dans laquelle régna « un esprit particulier »²²⁶ découlant de cette prise de conscience des élèves de former un groupe à part, qu'elles affirmèrent progressivement : « car il est vrai que notre lycée n'a jamais ressemblé à aucun autre. D'où l'épithète de « snob » dont on l'affuble parfois »²²⁷.

Si l'institution bénéficie désormais de son propre établissement, l'ancienne demeure bourgeoise quelque peu délabrée ne laisse pas un souvenir transcendant aux élèves qui y logèrent : « nos classes de dimensions modestes étaient tapissées de papier gris à bordures vertes ; les tableaux ne dissimulaient qu'à demi les cheminées en marbre moulurées, à la place du pavement traditionnel : un plancher qui craquait sous les pas et aussi, vers l'escalier de service, de grands gouffres d'ombre que seules possèdent les demeures anciennes »²²⁸. Les parents des jeunes filles n'apprécient guère plus le nouveau site de l'établissement et le font savoir à l'échevin de la Ville à travers une lettre de pétition datée du 24 mars 1927 et signée de trente-six parents. La situation de l'immeuble au sein d'un quartier populaire leur paraît « très peu propre à abriter une école et spécialement une institution aussi importante que le Lycée de jeunes filles de la Ville ». Ils se plaignent également de sa position trop peu centrale qui risque d'amener les familles à déplacer leurs filles dans d'autres institutions des faubourgs plus proches de leur domicile²²⁹.

C'est le prestige de l'établissement qui est alors en jeu. Un article paraît à ce sujet dans le journal *Le Peuple* sous le titre « Que va faire la Ville de son Lycée pour Jeunes Filles ? ». Celui-ci déplore ce déplacement affirmant qu'« au point de vue de l'hygiène tant qu'au point de vue pédagogique, le Lycée ne pourrait que pâtir dangereusement de ce transfert »²³⁰. L'échevin de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Émile Jacqmain, finit par leur donner une réponse dans le courant du mois de juin sous forme d'une circulaire envoyée à chaque famille. Il y rappelle tout d'abord que l'installation de l'athénée y est momentanée, l'administration communale ayant d'autres ambitions pour son établissement qui ne peuvent encore être mises en œuvre.

²²⁶ A.L.E.J., Témoignage d'« Aries », pseudonyme d'Hélène Tranchant.

²²⁷ *Ibidem*

²²⁸ A.L.E.J., Célébration du Vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Lycée Émile Jacqmain 1922-1947, Allocution de M^{me} Saccasyn-Della Santa, p. 31.

²²⁹ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 13 : Publicité, Lettre des parents à l'Échevin, le 24 mars 1927.

²³⁰ *Ibidem*, Farde 2 : Diverses documentations, « Que va faire la Ville de son Lycée pour Jeunes Filles ? », dans *Le Peuple*, vendredi 18 février 1927.

« Certes l'établissement de l'Athénée dans ce local n'est pas définitif. J'espère personnellement voir se réaliser les projets relatifs à la construction d'un établissement spécial destiné à notre haut enseignement secondaire pour jeunes filles. Mais vous reconnaîtrez avec moi que la situation financière actuelle ne permet pas à la Ville de Bruxelles de donner suite immédiatement à ses propres aspirations »²³¹.



La façade de l'Athénée de jeunes filles, rue Philippe le Bon
(ca. 1927-1930)²³²

Il y souligne également que le bâtiment de la rue Philippe le Bon où est installé le Lycée, est constitué d'un ancien hôtel de famille qui convient « particulièrement à une institution de jeunes filles : celles-ci s'y trouveront chez elles, dans un cadre familial et tout d'intimité où l'éducation peut prendre ce caractère de haute culture intellectuelle et morale, qui a toujours été tant recherchée par la bourgeoisie bruxelloise et que celle-ci a rencontré dans nos cours d'éducation »²³³. Le choix d'un hôtel particulier n'est pas sans rappeler la tradition du collège-pensionnat au cadre familial et destiné aux jeunes filles des classes aisées où « la « bonne » culture scolaire rencontre la « bonne » culture familiale »²³⁴.

De nombreux tramways fournissent un accès facile à l'établissement aux jeunes filles habitant dans les quartiers Léopold, Nord-Est, tout le haut, le centre et la partie sud-ouest de la Ville et desservent la rue de la Loi et la rue Joseph II²³⁵.

²³¹ *Ibidem*, Lettre de l'Échevin de l'Instruction publique et des Beaux-Arts adressées aux parents, 13 juillet 1927.

²³² A.L.E.J., Photographie de la façade de l'athénée rue Philippe le Bon (1927-1930).

²³³ *Ibidem*

²³⁴ VIENNE, Philippe, Syllabus : La démocratisation...*op. cit.*, p. 7.

²³⁵ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 13 : Publicité, Lettre de l'Échevin de l'Instruction publique et des Beaux-Arts adressées aux parents, 13 juillet 1927.

Contrairement à l'échevin qui y voit un argument face aux parents qui se plaignent de l'accessibilité de l'établissement, leur présence n'enchant pas du tout la nouvelle directrice. Dans une lettre, Alice Scouart se plaint auprès de l'échevin du bruit que ces transports en commun engendrent. Elle lui rappelle que dès sa première visite de la rue Philippe le Bon, elle avait signalé les bruits de la rue comme un des inconvénients du bâtiment.

« Il est en effet situé au carrefour de deux rues où passent dans deux directions des tramways électriques, et à proximité d'un croisement des voies d'aller et de retour. Dans les deux directions il y a un arrêt de tram devant l'école. Aux multiples et continuelles sonneries (...) il y a lieu d'ajouter les chocs des camions automobiles sur les pavés, et le sifflement des autos s'élançant à pleine vitesse vers les Boulevard extérieurs, la rue Joseph II ayant une assez forte pente au niveau de l'école. (...) Depuis la rentrée j'ai senti toute la gravité de cet inconvénient ; j'ai personnellement été faire une leçon entière dans une classe du deuxième étage, où les bruits risquent déjà d'être un peu amortis, et j'ai constaté avec effroi que les élèves ne pouvaient m'entendre sauf à fermer hermétiquement les fenêtres, encore fallait-il alors surélever la voix »²³⁶.

Elle propose de faire asphalté les deux parties de la rue attenant à l'école et d'intervenir auprès de la Société des tramways pour obtenir un déplacement de l'arrêt de tram dans les deux sens ainsi que l'installation au coin de la rue Philippe le Bon et Joseph II d'un signal lumineux afin d'atténuer les sonneries pour le voisinage immédiat de l'école. Elle ajoute : « Je me permets d'insister sur le fait que toutes les classes sauf une (petite classe au deuxième étage) ont leurs fenêtres donnant sur la rue Joseph II, et que des professeurs n'ayant précédemment jamais souffert de la voix s'en plaignent déjà après une courte expérience »²³⁷. Demander de déplacer des transports n'étant pas une mince affaire, l'assurance de la directrice dans sa demande montre que l'institution peut se permettre de telles extravagances. Suivant ces recommandations, l'échevin envoie une lettre au directeur des Tramways Bruxellois relayant les informations qu'Alice Scouart lui a préalablement transmises²³⁸.

L'échevin Émile Jacqmain est conscient du problème. Le 15 avril 1929, il aborde auprès de l'administration communale la nécessité de transférer le Lycée ailleurs. Les locaux sont insuffisants et « pour la plupart, impropres à leur destination »²³⁹.

²³⁶ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 1: Organisation de l'Athénée de jeunes filles, Lettre d'Alice Scouart à l'Échevin Émile Jacqmain, 27 septembre 1927.

²³⁷ *Ibidem*

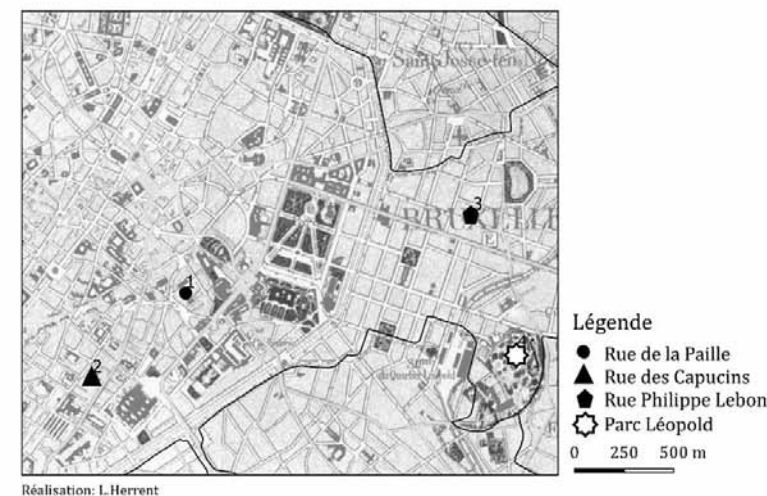
²³⁸ *Ibidem*, Farde 2 : Diverses documentations, 12 novembre 1927.

²³⁹ Bulletins Communaux, 1929, TI, pp. 252-255.

Il est nécessaire de disposer de locaux plus nombreux sous peine de devoir refuser l'accès de l'établissement à certaines élèves. Or, le transfert vers la plaine du Solbosch de l'Institut de physiologie situé au Parc Léopold et annexé à l'U.L.B. allait libérer des locaux dont pourrait peut-être disposer le Lycée²⁴⁰.

... au symbole du parc Léopold

En septembre 1931, l'athénée de jeunes filles cesse d'être nomade et est établi au cœur du parc Léopold. La Ville lui confère enfin un lieu propre et définitif au sein duquel les élèves peuvent s'épanouir. Sous la décision du Collège, l'établissement prend officiellement le nom que nous lui connaissons tous aujourd'hui : le Lycée Émile Jacqmain. L'inauguration officielle des nouveaux locaux a lieu le 31 mai 1931.



Déplacements du Lycée (1922-1931)

Phase 4: Parc Léopold, 1931

Parmi le public convié se trouvent des personnalités du monde politique de l'enseignement et de l'administration, le corps professoral ainsi que les élèves accompagnées de leurs parents. La cérémonie est présidée par le bourgmestre Adolphe Max, y assistent également les représentants de l'U.L.B., Léon Leclère, Adolphe

²⁴⁰ *Ibidem*



L'inauguration du Lycée Émile Jacqmain au Parc Léopold, le 31 mai 1931²⁴¹
 De gauche à droite : Alice Scouvar, Émile Jacqmain, Maurice Vauthier, Adolphe Max, Léon Leclère, Adolphe Mineur, Eulalie Torrekens.

Mineur et Maurice Vauthier, l'échevin de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Émile Jacqmain, la directrice de l'École Normale, Eulalie Torrekens, la directrice du Cours d'Éducation B, Jeanne Barzin, et bien d'autres²⁴².

Réalisé en 1892 par l'architecte Jules-Jacques Van Ysendyck, le bâtiment est de style rationaliste et évoque encore quelques références à l'éclectisme. Percée de larges ouvertures vitrées, la façade présente un décor de rosaces en céramique bleutée et fer forgé ainsi que des médaillons évoquant des grands noms scientifiques tels que Michael Faraday, Carlo Matteucci, Antoine Lavoisier ou Joseph Plateau. L'omniprésence du verre et du métal visibles en façade témoigne de la rigueur hygiéniste de l'époque associant l'air et la lumière à la conservation d'une bonne santé²⁴³. Dans son discours d'inauguration, le 31 mai 1931, l'échevin Émile Jacqmain s'enorgueillit de ce nouveau cadre affirmant qu'il ne pouvait « trouver un emplacement plus prestigieux »²⁴⁴ pour accueillir les élèves. Mais

²⁴¹ A.L.E.J., Photographie de l'inauguration du Lycée Émile Jacqmain le 31 mai 1931.

²⁴² Tels que les Conseillers communaux : MM. Huisman Van Den Nest, Catteau, Verheven, Foucard, De Mot, Lalemand, Speeckaert, Deboeck, De Smadt, Anspacht-Puissant ; le Directeur administratif M. Mertens et le Directeur pédagogique de l'Instruction publique, M. Tits, etc. Voir : A.L.E.J., Discours prononcés à la Cérémonie officielle d'inauguration le 31 mai 1931, p. 3-4.

²⁴³ MARCHI, Cristina, *Le parc Léopold : Architecture et nature*, Bruxelles, Solibel Edition, 1994, p. 14 et p. 29.

²⁴⁴ A.L.E.J., Discours prononcés à la Cérémonie officielle d'inauguration le 31 mai 1931, p. 12.



Vue de la façade du Lycée Émile Jacqmain au Parc Léopold de Bruxelles (1931)²⁴⁵

quelle est l'histoire de ce parc qui héberge le nouvel établissement du Lycée et qui surplombe encore actuellement la plaine principale faisant face à l'entrée de la rue Belliard ?

D'une superficie à peine supérieure à onze hectares, le parc est situé au XIX^e siècle au cœur du quartier Léopold alors en pleine expansion. La transformation du paysage se fait à vive allure, la *Société Civile pour l'Agrandissement et l'Embellissement de Bruxelles et du Quartier Léopold* se lance dans la construction d'hôtels particuliers alignés sur un plan en damier. Cette société privée, fondée en 1837, a comme aspiration d'abriter les résidences des diplomates, hommes d'affaires et grands bourgeois dans le prolongement des quartiers aristocratiques du XVIII^e siècle, à proximité du Palais royal et des sièges gouvernementaux. Le quartier affiche alors les nouvelles valeurs bourgeoises à travers ses noms de voiries : rues du Commerce, de l'Industrie, de la Science, de la Loi, etc. Les façades très diversifiées, comme l'illustrent les photographies p.74, sont le reflet d'une société bourgeoise individualiste dont les droits reposent avant tout sur les fruits d'initiatives personnelles et qui l'oppose à l'aristocratie. Par contre, le plan d'ensemble du quartier est le produit d'un urbanisme plus classique : les voies principales prolongent ainsi les voiries tracées autour du parc²⁴⁶.

²⁴⁵ *Ibidem*, Photographie: Vue de la façade du Lycée Émile Jacqmain au Parc Léopold de Bruxelles (1931).

²⁴⁶ GRIMMEAU, Jean-Pierre, « Itinéraires du patrimoine résidentiel bruxellois », in *Hommes et Paysages*, Bruxelles, Société Royale Belge de Géographie (Éd.), 2007, n°38-39, p. 39-40.



Cartes postales illustrant, dans l'ordre, le rond-point de la rue de la Loi (actuel rond-point Robert Schuman), la place du Luxembourg ainsi que la rue Belliard, datées d'avant 1920²⁴⁷



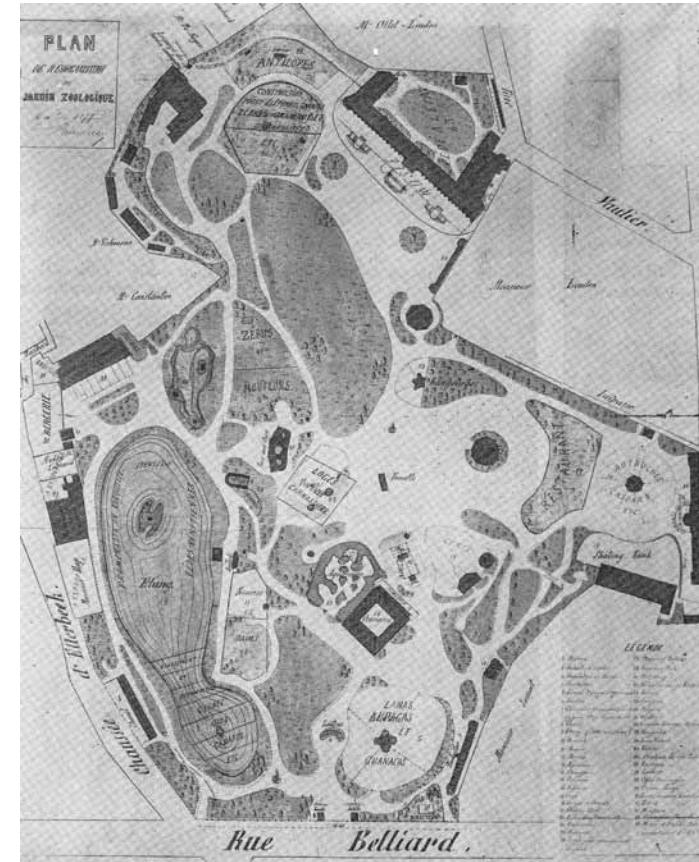
À la suite de la mise en liquidation de l'ancien jardin zoologique prononcée en 1876, la Ville de Bruxelles devient propriétaire du lieu, tandis que l'ancien couvent situé sur le territoire de la commune d'Ixelles ainsi que trois hectares de jardins contigus sont cédés à l'État un an plus tard pour abriter les collections du nouveau Musée d'Histoire naturelle. En 1880, lors du cinquantième anniversaire de l'indépendance de la Belgique, le parc est baptisé du nom des deux premiers rois de l'État belge et est ouvert au public. Le parc devient alors un jardin des fêtes et « dix-sept ans durant, concours hippiques, exercices militaires et courses à pied y alternent avec des concerts, des bals et des kermesses »²⁴⁸.

En effet, c'est en 1892 que le parc Léopold acquiert « ses véritables lettres de noblesse »²⁴⁹ lorsqu'il devient une cité scientifique laïque grâce au mécénat de trois industriels (Ernest et Alfred Solvay et Raoul Warocqué) ainsi que de trois banquiers (Georges Brugmann, Fernand Jamar et Léon Lambert). L'U.L.B. cherche

²⁴⁷ Cartes postales Belfius, Rond-point Robert Schuman, Place du Luxembourg, Rue Belliard (>1920), in Bruciel, [En ligne] <http://bruciel.brussels/> (Consulté le 10 juillet 2018).

²⁴⁸ MARTINY, V.G., « Le Journal du Parc Léopold », in 1981 : *Année Européenne pour la Renaissance de la Cité*, Bruxelles, Fondation Roi Baudoin (Éd.), 1981.

²⁴⁹ MARTINY, V.G., *Le Journal du Parc... op. cit.*



Plan de la réorganisation du jardin zoologique en 1877²⁵⁰

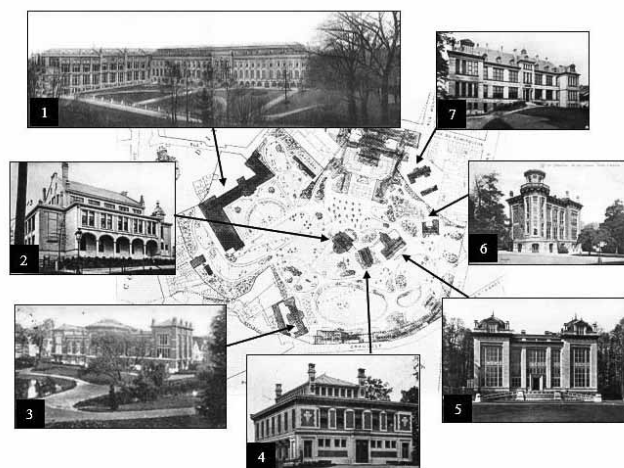
alors à étendre sa Faculté de médecine. Or, n'ayant pas de personnalité civile, elle ne peut acquérir en son nom propre, ni terrain ni bâtiment pour mettre en œuvre son projet. En 1877, un projet de réalisation d'un Institut de Physiologie financé par la Ville voit le jour mais est rapidement abandonné faute de moyens²⁵¹.

²⁵⁰ A.L.E.J., Archives du Parc Léopold, Plan de réorganisation du jardin zoologique.

²⁵¹ DESPY-MEYER, Andrée et DEVRIESE, Didier, « Paul Héger, maître d'oeuvre des instituts d'enseignement et de recherche en sciences médicales voulus par Ernest Solvay à Bruxelles (1891-1895) », in *De toga om de wetenschap : Ontwikkelingen in het hoger onderwijs in de Geneeskunde, Natuurwetenschappen en Techniek in België en Nederland* (1850-1940), Rotterdam, Erasmus, 1993, p. 204-217, p. 205.

En 1981, une commission est mise en place proposant dans son rapport la création d'une École pratique de médecine au sein du Parc Léopold et à côté du Musée des Sciences naturelles. Un an plus tard, l'industriel Ernest Solvay annonce son intention de construire deux Instituts avec pour double vocation la recherche et l'enseignement dont Paul Héger prendra la direction. Le 28 octobre, le Conseil communal de la Ville de Bruxelles autorise le dit projet de construction et en devient propriétaire, contournant ainsi l'obstacle juridique dû à la non-personnalité civile de l'université²⁵². Dès lors, le parc échappe aux projets de lotissement (par exemple celui de l'architecte Bordiau élaboré en 1877) et sept institutions scientifiques y furent établies²⁵³. Situées au cœur du parc, cette juxtaposition d'instituts est bel et bien créée « pour l'élite de la science qui s'y réunira »²⁵⁴.

Répartition des différents instituts et établissements de la Cité Scientifique au cœur du Parc Léopold²⁵⁵



Légende

- | | |
|------------------------------------|-----------------------------------|
| 1 : Musée d'Histoire naturelle | 5 : L'Institut de Physiologie |
| 2 : L'Institut de Sociologie | 6 : L'Institut d'Hygiène |
| 3 : L'Institut d'Anatomie Warocqué | 7 : L'Institut Pasteur du Brabant |
| 4 : L'École de Commerce | |

Réalisation : L. Herrent

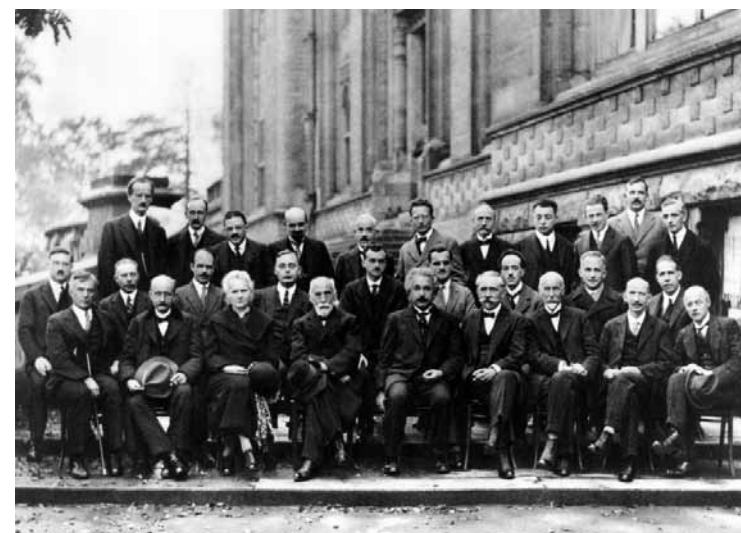
²⁵² *Ibidem*, p. 204.

²⁵³ Les Instituts de physiologie (1892-1894), d'hygiène (1893-1894), de bactériologie et de thérapeutique – futur Institut Pasteur – (1903-1904), d'anatomie et d'histologie (1893-1899), de sociologie (1901-1902) ainsi que l'École de commerce (1903-1904). Ces deux dernières institutions découlaient des préoccupations d'Ernest Solvay envers le scientisme positiviste de l'époque, à savoir « le traitement des phénomènes de société par une pensée scientifique » ce qui l'amena à créer des instituts en lien avec les sciences humaines. DESPY-MEYER, Andrée et DEVRIESE, Didier, Paul Héger, ... *op. cit.*, p. 211.

²⁵⁴ MARTINY, V.G., *Le Journal du Parc... op. cit.*

²⁵⁵ Réalisation HERRENT, Laura, Répartition des différents instituts et établissements de la cité scientifique au cœur du Parc Léopold, à partir des photographies des A.L.E.J., 2018.

Dès 1911, l'Institut de Physiologie devient même, sous l'impulsion d'Ernest Solvay, le lieu de réunions des plus éminents scientifiques de l'époque, d'abord physiciens, chimistes ensuite et dont la célèbre photographie ci-dessous atteste le succès international²⁵⁶.



Cinquième Congrès Solvay en 1927 devant la façade principale du l'Institut de Physiologie (actuel Lycée Émile Jacqmain)²⁵⁷

Première rangée de gauche à droite : Irving Langmuir, Max Planck, Marie Curie, Hendrik Lorentz, Albert Einstein, Paul Langevin, Charles-Eugène Guye, Charles Thomson Rees, Wilson, Owen Willans Richardson.

La cité scientifique faillit devenir une véritable cité universitaire. Les architectes Bosmans et Acker ont en effet étudié la possibilité d'installer l'ensemble de l'U.L.B. au sein du parc Léopold. Mais la guerre, l'extension des programmes de cours, l'expansion de la population estudiantine et l'exiguïté du parc Léopold remettent en question un tel projet. Ainsi, en 1921, l'installation de l'U.L.B. sur le terrain du Solbosch nouvellement cédé par la Ville de Bruxelles met fin à l'existence de la cité scientifique. L'Institut d'Anatomie est occupé par un laboratoire intercommunal de chimie et de bactériologie, l'Institut d'Hygiène est démoli et remplacé par

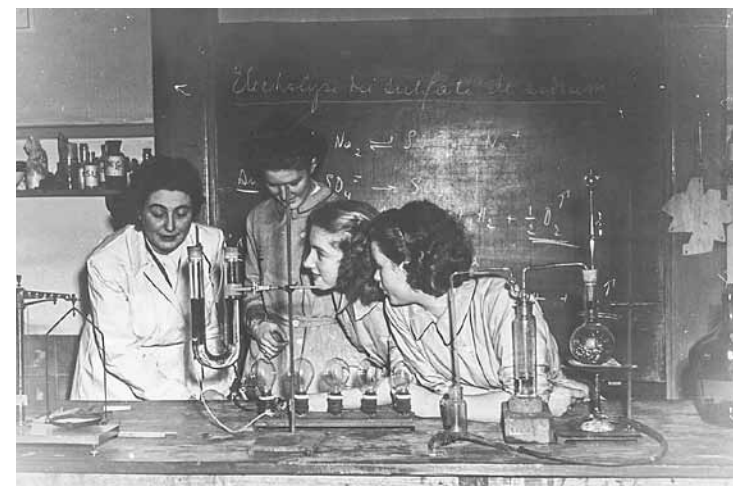
²⁵⁶ Académie Royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, « Ernest Solvay », dans *La Nouvelle Biographie Nationale*, Bruxelles, vol.3, 2001, p. 303-312, p. 309-310.

²⁵⁷ A.L.E.J., Numérisation d'Archives de l'U.L.B., Photographie du cinquième Congrès Solvay, 1927.

l'Institut dentaire Eastman, l'Institut de Sociologie devient le siège des Presses de l'U.L.B. tandis que l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique (récupéré par l'État) et l'Institut Pasteur (propriété provinciale) gardent leurs destinations premières²⁵⁸.

Quant au quartier Léopold, il est petit à petit abandonné par sa population bourgeoise qui lui préfère la périphérie. La dégradation des immeubles, l'envahissement du quartier par les fonctions commerciales entraînant une perte de prestige, la crise de la domesticité, comme l'attrait de nouveaux quartiers à la mode désormais accessibles par l'automobile font précipiter ce processus et bientôt ces logements deviennent inadaptés. La proximité des activités administratives et financières du quartier, les bonnes conditions d'accessibilité (gare du Luxembourg, tramways, prolongement de la rue de la Loi vers la périphérie, etc.) ainsi que la taille des bâtiments et leur architecture majestueuse rendent le quartier attractif pour les activités tertiaires. Les résidences sont dès lors progressivement transformées en sièges administratifs²⁵⁹.

Au cœur du parc, l'Institut de Physiologie puis l'École de Commerce sont récupérés pour recevoir les élèves du Lycée Émile Jacqmain. L'établissement définitif du Lycée peut enfin aboutir. Le Collège charge les architectes Dhuicque et Derée de l'aménagement de l'école. Le sous-sol prévoit le logement du concierge, le réfectoire des élèves, douze cabines de douche. Le rez-de-chaussée comprend quatre classes, une salle de chant, une salle d'étude, un gymnase, deux cours avec préaux ainsi que des locaux d'économie domestique (cuisine, laverie, repassage, salle à manger). L'entresol comporte deux classes, les bureaux de la directrice et de la secrétaire, une salle d'attente, une salle des professeures, une salle des fêtes et une salle de dessin. Le premier étage comprend, quant à lui, huit classes tandis que le second comporte une classe, un cabinet de pédologie, une salle d'ouvrage, une salle de géographie, un laboratoire de biologie, un laboratoire de chimie, un laboratoire de physique (voir photographies pages suivantes), deux salles pour collections et une bibliothèque. Les locaux sont ainsi prévus pour abriter une population de 430 élèves. La vente des locaux de la rue Philippe le Bon permet de rembourser les frais liés à l'aménagement du nouveau Lycée²⁶⁰.



*Cours de chimie dispensé par Denise Fossoul dans les nouveaux locaux du Lycée Émile Jacqmain.*²⁶¹

L'Institut d'Hygiène est détruit en 1933 pour laisser place à l'Institut dentaire Eastman²⁶². Mais auparavant, l'Institut fait l'objet d'un projet particulier de la Ville en décembre 1928, celui d'un nouvel emplacement pour l'école Normale Froebel qui forme les institutrices gardiennes²⁶³. L'élaboration du projet est confiée à l'architecte Derée chargé précédemment de l'aménagement de l'Institut de Physiologie en Lycée, conjointement avec l'architecte Dhuicque²⁶⁴. L'architecte dresse un avant-projet le 1^{er} octobre 1929 (voir plan p.80), mais, pour des raisons d'ordre financier, la Ville ne peut entamer directement les travaux et les élèves de l'École Froebel sont transférées dans les anciens locaux du Lycée situés rue Philippe le Bon²⁶⁵. Finalement, le 15 février 1932, la directrice de l'École Normale exprime le souhait de ne pas transférer l'école au Parc Léopold pour des raisons d'ordre pédagogique, l'école doit selon elle être maintenue dans un centre « populeux »²⁶⁶. Ainsi, elle resterait plus proche des jardins d'enfants situés à proximité immédiate.

²⁶¹ A.L.E.J., Photographie d'un cours de chimie dispensé par Denise Fossoul dans les nouveaux locaux du Lycée Émile Jacqmain.

²⁶² MARCHI, Cristina, Le parc Léopold... *op. cit.*, p. 30-31.

²⁶³ A.V.B., Instruction Publique, II, 478, École Normale Froebel, Transfert au Parc Léopold, Lettre du Directeur de l'Enseignement Général, 23 novembre 1928, Lettre de l'Échevin, 14 février 1929.

²⁶⁴ *Ibidem*, 1 juillet 1929.

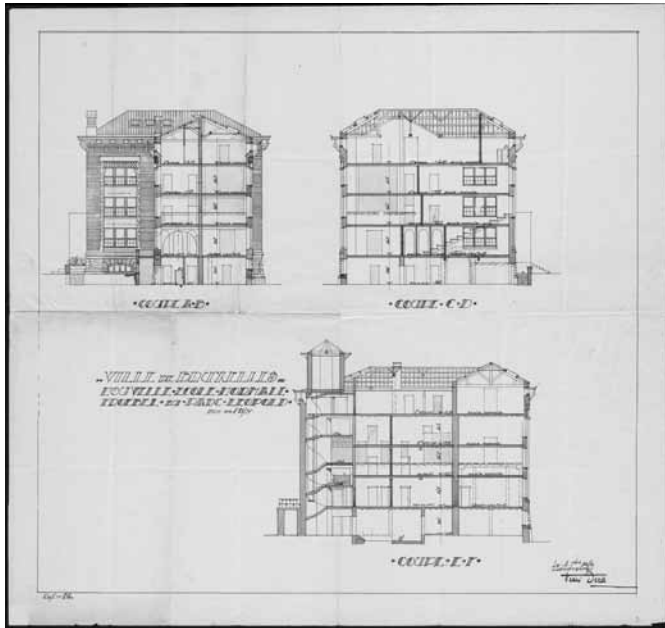
²⁶⁵ *Ibidem*, 3 février 1932.

²⁶⁶ A.V.B., Instruction Publique, II, 478, École Normale Froebel, Transfert au Parc Léopold, 15 février 1932.

²⁵⁸ DESPY-MEYER, Andrée et DEVRIESE, Didier, Paul Héger... *op. cit.*, p. 210.

²⁵⁹ GRIMMAEU, Jean-Pierre, Itinéraires du... *op. cit.*, p. 40.

²⁶⁰ Bulletins Communaux, 1929, TI, p. 252-255. Voir annexes p. 122-123.



*Projet d'aménagement de l'École Normale Froebel dans l'ancien Institut d'Hygiène du Parc Léopold réalisé par l'architecte Derée en 1929*²⁶⁷

À travers cette entreprise, c'est en réalité un dessein plus vaste auquel aspirait l'échevin de l'Instruction publique Émile Jacqmain, celui de faire du parc Léopold le nouveau siège de l'éducation féminine de la Ville de Bruxelles : « le Lycée, l'École Normale Émile André et l'École normale Froebel devraient y être disséminées, comme autant de ruches bourdonnantes »²⁶⁸. Si ce projet n'aboutit jamais, les élèves du lycée Émile Jacqmain profitèrent d'un parc entier à leur disposition. En pleine nature quoique en pleine ville, le parc Léopold offrait à cette nouvelle génération d'étudiantes un « endroit propice à l'étude, à la méditation, à la grandeur et à la beauté de la vie »²⁶⁹. Symbole de Science et de Raison, le parc transmet un peu de son prestige à cette jeune institution qui allait voir son succès s'envoler dans les années qui suivirent²⁷⁰.

²⁶⁷ A.V.B., Fonds Nouveaux Plans Portefeuilles, R1, Nouvelle École Normale Froebel, Coupes A.B., C.D., E.F.

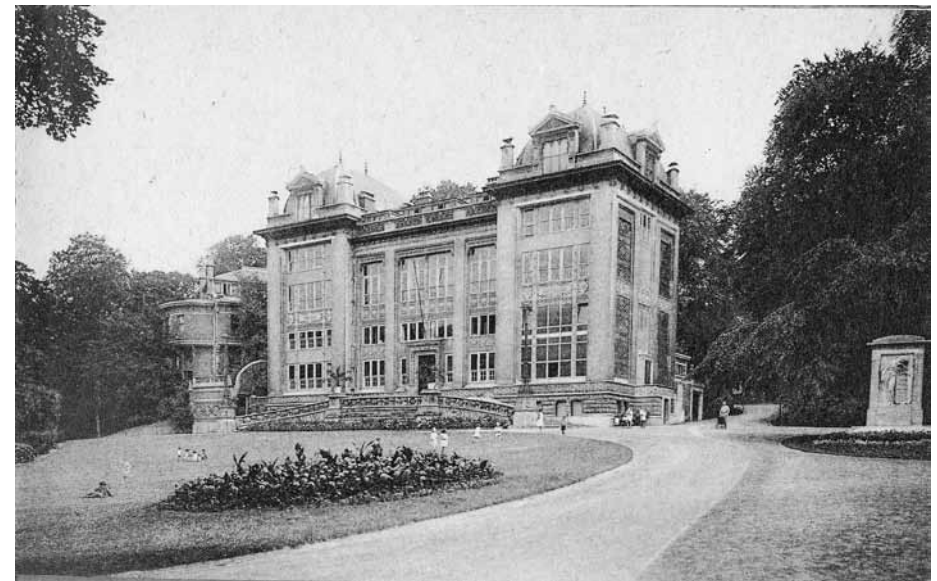
²⁶⁸ A.L.E.J., Discours prononcés à la Cérémonie officielle d'inauguration le 31 mai 1931, p. 13.

²⁶⁹ *Ibidem*

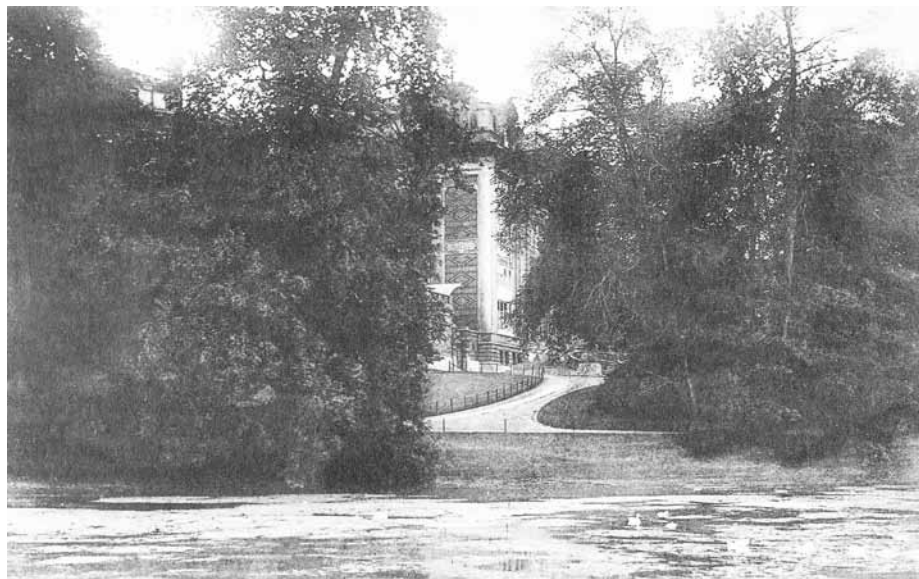
²⁷⁰ Voir l'évolution démographique de la population scolaire p. 52, Bulletins Communaux, de 1922 à 1972.



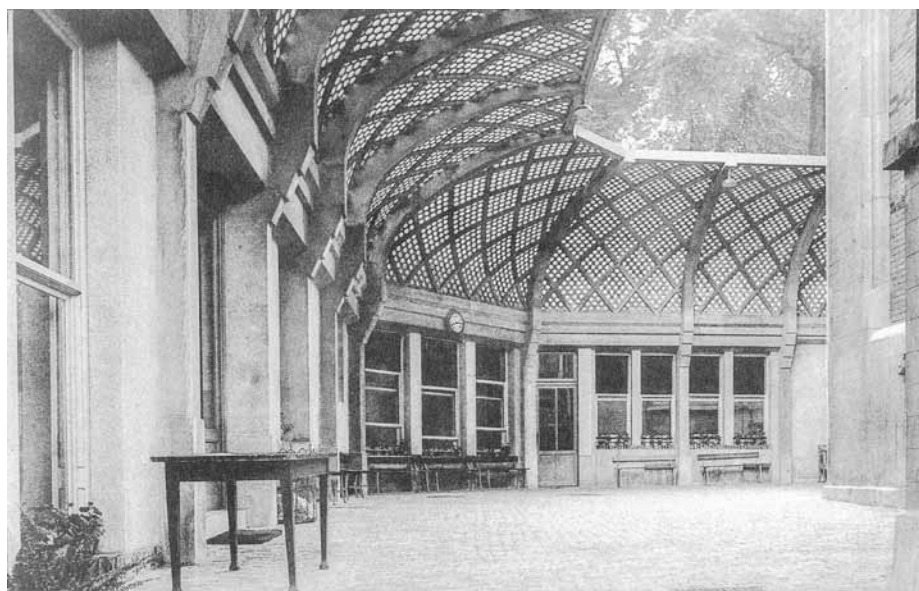
A.L.E.J., Cartes-vues détachables, 1931



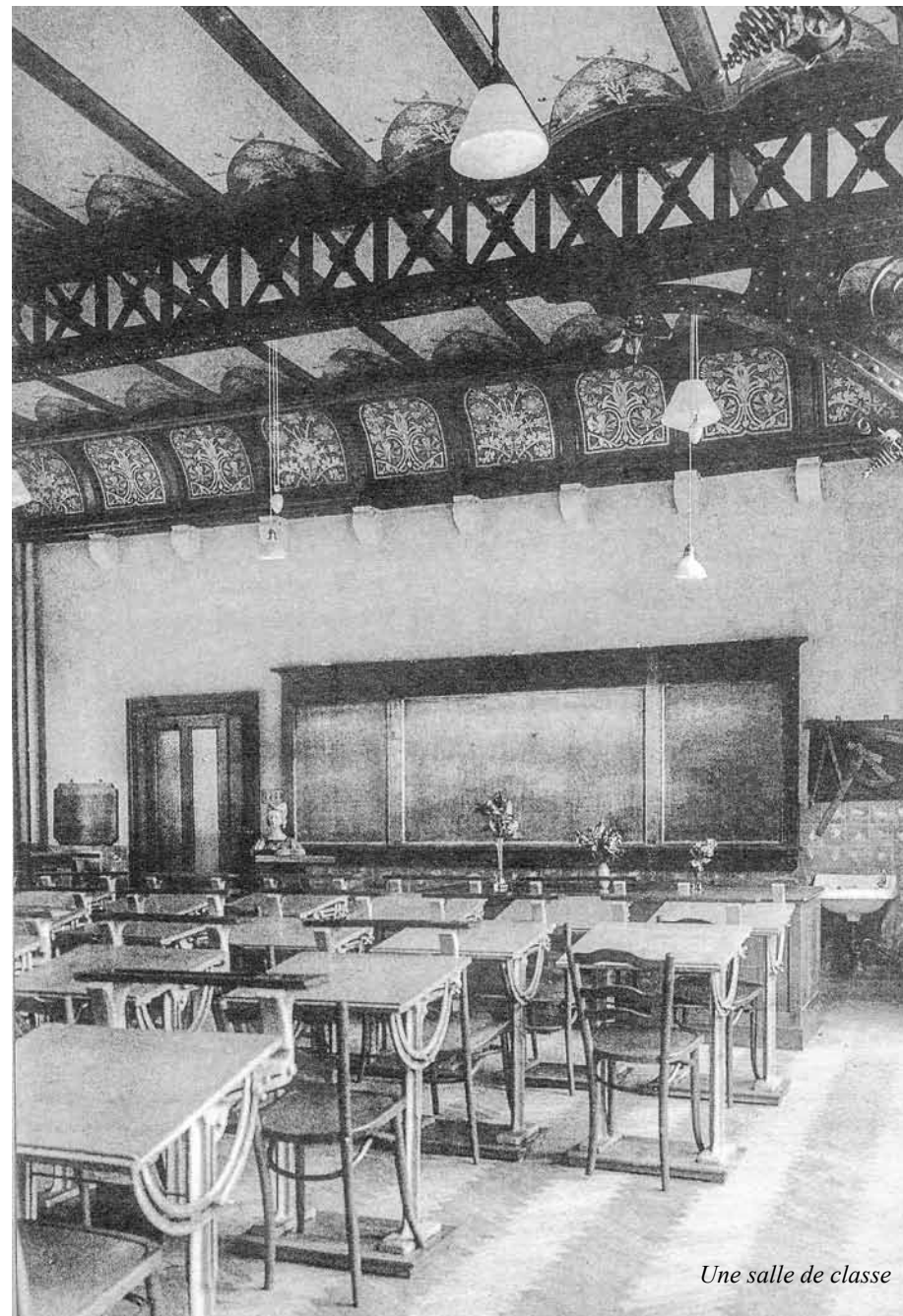
Vue de la facade



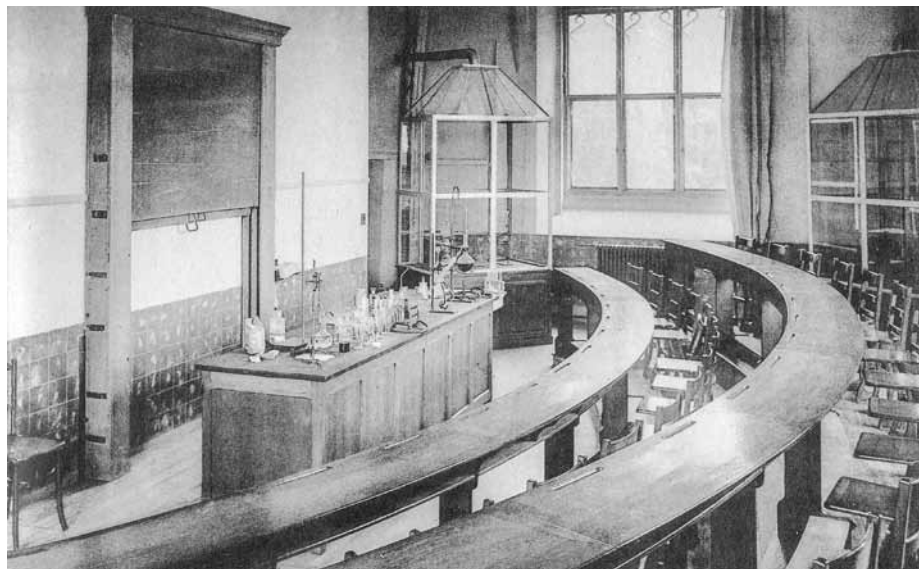
Vue de l'étang



Cour intérieure



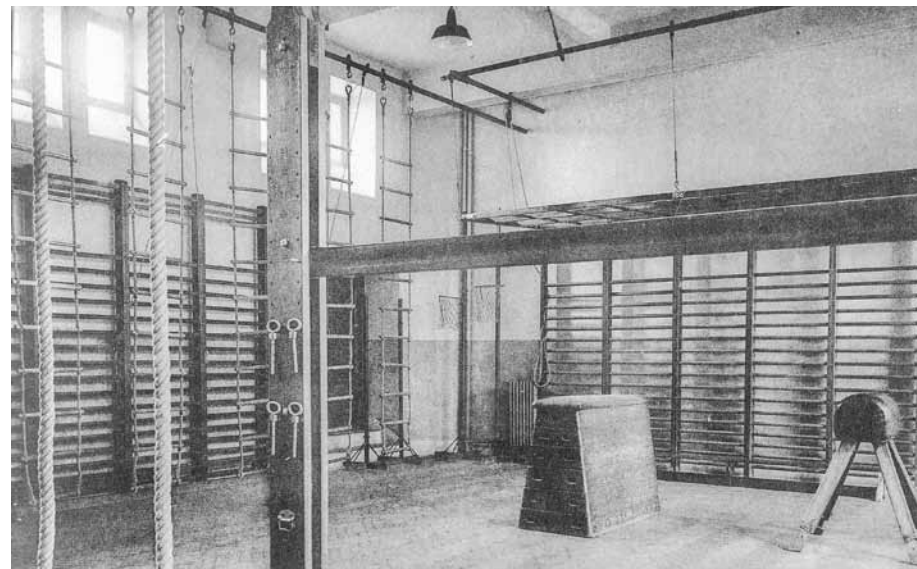
Une salle de classe



Classe de chimie



Salle des professeurs



Salle de gymnastique



Une salle de classe



Salle de théâtre





A.L.E.J., Photographie de 1927 : cours de chimie dispensé par Germaine Hannevart dans les locaux de l'École Normale Émile André

CHAPITRE III

DES INTELLECTUELLES POUR EN FORMER D'AUTRES

Pour être nommé aux fonctions de professeur dans un athénée, l'article 48 de la loi organique du 24 avril 1890 exige un diplôme d'agrégation de l'enseignement moyen du degré supérieur²⁷¹. Seules les professeures détenant les grades légaux, c'est-à-dire munies de titres universitaires, peuvent être nommées à l'Athénée de jeunes filles²⁷². La Commission suivie par le Collège prend la décision toute particulière de ne nommer que des professeures femmes dans son Athénée de jeunes filles. Cette recommandation est formulée par Augustine de Rothmaler lors de la séance de la Commission du 9 juillet 1918. Selon elle, des reproches ont d'ailleurs été adressés à la commune de Saint-Gilles de « vouloir nommer des hommes uniquement »²⁷³. Dans un premier temps, les directrices des Cours d'Éducation considèrent que le personnel enseignant ne doit pas être exclusivement féminin. Au contraire, il est « indispensable que des professeurs-hommes fassent toujours partie du corps enseignant du cycle supérieur »²⁷⁴.

Si ces propos ne sont pas justifiés, quelques hypothèses peuvent néanmoins être avancées. Dans un premier temps, le personnel enseignant attaché aux Cours d'Éducation est, selon la volonté d'Isabelle Gatti de Gamond, exclusivement composé de femmes. Néanmoins, pour les plus hauts niveaux d'enseignement, la Ville de Bruxelles fait également appel à quelques professeurs masculins de l'U.L.B. notamment Léon Leclère, pour enseigner dans les sections pré-universitaires attachées aux Cours d'Éducation et à l'École Normale d'institutrices²⁷⁵. Sans doute est-ce pour ces mêmes raisons que les directrices trouvent leur présence indispensable dans le corps enseignant du futur athénée de jeunes filles.

Par la suite, de plus en plus d'étudiantes acquièrent leur diplôme universitaire et parmi elles, certaines reviennent enseigner aux Cours d'Éducation. Il n'est donc progressivement plus indispensable de faire appel à la gent masculine²⁷⁶. Les

²⁷¹ Loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires (Moniteur belge 24 avril 1890) », *Pasinomie*, 1890, p. 104.

²⁷² Selon l'article 10 de la loi organique du 1^{er} juin 1850, seuls les candidats munis d'un diplôme de professeur agrégé de l'enseignement supérieur pouvaient être nommés aux fonctions de professeur dans les athénées royaux et dans les collèges communaux subventionnés ou non par l'État. Néanmoins, les docteurs en philosophie et lettres ainsi que les docteurs en sciences en furent dispensés suite à la loi du 6 février 1887 qui révisa l'article 5 de la loi organique du 15 juin 1881. Voir : « Loi sur l'enseignement moyen », *Pasinomie*, 1850, Tome XXXI p. 145-153, p. 147-148. (1^{er} juin 1850) et « Loi portant modifications à la loi du 15 juin 1881, sur l'enseignement moyen », *Pasinomie*, 1887, Tome XXII, p. 24-34, p. 24-25. (6 février 1887).

²⁷³ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 6 : procès-verbaux, 12 juin 1918.

²⁷⁴ *Ibidem*, 21 juin 1918.

²⁷⁵ Parmi eux : Léon Leclère docteur en histoire, Émile Boisacq docteur en philologie classique ou Georges Dwelshauvers docteur en philosophie. Voir : *Almanach Royal de Belgique*, Bruxelles, G. Stapleaux Imprimeur-éditeur, 1914, p. 1738.

²⁷⁶ GUBIN, Eliane, PIETTE, Valérie *et.al.*, Emma..., *op. cit.*, p. 47.

préceptes d'Isabelle Gatti de Gamond sont ainsi ranimés : l'enseignement destiné aux filles reste aux mains d'un corps professoral féminin²⁷⁷. Destiné à la formation des jeunes filles des classes moyennes aisées désirant poursuivre des études universitaires, le corps professoral doit lui-même constituer un « milieu d'élite »²⁷⁸.

Une pépinière d'intellectuelles

Méthodologie

Mais qu'entend-on par un corps professoral d'« élite » et quelles sont les conditions de recrutement à la Ville de Bruxelles ? Pour le comprendre, un examen des dossiers personnels des professeures ayant enseigné au Lycée a été mené. Pour des raisons pratiques, trois cohortes ont été définies sur trois dizaines d'années : une première en 1928, une deuxième en 1938 et une troisième en 1948. La première cohorte est établie six ans après la fondation du Lycée de sorte que les six années d'études créées progressivement depuis 1922 sont définitivement établies. C'est, par ailleurs, la date à laquelle une directrice, Alice Scouvert, est assignée pour la première fois exclusivement à l'établissement. La deuxième cohorte permet d'analyser le parcours des professeures au terme des années 1930. Enfin, la troisième cohorte permet d'inclure la période de la Seconde Guerre mondiale au sein de cette recherche.

Pour chacun de ces groupes, les dossiers personnels des fonctionnaires ont été dépouillés. Néanmoins, la disparité des résultats dans la recherche de ces dossiers et la variabilité des informations contenues dans chacun d'eux n'autorisent pas à dresser un tableau parfaitement homogène des parcours de ces enseignantes. Certains dossiers n'ont tout simplement jamais été retrouvés. Seize dossiers personnels manquent sur les soixante-trois professeures identifiées parmi ces trois cohortes. Cette analyse est donc représentative pour 86% du personnel enseignant attaché à ces trois décennies²⁷⁹. Ces dossiers sont issus des Archives de la Ville de Bruxelles IP. II. (A.V.B.) et des Archives du Lycée Émile Jacqmain (A.L.E.J.).

²⁷⁷ D'ailleurs, lors de sa fondation en 1917, le Lycée de Schaerbeek fait également le choix de recourir à un personnel composé uniquement d'enseignantes. Le centenaire du Lycée Émile Max : quelques repères chronologiques, Lycée Émile Max Site officiel, [En ligne], <http://www.emile-max.be/centenaire-du-lycee-emile-max-reperes-chronologiques.html> (Consulté le 18 juillet 2018).

²⁷⁸ A.V.B. (A.V.B.), Instruction Publique, II, 342, Farde 6 : procès-verbaux, 19 février 1918.

²⁷⁹ L'ensemble des références de ces dossiers est repris dans la section « sources » de la bibliographie en fin de travail afin d'alléger le corps de texte.

Les dossiers des A.V.B. sont plus complets mais ils contiennent également des données plus variables. Globalement, ils incluent les demandes d'emploi, les fiches personnelles sur le parcours scolaire et professionnel des enseignantes, des certificats (de visite médicale, de bonnes vie et mœurs et d'absence), les fiches de paie, les demandes de mise en pension, les nominations du Collège, les résultats d'inspection ainsi que des correspondances diverses au sujet des employées. Les dossiers du Fonds de l'Instruction publique de moins de cent ans ont, par ailleurs, fait l'objet d'une demande de consultation particulière auprès de l'échevine de l'Instruction publique de la Ville de Bruxelles. Grâce aux dérogations obtenues, neuf dossiers supplémentaires ont pu être dépouillés. Les dossiers des Archives de la Ville ont été principalement utilisés dans l'étude de la première cohorte pour laquelle ils sont largement majoritaires.

Le contenu des dossiers personnels au sein des A.L.E.J. est plus restreint que celui des Archives de la Ville de Bruxelles, mais tous contiennent des fiches individuelles reprenant des informations personnelles pour chaque professeure (diplômes et parcours professionnel). Enfin, sept enseignantes possèdent un dossier dans chacun des centres d'archives²⁸⁰.

L'analyse des données de ces dossiers a, dans un premier temps, permis de déterminer l'origine sociale de ces professeures. Cette étude précède l'examen de leurs diverses qualifications (c'est-à-dire l'énumération des diplômes obtenus) ainsi que celui des stratégies de recrutement dont les enseignantes ont usé auprès de l'administration de la Ville. Enfin, elle permet de cerner à travers certains cas particuliers, ce qui constitue véritablement un comportement « d'élite ».

Étude sociale du corps professoral

Sur les quarante-huit dossiers des fonctionnaires étudiés pour les trois cohortes (1928-1938-1948), les informations répertoriées sont donc relativement hétérogènes. Par conséquent, les analyses effectuées dans ce travail s'attacheront à

²⁸⁰ Tableau récapitulatif du nombre de dossiers présents par centre d'archives

Cohorte	Nombre de professeures	Dossiers absents	Comprenant un dossier		
			A.V.B.	A.L.E.J.	les deux
1928	22	6	15	1	-
1938	26	1	10	15	4
1948	15	2	7	6	3

A.V.B. : Archives de la Ville de Bruxelles – A.L.E.J. = Archives du Lycée Émile Jacqmain

mettre en évidence les grandes lignes de conduite sur base des différents parcours de ces enseignantes.

L'origine des lieux de naissance des enseignantes a pu être établie pour quarante-deux des fonctionnaires étudiées (66%). La première cohorte y est représentée à 72%, la seconde y est représentée à 57% et enfin, la troisième cohorte y est représentée à 73%. L'analyse de ces lieux de naissance permet de définir de quelles régions sont principalement originaires les enseignantes recrutées. On constate sans grand étonnement que le recrutement est majoritairement local pour les trois cohortes. En effet, 69% des fonctionnaires sont originaires de la Ville de Bruxelles. Ce chiffre ne cesse d'augmenter comme le soulignent les 82% d'enseignantes issues de la capitale au sein de la troisième cohorte (nous reviendrons sur cette constatation ultérieurement)²⁸¹.

Cette dernière comporte également deux cas de professeures issues d'autres pays européens tels que la France et l'Angleterre. Or, selon l'article 7 de la loi de 1881²⁸², nul ne peut être nommé au titre de professeur s'il n'est belge ou naturalisé. Dans ce cas, les deux enseignantes ont grandi en Belgique, ce sont d'anciennes élèves du Lycée, elles ont donc peut-être fait l'objet d'une procédure de naturalisation pour enseigner au Lycée. Pour ce qui est des enseignantes des première et deuxième cohortes, certaines sont également originaires des provinces de Flandre et de Wallonie. Parmi ces onze professeures, neuf ont toutefois fait leurs études supérieures à Bruxelles. Parmi elles, cinq ont un père travaillant dans l'enseignement.

²⁸¹ Lieux de naissance des enseignantes du Lycée Émile Jacqmain

Cohorte					
Province	1 ^{ère} Cohorte	2 ^{ème} Cohorte	3 ^{ème} Cohorte	Total	
Bruxelles	11	9	9	29	69%
Flandres orientale	-	1	-	1	Flandre :
Brabant flamand	-	1	-	1	12%
Anvers	1	-	-	1	
Limbourg	1	1	-	2	
Brabant Wallon	-	1	-	1	Wallonie :
Hainaut	1	2	-	3	14%
Liège	1	-	-	1	
Luxembourg	1	-	-	1	
Autres	-	-	2 (G.B. – Fr.)	2	5%
Total	16	15	11	42	100%

²⁸² « Loi apportant des modifications à la loi du 1^{er} juin 1850 sur l'enseignement moyen (Moniteur belge 19 juin 1881) », *Pasinomie*, 1881, Tome XVI, p. 155.

L'examen des communes bruxelloises²⁸³ dont sont issues la majorité des enseignantes permet également de définir de manière plus précise l'origine sociale des professeures. La majorité d'entre elles (34%) sont nées dans la Ville de Bruxelles. Ce chiffre est cependant à nuancer pour les enseignantes de la troisième cohorte. En effet, 33% d'entre elles proviennent de la commune d'Anderlecht. La commune connaît alors un important essor industriel à la suite de la création du canal de Charleroi en 1826 et du développement de son réseau ferroviaire. Les entrepreneurs apprécient particulièrement les parties basses de la Ville où ils trouvent des terrains plats, peu chers et désormais accessibles. Ces communes à l'Ouest de la Capitale connaissent une croissance rapide de leur population alimentée par l'exode rural²⁸⁴. De manière générale, les lieux de naissance situés principalement dans les communes industrielles situées au Nord-Ouest de Bruxelles, dans la vallée de la Seine, indiquent une origine sociale des enseignantes plutôt modeste²⁸⁵.

Néanmoins, la moyenne d'âge des pères (32 ans) à la naissance de leurs filles donne à penser qu'ils sont encore au début de leurs carrières; des déménagements ont pu être effectués au cours de leur carrière professionnelle. La profession des pères peut également être révélatrice du milieu social dont sont issues les enseignantes²⁸⁶. Une analyse des archives permet d'identifier pour vingt-neuf d'entre elles (45%) la profession de leur père. La recherche est effectuée à partir des

²⁸³ Lieux de naissance des enseignantes du Lycée Émile Jacqmain

Cohorte				
Commune	1 ^{ère} Cohorte	2 ^{ème} Cohorte	3 ^{ème} Cohorte	Total
Bruxelles-Capitale	4	4	2	10
Jette	1	1	-	2
Ganshoren	-	1	-	1
Molenbeek	1	-	-	1
Anderlecht	1	1	3	5
Saint-Gilles	2	1	-	3
Ixelles	1	-	-	1
Forest	-	-	1	1
Uccle	-	-	1	1
Schaerbeek	-	1	-	1
Saint-Josse	1	-	2	3
Total	11	9	9	29

²⁸⁴ JAUMAIN, Serge (dir.), *Histoire et patrimoine...op.cit.*, p. 393-419.

²⁸⁵ WAYENS, Benjamin, KUMMERT, Pierre, DUMONT, Gauvain (*et.al.*), *Fiches communales d'analyse des statistiques locales en Région bruxelloise*, Bruxelles, 2010, p. 6-10.

²⁸⁶ MAYEUR, Françoise, *L'enseignement des jeunes filles... op.cit.*, p. 253.

dossiers des enseignantes où figurent la date et le lieu de naissance. À partir de ces indices, il est possible de retrouver les actes de naissance dans lesquels sont inscrites les professions des parents. Cependant, la plupart des mères n'exercent pas de profession particulière. Soit elles sont ménagères, soit elles ne travaillent pas au moment de la naissance de leurs filles, soit elles ne souhaitent pas en faire acte car le travail des mères est alors mal perçu au sein de la société bourgeoise.

Ces données sur les professions des pères sont également variables. Premièrement, la troisième cohorte est relativement peu représentée, compte tenu des limites imposées à la consultation des archives. De plus, les métiers des pères indiqués sur les actes de naissance sont souvent ceux du début de leur carrière professionnelle. À ce titre, ils ne peuvent être représentatifs de l'ensemble de leur parcours. Étant donné le caractère fragmentaire des données et afin d'éviter leur dispersion, un code socio-professionnel restreint a été élaboré. Il offre une version simplifiée de celui réalisé par l'historien français Christophe Charle et permet de regrouper les différentes professions des pères au sein de quatre grandes catégories sociales²⁸⁷. Les « fractions possédantes » et les « hauts fonctionnaires » ont été regroupés sous la première catégorie. La deuxième catégorie comporte « les professions juridiques » ainsi que les « fractions intellectuelles ». La troisième catégorie reprend la « bourgeoisie moyenne » ainsi que les « fonctionnaires moyens ». Tandis que la catégorie « petite bourgeoisie » reste inchangée et forme la quatrième catégorie²⁸⁸. La dernière catégorie comprenant les classes populaires n'a pas été reprise car elle est inexistante au sein de notre échantillon²⁸⁹.

Concrètement, la première catégorie comprend un directeur de banque. La seconde catégorie comprend un médecin, un avocat, deux musiciens, deux professeurs d'athénée. La troisième catégorie comprend un entrepreneur, deux négociants, un employé de banque, deux comptables, un voyageur d'affaires, un douanier.

²⁸⁷ CHARLE, Christophe, *La République des universitaires 1879-1940*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, p. 473.

²⁸⁸ Ces nouvelles catégories s'inspirent également de celles établies par l'historienne française Françoise Mayeur Voir : MAYEUR, Françoise, *L'enseignement des jeunes filles...* *op. cit.*, p. 247.

²⁸⁹ Catégories sociales attribuées aux pères

	Cohorte 1	Cohorte 2	Cohorte 3	Total
Catégorie 1	-	1	-	1 (3.4%)
Catégorie 2	4	2	-	6 (20.6%)
Catégorie 3	5	3	-	8 (28%)
Catégorie 4	7	3	4	14 (48%)
Total	16 (55%)	9 (31%)	4 (14%)	29 (100%)

La quatrième catégorie comprend cinq employés, un fontainier, un tailleur, un postier, un jardinier et cinq instituteurs. Selon cette répartition, il s'avère donc que la quatrième catégorie, celle des pères issus de la « petite bourgeoisie », est la plus significative (48%). Néanmoins, la fonction d'« employé » étant difficile à classer sans connaissance du secteur et du niveau d'emploi précis, une marge d'erreur est possible ce qui aurait pour conséquence d'augmenter les effectifs de la troisième catégorie. Il est donc plus prudent de déterminer de manière générale que ces pères de famille dont les filles enseigneront au Lycée sont principalement issus des troisième et quatrième catégories, à savoir de la petite bourgeoisie et des « classes moyennes basses », dont le pourcentage équivalait à 76%.

Ces résultats, qui se rapprochent de ceux de l'historienne Françoise Mayeur dans le cadre de son étude des dossiers personnels des enseignantes françaises de la fin du XIX^e siècle, s'expliquent par le contexte de l'époque. La faible proportion d'enseignantes appartenant à la première catégorie est révélatrice du fait que les catégories supérieures ne considèrent pas encore leur entrée au sein de l'enseignement comme une véritable ascension²⁹⁰. Ce sont au contraire dans les couches « moyennes » inférieures (catégories 3 et 4) où les ressources sont relativement modestes et où le travail des jeunes filles constitue un complément important pour subvenir à leurs besoins que la nécessité d'acquérir un diplôme universitaire se fait le plus sentir²⁹¹. Selon les chiffres, l'entrée de ces femmes dans l'enseignement n'est pas un cas familial isolé. En effet, 24% d'entre elles ont un père professant dans ce domaine. Parmi eux, cinq sont instituteurs. Enseigner au Lycée constitue donc une ascension sociale pour ces dernières.

Cependant, la présence des 20,6% de pères appartenant aux « classes moyennes supérieures » (catégorie 2) illustre bien la volonté des familles issues de ce milieu à reconsidérer leur vision classique de la famille bourgeoise en dotant leurs filles d'un diplôme afin qu'elles puissent acquérir ensuite un emploi rémunérateur. Parmi les différentes professions, l'enseignement est, avec la pharmacie, considéré comme le plus accessible aux femmes au début du XX^e siècle²⁹².

Si l'accès à une profession permet à ces jeunes femmes de subvenir à leurs besoins, qu'en est-il de leur état matrimonial ? Dans les mentalités de la fin du XIX^e siècle, l'enseignement est une carrière où l'on entre en général célibataire. Dans les écoles catholiques, la profession sera longtemps perçue comme un

²⁹⁰ *Ibidem*, p. 254-255.

²⁹¹ DESPY-MEYER, Andrée « L'entre-deux-guerres ou l'affirmation intellectuelle des femmes », in *Sextant*, n°1, 1993, p. 75-90, p. 81.

²⁹² *Ibidem*, p. 81-82.

sacerdoce. Ainsi jusqu'en 1962, si une enseignante souhaite contracter un mariage, elle signe sa démission par la même occasion²⁹³. Est-ce le cas des enseignantes du Lycée ? Un tableau sur l'état civil des soixante-trois fonctionnaires montre qu'un peu plus de la moitié se sont mariées au cours de leur carrière (55%)²⁹⁴.

Contrairement aux enseignantes de la première cohorte qui sont restées majoritairement célibataires, un renversement de leur état matrimonial apparaît pour celles issues des deuxième et troisième cohortes, avec également quelques cas de divorces (trois en tout). Ce renversement reflète un processus de changement de mœurs qui s'est opéré progressivement après la première guerre mondiale²⁹⁵ et plus particulièrement à partir des années 1930 et 1940 selon nos données.

Néanmoins, les mentalités les amènent toujours à devoir se montrer rassurantes quant à leur investissement professionnel. Denise Merle, professeure de français au Lycée, annonce son mariage au directeur des Écoles en 1937. À la fin de sa lettre datée de 1937, elle ajoute ces quelques mots comme pour apaiser son interlocuteur : « Croyez, je vous prie, Monsieur le Directeur, que ceci n'entravera en rien mon activité professionnelle et que mon dévouement demeure tout acquis à la tâche que vous avez bien voulu me confier au Lycée de Bruxelles »²⁹⁶. Pourtant, tandis qu'elles sortent des schémas sociaux classiques, ces femmes mariées symbolisent auprès de leurs élèves de nouveaux modèles identitaires, ceux de femmes qui, bien qu'engagées dans la vie professionnelle, ne durent pas le faire au sacrifice de leur vie privée²⁹⁷.

Une exception vient toutefois entacher ce tableau d'évolution des mœurs, celle du cas des directrices pour qui la fonction semble les vouer au célibat. En effet,

²⁹³ JACQUES, Catherine, *Les féministes...*, *op. cit.*, p. 216.

²⁹⁴ Statut matrimonial :

Cohorte	1 ^{ère} Cohorte	2 ^{ème} Cohorte	3 ^{ème} Cohorte	Total
État civil				
Célibataires	14	9	2	25
Mariées	8	15	12	35
Divorcées	-	2	1	3
Veuves	-	-	1	1
Total (63)	22	26	16	64

²⁹⁵ GUBIN, Eliane, PIETTE, Valérie *et.al.*, *Emma...*, *op. cit.*, p. 139.

²⁹⁶ A.V.B., Instruction Publique, II, 1146/6, Dossier personnel de Denise, Bredael-Merle, lettre au directeur des écoles, 15 avril 1937.

²⁹⁷ GUBIN, Eliane, PIETTE, Valérie *et.al.*, *Emma...*, *op. cit.*, p. 139.

aucune des cinq directrices ayant été attachées au Lycée Émile Jacqmain entre 1922 et 1952 ne s'est mariée, ni même d'ailleurs celle qui leur succèdera en 1952. Ce cas particulier est également signalé dans les travaux de l'historienne Françoise Mayeur pour le cas de la France²⁹⁸.

D'ailleurs, lorsque le Lycée est transféré rue Philippe le Bon en 1927 et qu'il faut lui trouver sa première directrice exclusive²⁹⁹, l'échevin Émile Jacqmain proposera huit candidates au titre, dont seule une est mariée. Sans affirmer directement que son état matrimonial puisse être un obstacle à sa fonction de directrice, on peut lire ce commentaire de l'échevin : « C'est aussi une personne d'une rare distinction, mais dont la vie est fort retirée. Elle a épousé M. Vincent, l'un des conservateurs de notre Bibliothèque Royale. Elle travaille, me dit-on, beaucoup avec son mari, et est très peu en contact avec le public »³⁰⁰. La vocation presque missionnaire attachée à l'époque au poste de directrice semble réserver cette fonction prioritairement aux célibataires considérées comme plus disponibles que leurs consœurs mariées.

Mais qui ces enseignantes épousent-elles ? Il est possible de déterminer le métier de leurs époux pour 67% d'entre elles. Parfois l'information provient directement des dossiers au détour de la correspondance mais cela est relativement rare. Parfois, le prénom de l'époux est mentionné et à partir des adresses référencées dans les dossiers, il est possible de retrouver leurs traces au sein des almanachs de l'époque qui mentionnent régulièrement les professions des individus. Par ailleurs, les moteurs classiques de recherche permettent d'identifier les maris qui ont acquis une certaine reconnaissance sociale.

Par conséquent, contrairement aux pères, pour qui les professions coïncident avec leur début de carrière, il n'y a pas d'uniformité chronologique concernant les métiers des maris et les professions définies pour chacun d'eux se situent à des périodes variables de leurs carrières. En l'absence de données plus précises, le même code socio-professionnel que celui des pères leur a été appliqué³⁰¹.

²⁹⁸ MAYEUR, Françoise, *L'enseignement des jeunes filles...* *op. cit.*, p. 257.

²⁹⁹ Contrairement à ce qui avait été le cas lorsque celui-ci fut temporairement transféré dans les locaux du Cours d'Éducation B déjà sous la directive de Jeanne Barzin, ou lors de son déplacement dans ceux de l'École Normale dirigée par Eulalie Torrekens.

³⁰⁰ A.V.B., Instruction Publique, II, 1305/2, Dossier personnel d'Alice Scouvert, 25 juin 1927.

³⁰¹ Catégories sociales attribuées aux maris:

	Cohorte 1	Cohorte 2	Cohorte 3	Total
Catégorie 1	1	-	1	2 (8%)
Catégorie 2	4	6	4	14 (58%)
Catégorie 3	1	2	-	3 (13%)
Catégorie 4	-	3	2	5 (21%)
Total	6 (25%)	11 (46%)	7 (29%)	24 (100%)

Contrairement aux cas des pères, c'est la deuxième cohorte, celle des « classes moyennes supérieures », qui est la plus représentée (43,5%). Les résultats laissent apparaître une nette prépondérance pour les maris appartenant à la deuxième catégorie. Celle-ci comprend : deux médecins, quatre ingénieurs, quatre professeurs d'athénées, deux écrivains, un violoniste et un conservateur de la Bibliothèque Royale. La troisième catégorie, très peu représentée, comprend deux fonctionnaires et un architecte. La quatrième catégorie se compose de trois employés, d'un instituteur et d'un représentant commercial. Enfin la première catégorie comprend quant à elle, un député-bourgmestre de la commune d'Auderghem ainsi qu'un gouverneur de Province au Congo. Il ressort, par conséquent, que les enseignantes accèdent en moyenne à travers le mariage à un échelon plus élevé de la hiérarchie sociale. Ce phénomène est, par ailleurs, également observable pour le cas français, selon les résultats obtenus par Françoise Mayeur³⁰².

En outre, le corps professoral du Lycée est composé de deux types d'enseignantes : les professeures agrégées à l'enseignement moyen supérieur et les « professeurs spéciaux »³⁰³ chargés de cours tels que la musique, le dessin, l'éducation physique, les travaux d'économie domestique. Ces dernières, au nombre de seize (trois cohortes comprises), possèdent un grade inférieur à celui de professeure (au nombre de quarante-sept). Parmi les cinq professions classées dans la quatrième catégorie, trois sont associées aux maris de « professeurs spéciaux », tandis que les maris des deuxième et première catégories sont majoritairement ceux des femmes ayant le



Groupe de médecins dans les jardins de l'hôpital Saint-Pierre en juin 1908, au centre, Hélène Schoonjans qui épousera le docteur Spehl

³⁰² MAYEUR, Françoise, L'enseignement des jeunes filles... *op. cit.*, p. 259.

³⁰³ A.V.B., Instruction Publique, II, 2277, Ville de Bruxelles, Révision des traitements des membres du personnel enseignant, le 1^{er} janvier 1925.

titre de « professeur agrégé à l'enseignement moyen de type supérieur »³⁰⁴ c'est-à-dire ayant acquis un diplôme universitaire. Ce phénomène déjà étudié par les historiennes Éliane Gubin et Valérie Piette soulignent le fait que la plupart des femmes universitaires mariées ont épousé un homme exerçant soit la même profession, soit une autre profession de type intellectuel³⁰⁵.

Parmi elles, plusieurs enseignent effectivement des matières en lien avec les professions de leurs conjoints. Les professeures de mathématiques ont ainsi épousé des ingénieurs, celles de français des écrivains, celles de néerlandais des professeurs de néerlandais, etc. Comme l'a mentionné l'historienne Andrée Despy-Meyer dans son étude sur les femmes universitaires de l'entre-deux-guerres, cela laisse à penser que plusieurs professeures ont connu leurs futurs conjoints au cours de leurs études universitaires³⁰⁶. Le mariage ne semble donc pas avoir été incompatible avec la poursuite de leur carrière professionnelle³⁰⁷.

Le cas de Mariette Tondeur, professeure de langues appartenant à la deuxième cohorte, est représentatif de cette affirmation sur les femmes mariées au sein de leur métier. Fille d'un père instituteur et libre-penseur qui avait subi les pressions catholiques des « École Sans Dieu »³⁰⁸, elle entreprend des études de philologie germanique à l'U.L.B. dont elle sort diplômée en 1933. C'est en 1927, lors d'un thé dansant, qu'elle fait la rencontre d'Arthur Tondeur alors étudiant à l'École Polytechnique. À la fin de ses études, ils se marient et auront quatre enfants³⁰⁹. Dans une lettre adressée à un de ses amis, Arthur Tondeur raconte :

« (...) mon père était un fonctionnaire du ministère des Colonies, attaché à la direction des postes et communications. À ce titre, il avait été désigné comme représentant de l'État au conseil d'administration des Chemins de fer vicinaux du Congo. Usant (ou abusant) de son influence, il avait obtenu que cette société m'engage à son service, en qualité de dessinateur industriel. Elle était prête à m'envoyer comme ingénieur en Afrique, mais Mariette ne l'entendra pas de cette oreille. Proclamée entretemps docteur en Philologie Germanique, elle s'était vu

³⁰⁴ *Ibidem*

³⁰⁵ GUBIN, Eliane, PIETTE, Valérie *et al.*, Emma..., *op. cit.*, p. 138.

³⁰⁶ DESPY-MEYER, Andrée, L'entre-deux-guerres... *op. cit.*, p. 82.

³⁰⁷ Il eut été intéressant de connaître le nombre d'enfants de ces enseignantes mais les dossiers ont rarement repris cette information par conséquent intraitable.

³⁰⁸ GROOTAERS, Dominique (dir.), Histoire..., *op. cit.*, p. 136.

³⁰⁹ Maxime Tondeur, « Arthur Tondeur, témoin du XX^e siècle » [En Ligne] <https://rouges-flammes.blogspot.com/2014/05/arthur-tondeur-boma-1908-menton-1999.html> (Consulté le 20 juillet 2018).

proposer une charge de professeur au Lycée Émile Jacqmain de la Ville de Bruxelles, et entendait bien exercer son métier. En conséquence, j'ai été engagé en qualité de dessinateur industriel dans les bureaux bruxellois de Vicicongo³¹⁰ ».

Cet extrait montre bien la volonté de ces femmes nouvellement diplômées à exercer leur métier et ce y compris malgré l'intéressante opportunité de carrière du mari.

Outre l'état civil, une analyse de la répartition géographique des lieux de résidences des enseignantes du Lycée peut être révélatrice d'une certaine ascension sociale. En effet, l'examen des lieux de naissance permet de définir les communes de Bruxelles dont sont originaires ces femmes. Mais qu'en est-il de leur situation au sein de la Capitale, une fois devenues enseignantes au Lycée ? Une boîte du Fonds de l'Instruction Publique contenant des listes d'adresses des enseignantes pour la période de 1930 à 1941, conservée aux Archives de la Ville de Bruxelles, permet d'établir leur répartition géographique pour les années 1931 et 1941³¹¹.

D'après les données, la majorité des enseignantes de 1931 est installée du côté Est de l'axe Nord-Sud du canal Bruxelles-Charleroi et à l'intérieur de la deuxième couronne bruxelloise. Ces faubourgs situés à proximité du Pentagone possèdent un accès au centre de la Ville facilité par le développement des moyens de transport et la construction des grandes artères³¹². Les faubourgs de l'Est de la Capitale caractérisés par des espaces moins denses, des logements plus grands, un quartier verdoyant et calme offrent également une meilleure qualité de vie. Ces différents critères associés aux prix relativement attractifs des habitations, en font des lieux résidentiels particulièrement prisés par la bourgeoisie aisée en quête de bien-être³¹³. Parallèlement, certains faubourgs de l'Ouest du canal Bruxelles-Charleroi s'industrialisent, c'est le cas d'Anderlecht et dans une moindre mesure de Saint-Gilles et de Jette. Le coût avantageux du logement a également pu exercer un certain attrait auprès de quelques enseignantes.

³¹⁰ Lettre rédigée par Arthur Tondeur et adressée à son ami Jean Camion rencontré à l'université.

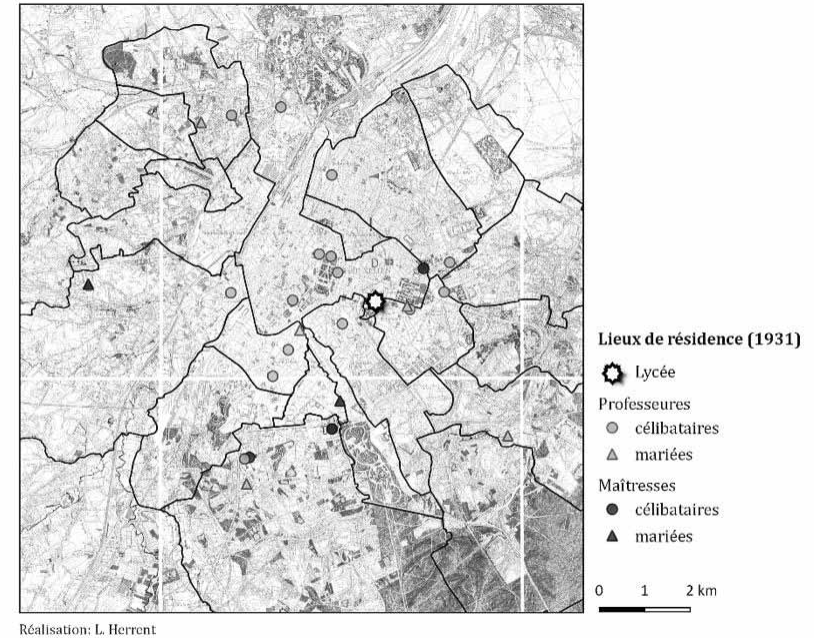
Retranscription de Maxime Tondeur, fils d'Arthur et de Mariette Tondeur.

[En Ligne] <https://rouges-flammes.blogspot.com/2014/05/arthur-tondeur-boma-1908-menton-1999.html> (Consulté le 20 juillet 2018).

³¹¹ A.V.B., Instruction Publique, II, 1405, Listes d'adresses du personnel enseignant de 1930 à 1941.

³¹² *Ibidem*, p. 98.

³¹³ *Ibidem*, p. 101.

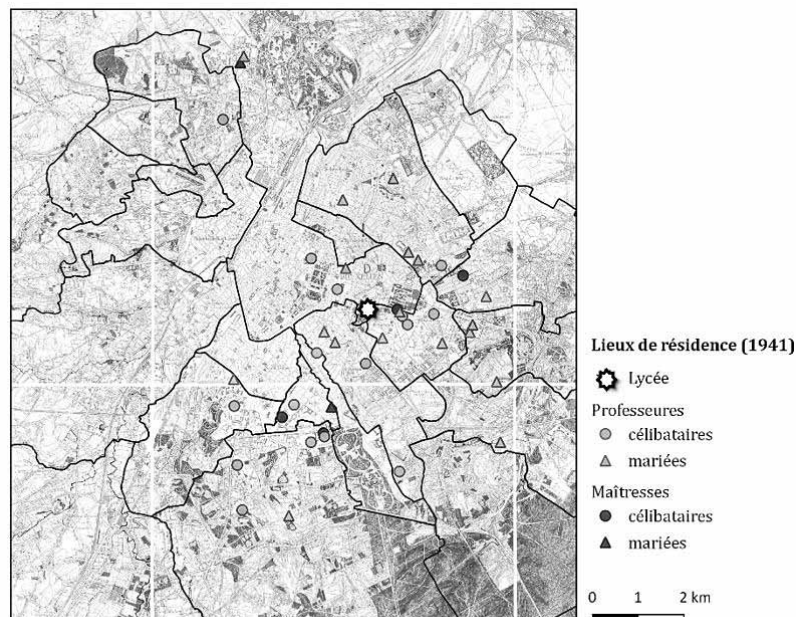


Réalisation: L. Herrert

L'analyse au niveau communal indique que la plupart des enseignantes résidaient à Bruxelles-Ville, Saint Gilles, Uccle ou Etterbeek. Si la plupart des enseignantes sont proches du parc Léopold où le Lycée vient d'être transféré, elles le sont davantage encore des autres institutions d'enseignement moyen de la Ville telles que les Cours d'Éducation A et B ainsi que l'École Normale d'Institutrices. En effet, la plupart d'entre elles ont été ou sont encore enseignantes dans ces écoles. De plus, le Lycée n'a pris résidence au cœur du quartier Léopold que depuis une année et à la suite d'une longue période de déménagements successifs. Il est donc peu vraisemblable que les enseignantes qui ont formé le premier corps professoral de l'Athénée de jeunes filles se soient déjà déplacées en conséquence.

On constate également que ce sont les femmes célibataires qui sont les plus proches de ces institutions et donc de leur lieu de travail. Les femmes mariées (à deux exceptions près) se sont installées de préférence dans les quartiers résidentiels de communes plus éloignées du centre-ville telles qu'Uccle, Ixelles, Auderghem, Jette ou Anderlecht. En 1941, les lieux de résidence des enseignantes entourent désormais plus spécifiquement le Lycée et non les autres institutions de la Ville comme l'indique la carte ci-dessous. Seules trois enseignantes résident encore à l'intérieur du Pentagone. Quant aux communes d'Anderlecht et de Saint-Gilles au passé plus industriel, elles sont totalement délaissées par le corps professoral. Parallèlement

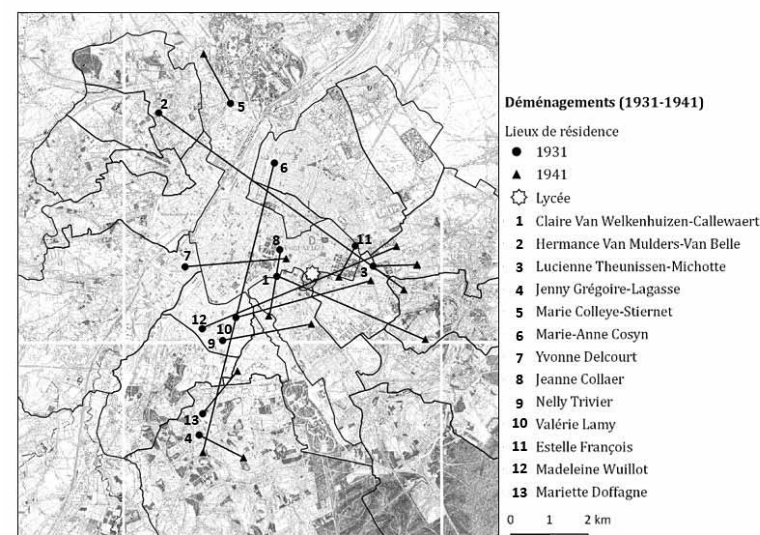
à cela, de nouvelles communes à caractère fortement résidentiel apparaissent telles que Woluwe-Saint-Lambert et Woluwe-Saint-Pierre. Parmi les communes les plus occupées par les enseignantes, on retrouve également les quartiers aisés d'Etterbeek, d'Ixelles, Schaerbeek (principalement au sud) et d'Uccle³¹⁴.



Réalisation: L. Herrent

Ce mouvement des enseignantes vers les faubourgs du Sud-Est de la Capitale est confirmé par l'analyse des déménagements entrepris par les enseignantes entre 1931 et 1941 (voir carte ci-dessous). Tout d'abord, l'absence d'anciennes résidences de 1931 sur cette carte laisse à penser que les professeures qui y résidaient ultérieurement ont été pensionnées. Leur présence située principalement à proximité des autres établissements de la Ville où elles enseignèrent s'explique d'autant mieux qu'elles étaient en fin de carrière.

Quant aux déplacements repris sur la carte, la plupart ont été entrepris au départ des communes anciennement industrielles, vers des communes plus résidentielles au standing plus élevé telles qu'Ixelles, Etterbeek ou les deux Woluwe. Celles-ci étaient également relativement proches du Lycée. En outre, ce changement de lieu pouvait aussi être mis en rapport avec le changement de statut civil des enseignantes. La plupart d'entre elles s'étant mariées entre 1931 et 1941, l'ajout d'un deuxième salaire a pu contribuer à leur déplacement vers les communes plus résidentielles de l'est de la Capitale.



Réalisation: L. Herrent

Par conséquent, nous pouvons affirmer que l'accès de ces femmes à l'enseignement leur a permis de gravir l'échelle sociale. En effet, si l'analyse de la catégorie sociale du père a permis d'identifier qu'elles étaient pour la plupart issues des classes moyennes basses et des classes moyennes, l'étude de leurs lieux de résidence, de leurs déménagements ainsi que de la catégorie sociale du mari a permis d'affirmer qu'elles appartenaient désormais pour la plupart à la classe moyenne de type aisé.

³¹⁴ *Ibidem*, p. 38.

Parcours académique et stratégies de recrutement

Comme dit précédemment, lors de sa création, le Lycée représente le niveau d'instruction secondaire le plus élevé, correspondant à l'enseignement moyen de degré supérieur. Par ailleurs, le corps professoral engagé au Lycée comprend deux types d'enseignantes: les professeures munies d'un diplôme universitaire conformément à l'article 48 de la loi du 24 avril 1890 sur la collation des grades académiques et les « maîtresses » ou « professeurs spéciaux » chargés de cours pratiques et munies de certificats spécifiques. Non détentrices de diplôme universitaire, ces dernières ont un grade inférieur à celui des autres professeures possédant le titre de « docteurs ». Pour mettre en place son enseignement d'élite, la Ville de Bruxelles attache une importance particulière au parcours académique et à la qualité de ces enseignantes qu'elle recrute.

Revenons, dans un premier temps, sur leurs parcours académique. Si les fiches personnelles des dossiers ne mentionnent que très rarement leurs études secondaires, il semble qu'elles sont plusieurs de la première cohorte à avoir été formées aux Cours d'Éducation. Malgré la section pré-universitaire de Gatti de Gamond, certaines lui préfèrent un cursus par étapes leur permettant de suivre leurs cours à l'université tout en enseignant comme institutrices ou comme régentes dans les écoles de la Ville. Cette observation déjà soulignée par Éliane Gubin et Valérie Piette se confirme à travers cette étude des parcours individuels³¹⁵.

Sur dix-sept dossiers dépouillés pour la première cohorte, douze (70%) font mention d'un diplôme d'institutrice primaire et/ou de régente de l'enseignement moyen de degré inférieur. La plupart ont obtenu leurs certificats d'institutrice à l'École Normale Communale agréée d'institutrices, née le 30 novembre 1878 de l'œuvre conjointe de l'*Association pour l'instruction des femmes* (fondée en 1872 par le sénateur Bischoffsheim) et de la Ville de Bruxelles. Son objectif est alors d'offrir une formation non-confessionnelle aux institutrices et de faciliter leur recrutement auprès de la Ville et des communes environnantes³¹⁶. Parmi les différentes professeures détentrices du certificat d'institutrice, seule une enseignante obtient son diplôme en dehors de Bruxelles, à l'École Normale d'Arlon.

Pour ce qui est du diplôme de régente, Isabelle Gatti de Gamond a créé en 1880 une section de régentes qui est cédée le 5 octobre 1881 à l'État³¹⁷. Huit professeures parmi les seize dossiers de la première cohorte sont diplômées de cette section

normale moyenne. Une seule obtient son certificat à l'École Normale moyenne de Liège fondée en 1879³¹⁸. Il faut souligner que seules les enseignantes de la première cohorte sont dotées de tels certificats. Parmi elles, quatre possèdent à la fois des diplômes d'institutrice et de régente.

À partir de 1919, une nouvelle section s'ouvre à l'U.L.B., celle de la pédagogie. Elle permet aux étudiantes de mettre leur diplôme universitaire à profit en devenant enseignantes dans le réseau secondaire à une période où les débouchés professionnels dans certains secteurs sont encore fermés aux femmes³¹⁹. Le professorat semble à ce titre considéré comme la voie royale pour les femmes en raison de ses horaires et des « qualités » dites féminines de la profession³²⁰. D'après notre étude, parmi les enseignantes universitaires des deuxième et troisième cohortes, toutes obtiennent l'agrégation directement à l'U.L.B. Par ailleurs, les liens entre l'U.L.B. et le Lycée sont fortement renforcés lorsque l'administration communale décide de confier l'inspection des cours généraux du Lycée aux professeurs de l'U.L.B.³²¹

Outre l'agrégation, c'est à l'U.L.B. que la grande majorité de ces professeures « docteurs » sont diplômées³²². Sur quarante dossiers étudiés, elles sont trente-neuf à y avoir obtenu leurs grades ; une seule parmi elles (qui appartient à la troisième cohorte) obtient son diplôme à l'Université de Liège. Ce n'est donc pas un hasard si les élèves désignent leur propre établissement comme étant « l'antichambre de l'U.L.B. »³²³. Deux raisons expliquent cette expression. Tout d'abord, l'U.L.B. est la première université du pays à accueillir en 1880 des étudiantes dans ses amphithéâtres ; elle sera suivie un an plus tard par l'Université de Liège et deux ans après par celle de Gand. L'Université Catholique de Louvain n'ouvrira ses portes aux étudiantes qu'en 1920, soit quarante ans plus tard³²⁴. En outre, c'est surtout un

³¹⁸ VAN SANTBERGEN, René, « Les enseignements gardien, primaire, moyen et normal (XIXe et XXe siècle), Survol wallon de figures, d'idées de faits et de tendances », in LEJEUNE, Rita (et al.), La Wallonie. Le Pays et les Hommes. Lettres-Arts-Culture, Tome IV, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1981, p. 285-296, p. 288.

³¹⁹ DESPY-MEYER, Andrée et DEVRIESE, Didier, Paul Héger, ... *op. cit.*, p. 77.

³²⁰ *Ibidem*

³²¹ A.L.E.J., Discours prononcés à la Célébration du vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Lycée Émile Jacqmain 1948, p. 23.

³²² Celles qui ont passé leurs études sous le régime de la loi de 1890 détiennent automatiquement le titre de docteur, sans pour autant avoir passé une thèse de doctorat comme nous l'entendons aujourd'hui. Despy-Meyer, Andrée, « L'entre-deux-guerres... *op. cit.*, p. 82.

³²³ Témoignage de Jacqueline Leroy, ancienne élève du Lycée Émile Jacqmain, 20 juin 2018.

³²⁴ GUBIN, Eliane, PIETTE, Valérie *et al.*, Emma..., *op. cit.*, p. 126.

³¹⁵ GUBIN, Eliane, PIETTE, Valérie *et al.*, Emma..., *op. cit.*, p. 72.

³¹⁶ VAN LOOCKE, Agnès, École Normale... *op. cit.*, p. 12-17.

³¹⁷ GUBIN, Eliane, PIETTE, Valérie *et al.*, Emma..., *op. cit.*, p. 44.

choix délibéré des autorités communales de la Ville: « avec un soin jaloux, nous avons fait choix de professeurs sortant tous de notre alma mater »³²⁵.

Quant aux « professeurs spéciaux », elles sont formées dans d'autres types d'institutions davantage spécialisées dans leur domaine d'enseignement, telles que l'Académie des Beaux-Arts pour les professeures de musique ou de dessin, la section normale moyenne de l'École Professionnelle et Ménagère Couvreur pour les professeures d'économie domestique, l'Institut Supérieur de Commerce d'Anvers pour une professeure de commerce, etc.

Une véritable communauté de doctrine unit l'Université de Bruxelles, la Ville, l'école d'Isabelle Gatti de Gamond et le Lycée Émile Jacqmain³²⁶. De sorte qu'un des premiers critères de sélection est l'engagement et l'ancienneté des postulantes au sein des écoles de la Ville et ce plus particulièrement pour celles de la première cohorte. L'enseignement d'Isabelle Gatti de Gamond ayant conduit à la notoriété de l'enseignement féminin bruxellois, le fait d'avoir enseigné dans un de ses Cours d'Éducation est perçu comme un gage de qualité.

Lorsque l'échevin Émile Jacqmain doit constituer le corps professoral du Lycée, il demande effectivement aux directrices des Cours d'Éducation de lui envoyer la liste de leurs enseignantes et de préciser leurs grades³²⁷. De plus, la centralisation des trois sections pré-universitaires qui étaient jusqu'alors annexées aux Cours d'Éducation de la Ville en une seule section, libère des professeures. Les universitaires possédant le grade légal sont réorientées vers le jeune Athénée. Quant aux autres enseignantes ayant un grade légal incomplet, elles restent attachées à la section pré-universitaire qui a été centralisée auprès de l'Athénée³²⁸. D'ailleurs les six premières enseignantes de 1922 sont toutes sélectionnées parmi celles des Cours d'Éducation A, B ou C portant le titre de « docteur »³²⁹.

Le Lycée exerce effectivement un certain attrait auprès des enseignantes des Cours d'Éducation car outre le prestige de la nouvelle institution, les émoluments y sont plus élevés que dans les écoles moyennes de degré inférieur. Avant même la création du Lycée, Victor Devogel annonçait que « les professeurs passeront au lycée

parce qu'ils seront attirés par un barème plus avantageux »³³⁰. En effet, d'après les différents traitements du personnel enseignant masculin et féminin attaché aux écoles de la Ville de Bruxelles, le salaire d'une professeure munie d'un diplôme universitaire après un an en fonction est presque équivalent à celui d'une régente dans les écoles moyennes de la Ville après vingt-trois ans de carrière (14 150 Fr)³³¹.

Outre l'ancienneté en tant qu'enseignante, leur origine scolaire est également un critère de sélection. Même si les fiches personnelles des dossiers ne mentionnent que très rarement leurs études secondaires, il semble qu'elles sont plusieurs de la première cohorte à avoir été élèves aux Cours d'Éducation. Cette tradition se perpétue avec la création du Lycée et parmi les premières « jacquinettes » qui terminent leurs études universitaires, certaines reviennent y enseigner. Dans son rapport d'Inspection pour l'année scolaire 1941-1942, l'Inspecteur de l'enseignement moyen écrit à propos du personnel du Lycée que « tous les professeurs sont sélectionnés parmi les anciennes élèves de l'établissement, sorties de l'U.L.B. »³³². C'est le cas de plusieurs élèves de la photographie p.110, revenues y enseigner après leurs études.

³³⁰ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 6 : procès-verbaux, le 12 juin 1918.

³³¹ Traitements du personnel enseignant attaché aux écoles de la Ville de Bruxelles en 1925 .

Années de service	Régent(e)s des écoles moyennes	Professeur(e)s munis d'un diplôme universitaire	« Professeurs spéciaux »	Directeur/ Directrice École moyenne
1 an	7.925 Fr	14.100 Fr	10.125 Fr	14.650 Fr + indemnités logement, feu et lumière (3.182 Fr)
26 ans	14.650 Fr	19.125 Fr	16.650 Fr	17,175 Fr + idem

A.V.B., Instruction Publique, II, 2277, Révision des traitements des membres du personnel enseignant et des agents au service des écoles, 1^{er} janvier 1925.

³³² A.V.B., Instruction Publique, II, 1240/7, Dossier personnel de Jeanne Kessler, 28 février 1942.

³²⁵ A.V.B., Instruction Publique, II, 1305/2, Dossier personnel d'Alice Scouart, 25 juin 1927. Les liens avec l'institution universitaire avaient déjà été resserrés avec Isabelle Gatti de Gamond qui avait déjà fait appel à des professeurs de l'U.L.B. pour sa section de régentes et sa section universitaire.

³²⁶ GUBIN, Eliane, PIETTE, Valérie *et.al.*, Emma..., *op. cit.*, p. 47.

³²⁷ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 11 : Demandes d'emplois au Lycée.

³²⁸ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 4 : Décision de principe, le 28 juillet 1924.

³²⁹ *Ibidem*, 6 octobre 1922.



Classe de rhétorique, rue des Capucins (1926-1927)³³³:

Elisabeth Zimmer, dernière rangée et deuxième en partant de la gauche :

Mariette Richald dernière rangée et quatrième en partant de la gauche et

Marguerite Lefèbvre, première rangée à droite. Elles deviendront respectivement professeures de dessin, de langues germaniques et de latin-grec.

Un autre critère de recrutement est le niveau des grades académiques obtenus. L'entrée en fonction à l'Athénée de jeunes filles durant les premières années de sa création est marquée par une concurrence importante entre les postulantes. Seules les meilleures candidates sont sélectionnées. Le cas de Léa Devignon est éloquent à ce sujet. Le 14 juillet 1923, elle postule pour enseigner les mathématiques à l'Athénée de jeunes filles, elle vient juste de terminer son premier doctorat en sciences physiques et mathématiques à l'U.L.B. Il ne lui reste qu'une thèse à présenter pour obtenir officiellement le grade de « docteur ». Par ailleurs, elle possède déjà les diplômes d'institutrice et de régente. Cela fait effectivement six ans qu'elle enseigne dans les écoles de la Ville dont le Cours d'Éducation C. Sans réponse de l'administration communale, elle repostule en 1924, cette fois-ci munie de son doctorat pour lequel elle a obtenu la mention « distinction ». Malheureusement pour elle, l'Athénée possède déjà deux docteurs en mathématiques et physiques dont l'horaire doit d'abord être complété³³⁴.

³³³ Archive du Lycée Émile Jacqmain, Classe de rhétorique, rue des Capucins, 1926-27.

³³⁴ A.V.B., Instruction Publique, II, 1189/8, Dossier personnel de Léa Devignon.

Lorsqu'elle apprend en 1926, que le poste vacant de physique a été offert à une autre enseignante, elle s'adresse à l'échevin en ces termes: « Je me permettrais également de faire remarquer à Monsieur l'Échevin que Monsieur le Directeur des Écoles a toujours assuré qu'il donnerait d'abord des situations aux femmes docteurs attachées aux élèves de la ville. Or, je suis la seule doctoresse encore en fonction dans les écoles primaires. On m'a offert, en juillet dernier une situation au lycée d'Ixelles; j'ai refusé, comptant obtenir les cours de physique et chimie ou de mathématiques à Bruxelles. Mais, si je me vois dépassée par une jeune fille non en fonction à la ville, je puis alors attendre encore indéfiniment une situation de professeur »³³⁵. Ces quelques mots portent sans doute leurs fruits puisque l'année suivante Léa Devignon est engagée à l'Athénée de jeunes filles.

Elle a à peine le temps de s'y installer que deux ans plus tard, elle est détachée du Lycée et obtient un horaire complet à la section pré-universitaire. En 1931, regrettant cette situation, elle demande à l'échevin de bien vouloir lui octroyer quelques heures au Lycée. Celui-ci demande alors conseil à la directrice du Lycée, Alice Scouart. Parmi les arguments que celle-ci évoque, elle rappelle que « les trois professeurs de mathématiques du Lycée, ont fait d'excellentes, voire même de brillantes études universitaires (grande distinction, ou plus grande distinction) ce qui fait d'elles des professeurs de qualité que je désire garder »³³⁶. Ainsi, le grade de Léa Devignon (distinction) est considéré comme insuffisant au regard de celles qui, bien que plus jeunes et moins expérimentées, ont obtenu des grades supérieurs. Léa Devignon ne revient jamais enseigner au Lycée Émile Jacqmain, mais poursuit sa carrière auprès du Lycée Dachsbeck (ancien Cours d'Éducation B) où elle enseignera jusqu'à sa retraite.

Ainsi, les professeures sélectionnées pour enseigner au Lycée Émile Jacqmain sont parmi celles qui ont obtenu les meilleurs grades à l'Université. Selon une étude réalisée en 1950 par Claire Leplae, docteure en sciences politiques et sociales, auprès des femmes diplômées de l'Université de Louvain, la plupart des jeunes diplômées trouvent un emploi sans trop de difficultés parce qu'elles se dirigent vers l'enseignement ou parce qu'elles acceptent une profession que refusent les hommes à diplôme égal³³⁷.

Enfin, sans être le critère le plus prépondérant, les lettres de recommandations envoyées pour appuyer les nominations des professeures postulant au Lycée ont également une certaine influence. Prenons le cas de Valérie Lamy. Diplômée en 1913

³³⁵ *Ibidem*, 15 septembre 1926.

³³⁶ *Ibidem*, 14 septembre 1931.

³³⁷ JACQUES, Catherine, *Les féministes... op. cit.*, p. 244.

de l'École Normale Émile André, elle commence à enseigner aux écoles de la Ville en 1914. Parallèlement, elle mène des études à l'U.L.B. afin d'obtenir le titre de docteur en histoire. Lorsque le Lycée s'ouvre en 1922, elle enseigne déjà aux Cours d'Éducation A et B et bien qu'elle ne soit pas encore diplômée, elle postule auprès de l'établissement³³⁸. Parmi les lettres de recommandation, figure celle de l'échevin Maurice Lemonnier. Ce dernier a notamment remplacé le bourgmestre Adolphe Max lorsque qu'il était fait prisonnier en Allemagne durant la Première Guerre mondiale. Il explique dans sa lettre qu'il a « bien connu sa mère » avant d'ajouter « vous seriez bien aimable de réserver à cette requête une attention toute particulière »³³⁹.

Sa lettre restée sans suite, Maurice Lemonnier renvoie deux ans plus tard une missive à son collègue Émile Jacqmain dans laquelle il fait part de la situation de sa protégée : « Elle a sept années de service à la Ville de Bruxelles et il paraît qu'on lui a préféré d'autres personnes, qui n'avaient que le diplôme de docteur, qui n'étaient pas des institutrices de la Ville de Bruxelles et qui avaient moins d'années de service »³⁴⁰. Trois jours plus tard, Émile Jacqmain lui répond. Il signale qu'il a nommé Melle Lamy à sa section pré-universitaire faute de place vacante et que, si elle souhaite particulièrement entrer au Lycée, son diplôme incitera l'échevin « tout naturellement à examiner ses titres lorsque le professeur plus ancien qu'elle aura un horaire complet »³⁴¹. Valérie Lamy a obtenu une « grande distinction » pour son doctorat, grâce à ce grade et à l'influence de son réseau, elle est nommée au Lycée l'année suivante³⁴².

Du fait de l'exigence des autorités de la Ville dans leurs critères de sélection, les élèves du Lycée Émile Jacqmain bénéficient d'un enseignement de grande qualité. Celui-ci est délivré par un corps professoral composé d'intellectuelles d'élite ayant obtenu les meilleurs grades à l'Université de Bruxelles. Il est probable que si elles étaient nées hommes, elles se seraient davantage destinées à d'autres carrières que l'enseignement, comme par exemple les professions libérales plus valorisées au sein de la société mais alors monopole de la gent masculine.

³³⁸ A.V.B., Instruction Publique, II, 1245/21, Dossier personnel Valérie Lamy.

³³⁹ *Ibidem*, 14 juin 1922.

³⁴⁰ *Ibidem*, 22 octobre 1924.

³⁴¹ *Ibidem*, 25 octobre 1924.

³⁴² *Ibidem*, 18 octobre 1922.

Un professorat d'élite



Le corps professoral, rue Philippe Lebon, 1929³⁴³ :

À partir de la première rangée en partant de la gauche : Valérie Lamy, Germaine Hannevert, Alice Scouvar, Germaine Crab épouse Van Loey, Jeanne Kessler. Au centre, à la dernière rangée, Léontine Baudewyns épouse Van Buggenhoudt

Si posséder de l'ancienneté dans les établissements de la Ville, un grade élevé et des lettres de recommandation permettent d'entrer au Lycée, cela ne suffit néanmoins pas pour y obtenir une place définitive. Contrairement aux autres Lycées³⁴⁴, le Lycée Émile Jacqmain ne possède pas de section préparatoire à son établissement, par conséquent, son recrutement repose particulièrement sur la réputation qu'il s'est construite. Ainsi, le corps professoral doit être un milieu d'élite, un lieu moral qui inspire à la fois l'excellence et un modèle de conduite³⁴⁵. À travers les parcours de certaines enseignantes, nous verrons comment ce corps d'élite se constitua.

³⁴³ A.L.E.J., photographie du corps professoral, 1929.

³⁴⁴ GROOTAERS, Dominique (dir.), Histoire..., *op. cit.*, p. 89. et A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 2 : Diverses documentations, Circulaire du lycée d'Ixelles, année 1926-1927.

³⁴⁵ A.V.B., Instruction Publique, II, 342, Farde 3 : Programmes, Programme de morale, 6a.

Pour qu'un ensemble de professeuses forme un véritable « corps », il faut qu'il ait à sa tête une directrice capable de le soutenir et de le hisser. Ancienne professeure possédant une connaissance concrète des réalités auxquelles est confronté son professorat, la directrice a pour rôle de former son équipe, de l'intégrer et de vérifier qu'elle s'adapte aux valeurs de l'établissement. Elle a également une fonction d'intermédiaire entre les élèves, les parents, les responsables politiques et ses professeures. À ce titre, la directrice assume un devoir de relations publiques et veille à soigner l'image de son établissement. Les différentes préfètes qui se sont succédées au Lycée entre 1922 et 1952 ont chacune joué un rôle dans l'affirmation de cette jeune institution.

À sa création en octobre 1922, l'Athénée de jeunes filles est placé sous l'aile de la directrice du Cours d'Éducation B, Jeanne Barzin. Cette dernière vient seulement d'entrer en fonction depuis trois ans, succédant à Augustine de Rothmaler. Certains événements amènent néanmoins les autorités de la Ville à déplacer, en 1924, l'Institution auprès d'Eulalie Torrekens, directrice de l'École Normale Émile André. Le transfert de l'établissement auprès de celle-ci doit être gage d'une meilleure atmosphère pour les élèves, car contrairement à Jeanne Barzin, son établissement ne craint aucune concurrence du Lycée³⁴⁶. En faisant le choix des deux directrices pour diriger la jeune institution, les autorités de la Ville souhaitent positionner le Lycée dans la continuité de l'enseignement féminin bruxellois et ainsi le faire bénéficier d'une reconnaissance déjà établie.

En 1927, le Lycée est complet. Les autorités communales prennent la double décision de le transférer dans un bâtiment propre (rue Philippe le Bon) et de lui octroyer une directrice autonome. Émile Jacqmain demande, dans une lettre envoyée au Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, Maurice Vauthier, son avis sur « les valeurs »³⁴⁷ des trois enseignantes qu'il a sélectionnées parmi les docteurs diplômées de l'U.L.B. Sa seule préoccupation est alors d'identifier « la femme qui mènera notre Athénée vers la gloire »³⁴⁸. Parmi elles, il prise particulièrement Alice Scouart, docteur en sciences physiques et mathématiques qui a obtenu un prix et une bourse de voyage au concours universitaire de 1912 et qui enseigne déjà au Lycée³⁴⁹. C'est elle que l'échevin choisit même s'il regrette son « peu de grâce féminine »³⁵⁰.

³⁴⁶ Voir Chapitre II.

³⁴⁷ A.V.B., Instruction Publique, II, 1305/2, Dossier personnel d'Alice Scouart, 25 juin 1927.

³⁴⁸ *Ibidem*

³⁴⁹ A.L.E.J., Discours prononcés à la Cérémonie officielle d'inauguration le 31 mai 1931, p. 20.

³⁵⁰ A.V.B., Instruction Publique, II, 1305/2, Dossier personnel d'Alice Scouart, 25 juin 1927.

Si les premières années de sa nomination aux fonctions de directrice sont fructueuses, la maladie qui l'atteint dès 1930 et qui l'emportera définitivement en 1932, ne lui permet plus de mener à bien son travail. C'est à Berthe Van Volsem, enseignante d'histoire au Lycée, qu'est confiée la direction provisoire de l'établissement. Cependant, en 1932, elle succède à Eulalie Torrekens et devient la nouvelle directrice de l'École Normale Émile André³⁵¹. Parallèlement, la maladie d'Alice Scouart ne lui permet pas, comme l'échevin l'avait tant espéré, de donner à l'établissement le prestige qu'il souhaite lui voir atteindre. De nouvelles élections doivent avoir lieu pour désigner la nouvelle préfète de l'établissement. C'est Jeanne Kessler³⁵², docteur en philosophie et lettres qui est désignée pour la rentrée de 1933. Surnommée la « Grande Dame »³⁵³, c'est elle qui donnera au Lycée l'impulsion qui portera sa réputation. Lors de la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Lycée, en 1948, l'échevin de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Robert Catteau, fait part dans son discours de son admiration pour la préfète et de la place qu'elle a pris au sein du Lycée :

« Je ne songe pas à diminuer la part qui est revenue successivement à M^{lle} Barzin, à M^{lle} Torrekens, à M^{lle} Scouart, à M^{lle} Van Volsem, dans la réussite d'une œuvre commune à laquelle elles apportèrent chacune la contribution personnelle de leur talent et de leur dévouement. Leurs noms sont associés au succès du Lycée, à un succès qu'elles ont préparé, auquel elles ont coopéré avec clairvoyance. Mais ce n'est point leur faire offense de constater qu'il était réservé à M^{lle} Kessler de donner au Lycée Émile Jacqmain, sous sa direction fervente, une vie intense, un éclat et un rayonnement qui s'accroissent d'année en année. Elle a fait de l'école qu'elle dirige un véritable modèle.(...) C'est pourquoi je n'ai pas tardé à adresser l'hommage de notre admiration et de notre gratitude à celle qui est l'âme de cette maison (...) qui est aussi l'esprit du Lycée, l'esprit qui le conduit, la flamme qui l'éclaire »³⁵⁴.



³⁵¹ A.L.E.J., Discours prononcés à la Célébration du vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Lycée Émile Jacqmain 1948, p. 21.

³⁵² *Ibidem*, Photographie de la préfète Jeanne Kessler, 1948.

³⁵³ *Ibidem*, Article d'Alain Gerard, « La « Grande Dame » du parc Léopold », 1997.

³⁵⁴ A.L.E.J., Discours prononcés à la Célébration du vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Lycée Émile Jacqmain 1948, p. 10-11.

Des femmes ? Oui, mais des féministes !

Germaine Hannevart (1887-1977) figure phare du féminisme belge, fera d'ailleurs du Lycée Émile Jacqmain un foyer de militance efficace pour toutes les causes qu'elle plaide³⁵⁵. Ancienne élève des Cours d'Éducation, puis régente au sein de ces mêmes cours en 1907, elle devient professeure de biologie au Lycée en 1931 après avoir obtenu son doctorat en Sciences avec la plus grande distinction à l'U.L.B³⁵⁶. Membre du Conseil général à la Ligue de l'Enseignement, et passionnée de pédagogie, elle est adepte des méthodes actives et s'efforce d'éveiller l'intérêt de ses élèves en faisant des liens entre ses cours et le contexte social de la vie quotidienne³⁵⁷. Professeure mais aussi militante féministe engagée, elle est une des membres fondatrices de la *Fédération belge des femmes universitaires* (F.B.F.U.), première association regroupant des diplômées universitaires³⁵⁸, dont elle est trésorière en 1922, vice-présidente en 1924 et enfin présidente entre 1932 et 1952.

Cette association est née en 1921 de l'influence de l'association anglo-saxonne *International Federation of University Women* (I.F.U.W.) et à laquelle elle s'affilie officiellement en 1922. La F.B.F.U. rejoint ainsi d'autres pays tels que les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada, la France, l'Espagne et les Pays-Bas au sein de l'organisation internationale. Ces femmes universitaires se sont regroupées au lendemain de la première guerre mondiale, « en tant que femmes instruites et cultivées dans une société encore très fortement androcentrique, qui n'admet que difficilement leur accès aux professions libérales, encore plus difficilement leur affirmation dans la vie publique »³⁵⁹. L'association devient un groupe de pression défendant le droit au travail des femmes, leur accès aux professions libérales ainsi que l'amélioration de l'enseignement des filles³⁶⁰.

Cette volonté d'émancipation des femmes par l'instruction les amène à militer pour développer et réformer l'enseignement moyen féminin de type supérieur. Pour rappel, il faudra attendre la loi du 12 juillet 1934 pour que le Gouvernement crée des athénées de jeunes filles « là où le besoin s'en fait sentir »³⁶¹ au même titre que les athénées de garçons³⁶². En outre, la filiale internationale (I.F.U.W.) met en place un système de bourses d'étude réservé aux femmes afin de favoriser les échanges internationaux entre diplômées et dont plusieurs futures enseignantes du Lycée bénéficieront. C'est le cas par exemple, de Claire Préaux (1932-1933), d'Élisabeth Zimmer (1932-1933) ou de Lucienne Blanjean (1934-1935)³⁶³.

Véritables pépinières d'intellectuelles et de femmes engagées, la Fédération connaît une augmentation constante de ses membres de 1921 à 1950³⁶⁴. Parmi les quarante-sept enseignantes du Lycée portant le titre de professeures (trois cohortes comprises), une seule n'adhérera pas à la F.B.F.U.³⁶⁵ En décembre 1923, sur les quatre vice-présidentes de l'association, trois sont enseignantes (ou futures enseignantes) au Lycée³⁶⁶. Cela souligne le poids de cette association auprès du professorat du Lycée ainsi que l'aura de sa présidente, Germaine Hannevart, auprès de ses collègues. Composée exclusivement de femmes, la Fédération se présente d'emblée comme une organisation féministe et apolitique pour la défense des droits des femmes, en général et ceux des femmes universitaires, en particulier. Se qualifiant elles-mêmes de « travailleuses intellectuelles »³⁶⁷, les dirigeantes de la Fédération réagiront vivement dans les années 1930 lorsque le travail féminin devient la cible de mesures discriminatoires.

La crise économique des années 1930 qui provoque une explosion du chômage a eu tendance à freiner l'émancipation des femmes perçue comme concurrente illégitime au regard de la gent masculine. En 1934, la proposition de la loi du sénateur catholique Rutten visant à limiter le travail des femmes mariées est un exemple de cette aversion. Elle a notamment inspiré une circulaire ministérielle du 5 février 1935 interdisant toute activité rémunérée au conjoint d'un fonctionnaire ou d'un agent de l'État; or, celle-ci menace directement les enseignants et enseignantes du

³⁵⁵ « Hannevart, Germaine », in GUBIN, Eliane et PIETTE Valérie (dirs.), *Dictionnaire des femmes belges : XIX^e et XX^e siècles*, Bruxelles, Éditions Racine, 2006, p. 307-309.

³⁵⁶ Fonction qu'elle assura jusqu'à sa pension en 1948.

³⁵⁷ *Histoire de la Fédération belge du Droit humain, Des origines à la guerre de 1940-1945*, Tome I, Éditions du Droit Humain, 1978, p. 168.

³⁵⁸ GUBIN, E., « Associations de diplômées universitaires » in GUBIN, E. et JACQUES, C. (dirs.), *Encyclopédie d'histoire des femmes, Belgique, XIX^e-XX^e siècles*, Bruxelles, Éditions Racine, 2018, p. 50-54.

³⁵⁹ DI TILLIO, V., « La Fédération belge des Femmes universitaires : Naissance et essor (1921-1940) » in *Sextant*, n°9, 1998, p. 83-114, p. 83.

³⁶⁰ JACQUES, C., « Féminisme, 1918-1940 » in GUBIN, E. et JACQUES, C. (dirs.), *Encyclopédie d'histoire*, Bruxelles, Éditions Racine, 2018, p. 212-217.

³⁶¹ « Loi du 12 juillet 1934 concernant le nombre des établissements d'enseignement moyen de l'État (Moniteur belge 4 août 1934) », *Pasinomie*, 1934, Tome III, p. 219.

³⁶² DI TILLIO, V., « La Fédération... *op. cit.*, p. 106-108

³⁶³ C.A.R.H.I.F., AP/B0032, *Bulletins de la Fédération Belge des Femmes Universitaires*, 1932 à 1935.

³⁶⁴ GUBIN, E., « Associations des... *op. cit.*, p. 50-54.

³⁶⁵ Centre d'Archives pour l'Histoire des femmes et du mouvement féminin (C.A.R.H.I.F.), AP/B0032, *Bulletins de la Fédération Belge des Femmes Universitaires*, 1921 à 1955.

³⁶⁶ *Ibidem*. Il s'agit d'Alice Scouart, Hélène Spehl-Schoonjans et Germaine Hannevart.

³⁶⁷ DI TILLIO, V., *La Fédération... op. cit.*, p. 102.

réseau officiel³⁶⁸. La Fédération composée de nombreuses universitaires qui ont choisi la voie de l'enseignement, proteste vivement contre cette législation. Elles se regroupent particulièrement au cours de ces années durant lesquelles les femmes ont à craindre pour leur emploi et pour leur salaire³⁶⁹. La grande majorité des professeuses du Lycée (69%) y ont d'ailleurs adhéré durant cette période troublée.

C'est également face à ce contexte de mesures économiques hostiles au travail féminin qu'est créé en 1929 le *Groupe belge de la Porte Ouverte* (G.B.P.O.) affilié à l'*Open Door International* (O.D.I.). Cette association, elle aussi, apolitique regroupe des femmes qui revendiquent l'émancipation économique de la travailleuse et l'égalité de traitements et de droits sans distinction de sexe. Après la Seconde Guerre mondiale et suite au décès de sa fondatrice, Louise De Crane-Van Duuren, Germaine Hannevart en devient également présidente et redynamise le groupement. Le G.B.P.O. demeure à la pointe du combat féministe dans le domaine social et politique et s'attaque à toutes les discriminations qui touchent les travailleuses. On peut notamment citer ses combats contre les discriminations à l'embauche ou aux promotions dans la fonction publique, pour l'allocation de la mère au foyer, contre le frein exercé face à l'accès des femmes dans certaines



Réunion de l'*Open Door International*
Germaine Hannevart est troisième en partant de la gauche

filiales et son soutien aux grévistes de la FN Herstal et aux hôtes de l'air de la Sabena³⁷⁰. Parmi les enseignantes du Lycée, vingt et une (33%) adhèrent au G.B.P.O.³⁷¹ Dix-neuf rejoignent l'association entre 1945 et 1946 sous la présidence de Germaine Hannevart³⁷².

Parallèlement à leurs revendications féministes, la lutte pour le maintien de la paix constitue lui aussi un des principaux objectifs de ces associations militantes des années 1930. Les féministes belges comprennent rapidement le danger que représente la montée des régimes fascistes pour l'émancipation des femmes et pour les libertés individuelles. Elles s'investissent dès lors activement dans la lutte contre les régimes autoritaires en informant régulièrement leurs membres de la situation politique des régimes fascistes et en se mobilisant fortement en faveur de l'Espagne Républicaine³⁷³. En 1934, une *Conférence Mondiales des Femmes contre la Guerre et le Fascisme* est organisée à Paris par le mouvement pacifiste et antifasciste « Amsterdam-Pleyel ». Ce dernier est lancé dans le cadre de la politique frontiste de l'*Internationale communiste* visant, non sans contradictions, à rassembler la classe ouvrière et les classes moyennes, les femmes et les intellectuels. Suite à cette conférence organisée à Paris, est formé le *Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme* (C.M.F.)³⁷⁴.

Constituée en 1934, la section belge du C.M.F. forme entre 1934 et 1940, un brassage de militantes engagées. L'œuvre du CMF est impressionnante et multiple : organisation de l'accueil des réfugiés d'Allemagne, de grands camps internationaux antifascistes, des animations pour les enfants issus des quartiers populaires, d'une campagne contre la mise à mort par les nazis de l'étudiante et communiste allemande, Liselotte Hermann, participation à la constitution de la section belge du *Rassemblement universel pour la paix* et surtout entre 1936 et 1939, engagement inlassable dans l'aide à l'Espagne ainsi qu'à l'accueil et à l'hébergement des enfants espagnols réfugiés. Issu en grande partie de la bourgeoisie intellectuelle laïque de gauche, le mouvement se compose de médecins, d'infirmières et d'auxiliaires sociales, d'employées, et surtout d'enseignantes. Le réseau de la Ville de

³⁶⁸ JACQUES, C., *Les féministes...*, op. cit., p. 203.

³⁶⁹ DI TILLIO, V., « La Fédération... » op. cit., p. 104-106.

³⁷⁰ JACQUES, C., « Groupe belge de la porte ouverte », in GUBIN, E. et JACQUES, C. (dirs.), *Encyclopédie d'histoire des femmes, Belgique, XIX^e-XX^e siècles*, Bruxelles, Editions Racine, 2018, p. 264-266.

³⁷¹ Archives du C.A.R.H.I.F., Groupe belge de la Porte Ouverte, PO 240-245.

³⁷² DEVOS, A., « Défendre le travail féminin/ Le Groupe belge de la Porte Ouverte, 1930-1940 », in *Sextant*, n°5, Métiers, pp. 91-116, p. 97-98. Les enseignantes ont sans doute appartenu à d'autres mouvements féministes non étudié ici. Il serait donc intéressant d'approfondir la recherche en ce sens.

³⁷³ JACQUES, C., *Féminisme, 1918-1940...* op. cit., p. 212-217.

³⁷⁴ GOTOVITCH, José, « Femmes pour la paix une "nébuleuse" laïque », in *Cahiers Marxistes ? Être de gauche et maçon ?*, Février-mars 1994, n°193, p. 29-38.

Bruxelles alimente particulièrement le C.M.F. autour de la forte personnalité de Germaine Hannevart qui fait du Lycée Émile Jacqmain un milieu privilégié de rayonnement³⁷⁵.

Dans les années 1930, certains milieux maçonniques sont également fortement engagés en faveur de la Paix, c'est le cas de l'ordre maçonnique mixte et international du Droit Humain. Créé à Paris en 1893 par la française Maria Deraismes, cet ordre mixte répond à la demande des femmes du XIX^e siècle d'être initiées à la franc-maçonnerie dans un souci d'égalité des êtres humains mais également par anticléricalisme³⁷⁶. Isabelle Gatti de Gamond en est la première femme belge initiée en 1903. En Belgique, la question de l'admission des femmes en maçonnerie fait débat, peu d'hommes au Grand-Orient et à la Grande Loge estiment que les femmes sont aptes à l'initiation maçonnique. Le rapport du Grand Orient de janvier 1911 sur le projet de création d'une loge d'adoption à Bruxelles est éloquent à ce sujet : « la femme, en général, n'a pas l'esprit philosophique, elle est rebelle de sentiment de l'égalité, donc, pas préparée aux enseignements de la Franc-maçonnerie »³⁷⁷. Malgré l'attitude du Grand Orient et de la majorité des loges belges, ce sont des Frères de la loge des *Amis Philanthropes*, attachée au Grand Orient de Belgique, qui collaborent, le 22 février 1911, à la création du premier Atelier (dit 45) du Droit Humain en Belgique³⁷⁸. Il faudra cependant attendre le 25 avril 1928 pour que la *Fédération belge du Droit Humain* soit officiellement reconnue comme obédience maçonnique mixte³⁷⁹.

Parmi les enseignantes du Lycée, plusieurs seront initiées à de la *Fédération belge du Droit Humain*. Toutes cohortes étudiées comprises, elles sont 2,2 % de professeuses³⁸⁰ à appartenir à l'obédience, mais si l'on prend en compte que les deux premières cohortes, ce chiffre monte à 26%, dont 18% y adhèrent avant la Seconde Guerre mondiale. La plupart d'entre elles appartiennent à la Loge n°45 dite *Égalité Émile Lefèvre*. C'est le cas de Germaine Hannevart, initiée au *Droit Humain* le 5 mai 1927 et qui y jouera un rôle prépondérant en tant que membre du Convent national et « Vénérable Maître » de son atelier de 1936 à 1939 au cours duquel elle aborde de nombreuses thématiques féministes sur les conditions de la femme mais également la question de la Paix³⁸¹. Cette dernière thématique a été rapidement

évoquée au *Droit Humain*, le fait que la première action de la Fédération, au lendemain de sa création en 1928, a été d'organiser une manifestation internationale pour la Paix en témoigne³⁸². Ces événements internationaux vont mobiliser les forces des maçons qui cherchent un levier d'action à l'extérieur des Loges. À presque chaque tenue, Germaine Hannevart prend la parole pour un appel en faveur de la liberté ou de la tolérance menacées³⁸³ :

« Portons dans le monde profane cette discipline de la liberté. Respect à la liberté d'autrui ! Sévérité pour soi-même ! Notre exemple fera des adeptes. C'est là le travail social, humanitaire de la Franc-Maçonnerie. Agir sur le monde profane par l'action individuelle et totalement libre de ses adeptes, par exemple des vertus maçonniques que même sans expressément le vouloir, chacun de nous manifeste, où qu'il soit, autour de lui. »³⁸⁴

L'adhésion de plusieurs sœurs du *Droit Humain* au C.M.F., dont celle de Germaine Hannevart, découle de cette volonté de réaliser leurs aspirations politico-humanitaires au sein du monde profane³⁸⁵. Et si tous ne participent pas régulièrement au CMF, plusieurs maçons acceptent de soutenir financièrement les actions entreprises par le CMF, certains collaborent également aux activités du Comité en y donnant des conférences, en apportant leur participation artistique ou en se chargeant de l'organisation de fêtes³⁸⁶.

À la fin des années 1930, plusieurs membres du C.M.F. et du *Droit Humain*, dont Germaine Hannevart, entreprennent des voyages en U.R.S.S. Ces derniers reflètent également l'importance de la pénétration des idées communistes, du marxisme et du rayonnement de l'URSS auprès de la bourgeoisie intellectuelle et laïque des années 1930. Cette fascination pour l'expérience soviétique est palpable et se concrétise en 1935 et 1936 par l'envoi de deux délégation du C.M.F. en URSS, qui rendent compte à leur retour de la situation de la femme et de l'enfant soviétiques. Cependant, qu'elle découle ou non de la participation au C.M.F., l'adhésion au communisme d'enseignantes ne va pas sans poser de graves problèmes professionnels. La fonction publique largement socialiste ne tolère pas les communistes de sorte que la section « enseignement » du Parti Communiste d'avant-guerre est

³⁷⁵ *Ibidem* et GOTOVITCH, J., *Du rouge au tricolore, Les Communistes belges de 1939 à 1944, Un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique*, Bruxelles, CArCoB, 2018, p. 34

³⁷⁶ Histoire de la Fédération... *op. cit.*, p. 23-28.

³⁷⁷ *Ibidem*, p. 43.

³⁷⁸ *Ibidem*, p. 48.

³⁷⁹ *Ibidem*, p. 76.

³⁸⁰ Maîtresses de cours spéciaux non comprises.

³⁸¹ « Hannevart, Germaine »... *op. cit.*, p. 307-309.

³⁸² Histoire de la Fédération... *op. cit.*, p. 78.

³⁸³ *Ibidem*, p. 169.

³⁸⁴ *Ibidem*, p. 270.

³⁸⁵ GOTOVITCH, J., *Du rouge au tricolore, ... op. cit.*, p. 34. GOTOVITCH, J., *Du communisme et des communistes en Belgique, Approches critiques*, Bruxelles, Aden, p. 297. GOTOVITCH, J., *Femmes pour la paix, ... op. cit.*, p. 29-38.

³⁸⁶ Histoire de la Fédération... *op. cit.*, p. 185.

constituée essentiellement de « sous-marins » adhérant clandestinement au P.C.³⁸⁷ C'est le cas d'Yvonne Delcourt, professeure de chimie au Lycée Émile Jacqmain et à l'École Normale Émile André qui adhère clandestinement au P.C. au retour d'un à un voyage en U.R.S.S. auquel elle participe en 1934 et dont elle revient enthousiaste. Militant publiquement au C.M.F., elle assure la responsabilité du journal de l'association *Femmes dans l'action mondial* ou « *Femmes* » qu'elle diffuse abondamment³⁸⁸ : « (...) moi vous me voyez partout pour vendre des journaux. À l'école, toutes mes collègues, elles avaient le journal *Femmes*. »³⁸⁹



Revue
« Femmes
dans l'action
mondiale »,
Numéro spécial
Élections
législatives,
24 mai 1936.

Cet engagement de la part des enseignantes ne plait pourtant pas à tous. Dans un article anonyme intitulé le « Lycée “rouge” pour jeunes filles » publié en 1936 dans le journal *La Libre Belgique*, le rédacteur critique l'absence de neutralité de l'enseignement dispensé au Lycée. Il dénonce notamment la présence de cette revue *Femmes* publiée par le C.M.F. et qui selon lui est trop largement diffusée par les enseignantes auprès des classes supérieures. Les articles traitent de considérations contre la guerre, des victimes du fascisme, critiquent Léon Degrelle et Rex, invitent à la libération des soldats, vantent les bienfaits des bains de soleil et font « l'apologie de certaines grèves : on y voit toutes les femmes les poings levés »³⁹⁰.

³⁸⁷ GOTOVITCH, J., Du rouge au... *op. cit.*, p. 34-36.

³⁸⁸ Histoire de la Fédération... *op. cit.*, p. 356-357.

³⁸⁹ CeGesoma, CEGES AA2268/144, *Retranscription de l'entretien entre Yvonne Delcourt et José Gotovitch*, le 2 février 1979, p. 4.

³⁹⁰ K.B.R., « Lycée « rouge » pour jeunes filles », in *La Libre Belgique*, le 5 août 1936, p. 2.

Selon l'auteur, ce sont là les preuves que l'enseignement donné au Lycée est tendancieux et imprégné de l'idéologie communiste. Il dénonce « les envoûtements lents et progressifs que produisent certaines théories ou certains travaux cachés dont les jeunes filles elles-mêmes ne soupçonnent pas immédiatement le mal. Tout cela s'adresse au sentimentalisme où se complaît tant la jeune fille. Elle crânera facilement en adhérant au « front populaire » (...) »³⁹¹. Ces propos loin d'être infondés n'empêchèrent pas pour autant ces enseignantes réunies autour de la forte personnalité de Germaine Hannevert, de continuer à sensibiliser leurs élèves sur les diverses causes de leur époque, dont elles discutèrent très certainement lors des réunions de leurs associations communes ou au sein des Loges.



Corps
professoral,
Cérémonie du
Ving-cinquième
anniversaire
du Lycée Émile
Jacqmain,
Mars 1948.³⁹²

Résistance en temps de guerre

Divers témoignages d'élèves attestent d'ailleurs l'attrait que ces enseignantes engagées exercèrent sur elles. La période qui symbolise le mieux cet aspect est sans conteste celle de la Seconde guerre durant laquelle leurs convictions pacifistes se ravivent et les poussent à lutter contre l'oppression. Le 10 mai 1940, la Belgique est envahie et placée sous une administration militaire. Les enseignantes reçoivent un carnet de mobilisation leur rappelant qu'elles n'ont pas le droit de quitter leur poste, ni le territoire. Pourtant, certaines, notamment celles qui ont connu la Première Guerre, partent en exode dès le début de la déclaration de guerre.

³⁹¹ *Ibidem*

³⁹² A.L.E.J., Photographie : Corps professoral, Cérémonie du Ving-cinquième anniversaire du Lycée Émile Jacqmain, Mars 1948.

C'est le cas de la préfète Jeanne Kessler, originaire d'Arlon, qui avait fait de l'espionnage durant la Première Guerre et préfère quitter le pays selon les recommandations de l'époque. Elle reprend ensuite ses fonctions sous l'occupation allemande comme plusieurs autres professeures³⁹³. De plus, deux ans après l'invasion, l'échevin de l'Instruction publique, Robert Catteau, est écarté de ses fonctions et interné à la citadelle de Huy³⁹⁴. Malgré les autres difficultés auxquelles le Lycée doit faire face comme le manque de chauffage, les alertes, les déménagements dans d'autres locaux, etc., le programme normal des études est maintenu jusqu'à la libération, y compris lorsque le Lycée doit être abandonné en 1944, pour occuper les locaux de l'Athénée Robert Catteau³⁹⁵. Les enseignantes du Lycée ont pour volonté de faire de leur établissement « une oasis, un refuge incomparable » où leurs élèves « peuvent échapper aux soucis, trop lourds pour leur âge, qui hantaient tous les foyers »³⁹⁶. Ainsi, les « délassements scolaires »³⁹⁷ tels que les excursions géographiques et biologiques, les visites de musées et d'instituts scientifiques, les randonnées à bicyclette pendant les vacances sont organisés jusqu'à Pâques 1944.



Excursion scolaire en 1943 ³⁹⁸

³⁹³ Archives de la Fédération Auschwitz (A.F.A.), Fonds des témoignages audio-visuels des A.F.A., YA/FA/086, Interview de Paule Mévisse, Bruxelles, 4 octobre 1995, 4h36.

³⁹⁴ A.L.E.J., Lettre de Robert Catteau le 4 mars 1942.

³⁹⁵ *Ibidem*, Allocution de Madame Odette de Wynter, ancienne élève de la 18^{ème} promotion, prononcée à l'Hôtel de Ville le 28 février 1973, à l'occasion du 50^{ème} anniversaire du Lycée E. Jacqmain.

³⁹⁶ *Ibidem*, Discours prononcés à la Célébration du 25^{ème} anniversaire de la fondation du Lycée Émile Jacqmain 1948, p. 25.

³⁹⁷ *Ibidem*

³⁹⁸ A.L.E.J., Photographie d'une excursion scolaire en 1943.

Jeanne Collaer, professeure de diction, continue à monter des pièces de théâtre, tandis que M^{mes} Zimmer, Mévisse et Van Mulders suivent son exemple et présentent avec leurs élèves des spectacles en anglais et en néerlandais³⁹⁹. Ci-dessous, une photographie représentant les élèves travesties pour jouer la pièce « Œdipe Roi » de Sophocle, montée en 1942 par Marie-Anne Cosyn, professeur de latin-grec.



La pièce « Œdipe Roi » de Sophocle montée en 1942 par Marie-Anne Cosyn ⁴⁰⁰

Les élèves de quatrième année ont même le privilège d'avoir des cours de cuisine qui jouissent d'un franc succès pendant la guerre. Estelle François, professeure de cuisine, « réussit ce prodige : préparer de "vrais repas" dont la renommée grandissait en fonction des difficultés à vaincre »⁴⁰¹. Une cantine scolaire est organisée tandis que des repas sont distribués aux élèves ayant un domicile trop éloigné. Enfin,

³⁹⁹ *Ibidem*, p. 26.

⁴⁰⁰ A.L.E.J., Photographie de la pièce « Œdipe Roi » de Sophocle montée en 1942 par Marie-Anne Cosyn.

⁴⁰¹ *Ibidem*, Discours prononcés à la Célébration du vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Lycée Émile Jacqmain 1948, p. 25-26.

pour la fête de la Saint-Nicolas, les professeures des cours d'éducation domestique (couture, cuisine, etc.) se réunissent afin d'organiser une distribution de vêtements et de friandises réalisée par les élèves pour les enfants nécessiteux ⁴⁰².



Élèves lors de la Saint Nicolas (ca. 1940-1945) ⁴⁰³

Le cours de chant d'Alice Barthélémy marque lui aussi plus d'une élève: « elle avait compris que son rôle dépassait celui de professeur de musique : elle avait la merveilleuse possibilité de permettre à toutes ces adolescentes de donner libre cours à leur exaltation patriotique et à leur esprit de résistance » ⁴⁰⁴. Tandis qu'elle regroupe les jeunes filles autour du piano de la salle de fête, professeure et élèves entonnent, fenêtres grandes ouvertes, l'hymne national, le *God save the queen* et tous les chants anglais de leur répertoire afin qu'ils résonnent jusqu'à l'Institut Eastman alors transformé en lazaret. Elles espèrent ainsi reconforter les prisonniers et en particulier, le Britannique prénommé « Jimmy » dont la mâchoire a été endommagée. Ce soldat anglais « symbolisait à leurs yeux toute la résistance des alliés et tout l'espoir que nous mettions en eux » ⁴⁰⁵, dit Jeanne Kessler dans son discours en 1948.

⁴⁰² *Ibidem*

⁴⁰³ A.L.E.J., Photographie d'une Saint-Nicolas d'élèves (ca. 1940-1945).

⁴⁰⁴ *Ibidem*, Discours prononcés à la Célébration du vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Lycée Émile Jacqmain 1948, p. 26.

⁴⁰⁵ *Ibidem*



Élèves du Lycée posant
en compagnie du soldat « Jimmy », 1944 ⁴⁰⁶

À cette époque, les hôpitaux comptent de nombreux de mutilés de guerre et, manquant d'infirmières, font appel aux volontaires. Parmi eux se trouvent les lycéennes du Parc Léopold. Une élève, Odette de Wynter ⁴⁰⁷, témoigne de ce souvenir : « Toujours désireuses de nous rendre utiles, nous nous y rendions, accompagnées de M^{lle} Blanjean, pour y accomplir de petites tâches à notre mesure et apporter quelque réconfort aux blessés » ⁴⁰⁸. En outre, à Noël 1944, la ville d'Houffalize, située dans la Province du Luxembourg, est détruite lors de l'offensive. Alors, « dans toutes les classes, l'on tricote avec ardeur des carrés de laine, de toutes les couleurs avec

⁴⁰⁶ A.L.E.J., Photographie d'élèves posant en compagnie du soldat « Jimmy », 1944.

⁴⁰⁷ Odette de Wynter, ancienne élève du Lycée Émile Jacqmain, fut par ailleurs la première femme notaire de Belgique. Voir: « De Wynter, Odette », in GUBIN, *Eliane et PIETTE Valérie (dirs.), Dictionnaire des femmes belges : XIX^e et XX^e siècles*, Bruxelles, Éditions Racine, 2006, p. 204-205.

⁴⁰⁸ *Ibidem*, Allocution de Madame Odette de Wynter, ancienne élève de la 18^{ème} promotion, prononcée à l'Hôtel de Ville le 28 février 1973, à l'occasion du 50^{ème} anniversaire du Lycée É. Jacqmain.

tous les restants de laine. Il y avait tellement de couvertures qu'elles couvraient toute la balustrade en pierre du perron de l'école »⁴⁰⁹, ce dont témoigne la photographie ci-dessous.



*Élèves présentant les couvertures tricotées qui seront envoyées à la Ville d'Houffalize, 1944*⁴¹⁰

À la libération, les 114 élèves du Lycée décident d'envoyer une lettre au Premier ministre du Royaume-Uni, Winston Churchill, pour le remercier au nom de la Belgique pour l'aide apportée par les Anglais face à l'invasion des forces allemandes au cours de la Seconde Guerre mondiale. S'adressant directement au Premier ministre, elles lui écrivent :

« En écoutant votre voix au cours de ces dernières années difficiles, lorsque nous avons entendu votre message de foi et votre volonté de combattre, nous avons senti grandir en nous l'esprit de résistance. (...) L'enthousiasme que vous avez manifesté chez vos enfants belges est encore frais, alors nous voulons que vous le

*regardiez et que vous entendiez nos acclamations. (...) Par conséquent, vous devez venir en Belgique. Notre invitation est une goutte d'eau dans l'océan. Mais nous l'oublions volontiers, en imaginant seulement que vous répondrez à notre appel, car notre reconnaissance doit être exprimée et entendue. Comme « avoir la foi c'est avoir des ailes » nous croyons que vous viendrez, pour notre plus grande joie et notre plus grand bonheur. C'est pourquoi nous vous attendons en Belgique »*⁴¹¹.

Contre toute attente, Winston Churchill répond positivement à cette invitation. La cérémonie en son honneur se déroule dans la salle gothique de l'Hôtel de Ville en novembre 1945. Les élèves récitent des textes choisis parmi ceux que le premier ministre citait volontiers pendant la guerre tels que les poèmes de Kipling, d'Arthur Hugh Clough et chantent en son honneur le célèbre chant anglais *The end of the road* d'Harry Lauder. Ce dernier l'avait composé lorsqu'il apprit la mort de son fils tué au front en 1917. Ce texte était régulièrement chanté durant la Première Guerre mondiale dans les camps militaires ainsi que dans les hôpitaux⁴¹².

Selon l'échevin Robert Catteau, la prestation plut au Premier ministre : « j'étais assis derrière Winston Churchill. Je me penchai vers notre hôte illustre pour lui demander si les chants qui étaient exécutés avaient son agrément. Le visage souriant, les yeux embués de larmes, il me répondit simplement : *delightful* »⁴¹³. L'ambassadeur anglais adresse également une lettre au Lycée le 21 novembre 1945 pour lui signifier que le premier ministre fut particulièrement touché par cette attention⁴¹⁴.

Les professeures veillent ainsi sous diverses formes à poursuivre leur enseignement et à impliquer leurs élèves dans leur société afin qu'elles découvrent « l'exaltation de la générosité qui comble d'abord ceux qui la pratiquent »⁴¹⁵. Selon Odette De Wynter, « l'esprit de résistance existait aussi à notre mesure, dans cet îlot de paix et d'études qu'était le Lycée. Nous avions une impression de sécurité totale »⁴¹⁶. Toutefois, malgré leur volonté de conserver dans l'enceinte du Lycée, leur enthousiasme et leur optimisme, professeures et élèves furent également marquées par des événements tragiques. Durant l'occupation, les autorités allemandes

⁴¹¹ Traduction à partir des A.L.E.J., Lettre à Winston Churchill, 19 octobre 1945. Voir annexe p. 124.

⁴¹² A.L.E.J., Programme des textes récités en l'honneur du Premier ministre Winston Churchill.

⁴¹³ Discours prononcés à la Célébration du 25^{ème} anniversaire de la fondation du Lycée Émile Jacqmain 1948, p. 15.

⁴¹⁴ A.L.E.J., British Embassy Brussels, 21 novembre 1945.

⁴¹⁵ Discours prononcés à la Célébration du vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Lycée Émile Jacqmain 1948, p. 27.

⁴¹⁶ *Ibidem*, Allocution de Madame Odette de Wynter, ancienne élève de la 18^{ème} promotion, prononcée à l'Hôtel de Ville le 28 février 1973, à l'occasion du 50^{ème} anniversaire du Lycée É. Jacqmain.

⁴⁰⁹ *Ibidem*

⁴¹⁰ A.L.E.J., Photographie des élèves présentant les couvertures qui seront envoyées à la Ville d'Houffalize, 1944.

adoptèrent des lois antisémites et forcèrent les juifs à porter l'étoile jaune. Odette De Wynter, se remémore ce tragique événement :

« Rumeur, les juifs doivent porter une étoile... Y aurait-il donc chez nous des jeunes filles différentes les unes des autres ? Les Allemands disent oui – nous ne le croyons pas, mais malgré les démarches de Mademoiselle Kessler, certaines ont dû mettre une étoile jaune sur leur manteau ; heureusement pendant la journée, l'uniforme bleu ciel cachait cette infamie »⁴¹⁷.



Parmi les enseignantes, Madeleine Level, épouse Sulzberger, est d'origine juive. En 1941, elle est démise de ses fonctions par l'occupant et contrainte de porter l'étoile de David. Selon l'ordonnance du 28 octobre 1940 relative aux fonctions et activités exercées par les Juifs, il est interdit à toute personne juive d'occuper des fonctions publiques, d'être membre d'un corps enseignant et les Juifs doivent cesser leurs fonctions avant le 31 décembre 1940⁴¹⁸. Professeure de langues anciennes, Madeleine Level continue à donner cours malgré sa démission forcée : « alors, tous les 8 jours, le jeudi après-midi, une quinzaine d'élèves se rendaient chez elle pour revoir la matière enseignée par sa remplaçante (M^{lle} Brackx) et obtenir des explications complémentaires »⁴¹⁹.

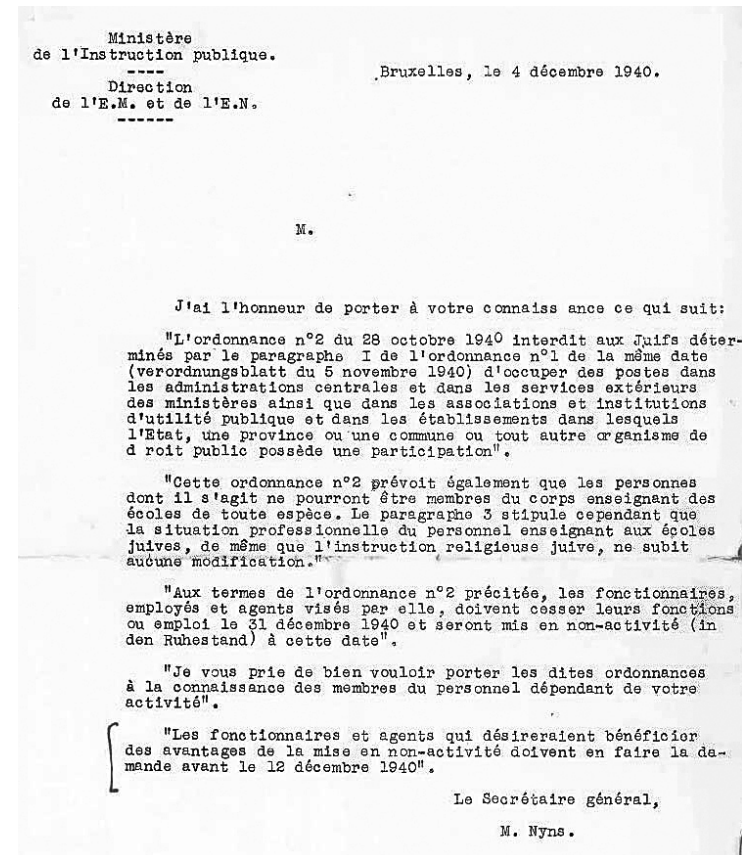
Mais l'enseignante est dénoncée puis arrêtée par la Gestapo avec son mari et sa belle-mère. Elle est internée à la caserne Dossin à Malines jusqu'au 31 juillet 1944, date à laquelle elle est déportée vers Auschwitz d'où elle ne reviendra jamais. Au moment de la sélection, elle est placée dans la file de ceux qui sont considérés « aptes au travail ». Mais elle change de file afin de rejoindre sa mère âgée, Esther Lederman. Sur les 563 déportés du 26^{ème} convoi dont elle fait partie, 186 survivront. La perte de cette professeure marqua fortement l'histoire du Lycée⁴²⁰.

⁴¹⁷ *Ibidem*

⁴¹⁸ A.L.E.J., Ordonnance du 28 octobre 1940 relative aux fonctions et activités exercées par les Juifs, Ordre de service n°1979.

⁴¹⁹ *Ibidem*, Le Lycée touché dans son corps professoral, témoignage de Denise Brasseur, ancienne élève et ancienne enseignante du Lycée, le 4 janvier 2016.

⁴²⁰ *Ibidem*, Discours de Denise Peeters-Brasseur, 8 mars 2018.



Directive concernant le personnel enseignant d'origine juive, décembre 1940⁴²¹

Ce n'est pourtant pas le seul drame que connut le corps professoral du lycée puisque le 23 juillet 1943, une autre enseignante, Paule Mévisse, est elle aussi arrêtée par les soldats allemands pour avoir fait de la résistance. Son père, un ingénieur laïque et franc-maçon, avait souhaité qu'elle fasse des études normales et l'inscrit à l'Athénée de jeunes filles de Bruxelles. Après ses études secondaires, elle entre à l'U.L.B. dont elle sort diplômée docteur en philologie germanique en 1934. Elle revient alors enseigner les langues germaniques dans son ancien lycée⁴²².

⁴²¹ *Ibidem*, Directive concernant le personnel enseignant juif, 4 décembre 1940.

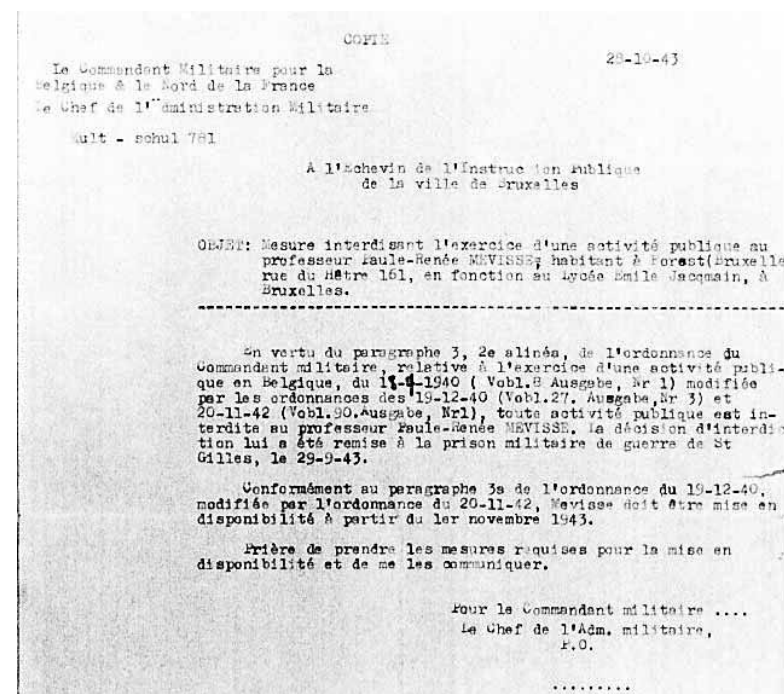
⁴²² Archives de la Fédération Auschwitz (A.F.A.), Fonds des témoignages audio-visuels des A.F.A., YA/FA/086, Dossier biographique de Paule Mévisse.

Bien que n'ayant jamais adhéré officiellement au Parti communiste, elle en est sympathisante et fréquente des amis communistes. Elle justifiera ce choix de ne pas se faire membre du Parti par son désir de rester libre, de garder un esprit critique et de sa peur de l'embrigadement⁴²³. En 1941, c'est par le biais d'une amie enseignant également au Lycée et engagée auprès du Parti Communiste Belge, qu'elle entre en contact avec les Partisans armés. Ceux-ci appartiennent au mouvement belge de résistance issu de la mouvance communiste, l'*Armée belge des partisans*. Elle devient alors active dans la résistance à l'insu de sa famille, tout en continuant d'enseigner⁴²⁴.

Elle considère effectivement qu'elle avait un rôle important à jouer vis-à-vis de ses élèves : « Pendant la guerre, c'était une époque où on avait vraiment l'impression d'apporter quelque chose aux enfants en leur faisant apprendre »⁴²⁵. Malgré l'interdiction d'enseigner des textes d'auteurs juifs, elle fait lire à ses élèves des poèmes de l'écrivain allemand Heinrich Heine. Elle dit à propos du Lycée : « Nous étions une école où il n'y avait quasiment pas de gens qui étaient pour les Allemands, nous étions très motivées belges et anti-allemands »⁴²⁶. Selon son témoignage, plusieurs de ses collègues cachèrent des enfants juifs. Elle en cache également, ainsi que des communistes, puis dans un second temps des Partisans armés recherchés à qui elle procure de faux papiers. Pour le commandant national des Partisans, Joseph Leemans, elle transporte des sommes d'argent, de faux timbres de rationnement et lui sert de secrétaire et d'éclaireuse. Elle prête également son appartement situé avenue Jupiter pour de nombreuses réunions des chefs du mouvement⁴²⁷.

Un jour en rentrant au Lycée, la préfète Jeanne Kessler la fait appeler pour lui signaler que sa voisine a vu la Gestapo fouiller son appartement et qu'elle est recherchée. Elle passe alors dans la clandestinité, quitte son logement et cesse d'enseigner. Elle est finalement arrêtée le 23 juillet 1943, en même temps qu'un grand nombre de partisans et de dirigeants communistes, événement dont le Parti ne se remettra pas. D'abord emprisonnée trois mois dans la prison de Saint-Gilles, elle est démise de ses fonctions d'enseignante par l'occupant comme en atteste le document ci-après⁴²⁸. Un jour en rentrant au Lycée, la préfète Jeanne Kessler la fait appeler pour lui signaler que sa voisine a vu la Gestapo fouiller son appartement et qu'elle est recherchée. Elle passe alors dans la clandestinité, quitte son logement et cesse d'enseigner. Elle est finalement arrêtée le 23 juillet 1943, en même temps

qu'un grand nombre de partisans et de dirigeants communistes, événement dont le Parti ne se remettra pas. D'abord emprisonnée trois mois dans la prison de Saint-Gilles, elle est démise de ses fonctions d'enseignante par l'occupant comme en atteste le document ci-après⁴²⁸.



*Paule Mévisse est démise de ses fonctions d'enseignante
le 29 octobre 1943*⁴²⁹

Elle est ensuite déportée en octobre 1943 vers l'Allemagne en tant que détenue *Nacht und Nebel*, vouée à disparaître. Elle passe par différentes prisons à Essen, Mesum et Kreuzburg jusqu'à son procès en 1944 où elle est condamnée à deux ans de prison. Elle passe ensuite par les prisons de Gross-Strehlitz, Oppeln et enfin Dassau d'où elle parvient à s'échapper en compagnie d'une autre détenue à la suite du bombardement qui détruit sa prison en mars 1945. Ensemble, elles traversent une partie de l'Allemagne à pied, se faisant passer pour des réfugiées grâce à sa

⁴²³ *Ibidem*, Interview de Paule Mévisse, Bruxelles, 4 octobre 1995, 4h36.

⁴²⁴ *Ibidem*, Dossier biographique de Paule Mévisse.

⁴²⁵ *Ibidem*, Interview de Paule Mévisse, Bruxelles, 4 octobre 1995, 4h36.

⁴²⁶ *Ibidem*

⁴²⁷ *Ibidem*, Dossier biographique de Paule Mévisse.

⁴²⁸ *Ibidem*

⁴²⁹ *Ibidem*

connaissance de l'allemand et vivent de mendicité. Leur route finit par croiser à Breda celles des soldats américains à Pâques 1945. Paul Mévisse leur sert d'interprète durant deux mois avant de revenir en Belgique à la fin du mois de juin 1945⁴³⁰.

À son retour au Lycée, elle est accueillie en héroïne par l'ensemble des élèves et des professeurs comme en témoignent ces souvenirs d'Hélène Tranchant qui succède en 1952 à Jeanne Kessler comme préfète du Lycée et d'Odette De Wynter (ci-après).



*Le retour de Paule Mévisse au Lycée en 1945*⁴³¹

⁴³⁰ *Ibidem*

⁴³¹ *Ibidem*, Photographies du retour de Paule Mévisse au Lycée en 1945.



« Une autre figure, un être d'élite, d'une qualité morale exceptionnelle émerge de tout ce que l'on pourrait dire et écrire sur l'histoire du lycée. Celles qui furent élèves en 1945 n'ont certainement pas oublié ce qui fut sans doute le plus grand jour vécu après la Libération et peut-être même le plus beau jour de toute la vie de notre école : celui du retour de Paule Mévisse (...). C'est par un bel après-midi de mai tout ensoleillé que des fenêtres d'où l'on guettait son arrivée, on la vit descendre du tram 5, toute simple, toute naturelle, comme si rien d'extraordinaire ne s'était jamais passé. Aussitôt, ce fut la ruée, professeurs et élèves dévalant la grande allée pour aller l'accueillir à la grille. On l'embrassait, on pleurait, on riait et ainsi, les bras chargés de fleurs, de roses surtout, elle fut littéralement soulevée, portée à travers les couloirs jusqu'au premier étage où elle reçut l'accueil que vous devinez. Le temps a fui irréversiblement, mais l'image de ces heures reste vivace dans les mémoires et dans les cœurs. C'était la fin des épreuves, c'était, à travers les larmes, l'allégresse, le Bonheur fou de retrouvailles longtemps attendues. Dans la douce brise printanière, il flottait comme le souffle irrésistible d'un moment privilégié ». * Une ancienne élève dira : « là, cela fut pour nous la fin de la guerre. Nous étions toutes ensemble. » **

* A.L.E.J., Article de la postscolaire sur Paule Mévisse rédigé par Hélène Tranchant, 1985.

** *Ibidem*, Allocation de Madame Odette de Winter, ancienne élève de la 18^{ème} promotion, prononcée à l'Hôtel de Ville le 28 février 1973, à l'occasion du 50^{ème} anniversaire du Lycée Émile Jacqmain.

Cet intérêt pour les idéaux communistes est partagé par plusieurs enseignantes du Lycée et se manifestent comme nous l'avons vu entre autre par leur engagement auprès du C.M.F.. La fonction publique ne tolérant pas les communistes, les enseignantes font souvent le choix d'y entrer clandestinement. C'est le cas d'Yvonne Delcourt⁴³². Née le 2 juin 1901, Yvonne Delcourt est professeure de chimie et

⁴³² GOTOVITCH, J., *Du rouge au...* op. cit., p. 589.

physique au Lycée ainsi qu'à l'École Normale Émile André. En 1934, elle entreprend un premier voyage en U.R.S.S. dont elle revient enthousiaste :

« (...) Je n'étais d'aucun parti. J'étais de gauche d'idée évidemment. Surtout que je suis athée, alors j'étais vraiment libre. Et je rêvais d'aller en Russie. J'ai vu sur une annonce à l'Université (U.L.B.) où j'avais écouté une conférence, qu'un voyage était organisé en Russie pour les étudiants. Je me suis dit : 'Oh, alors je sais y aller'. J'y suis allée. Revenue ici, une de mes collègues du lycée avait été alors elle en Russie, mais clandestinement. Son mari étant communiste, elle ne voulait pas qu'on le sache au lycée. Mais elle avait appris que j'avais été en Russie. (...) elle s'était dit : 'Tiens, c'est quelqu'un que nous pourrions avoir'.⁴³³ »



Les déléguées belge du C.M.F. en U.R.S.S., Août 1935

Elle adhère ainsi en « sous-marin » au Parti communiste belge, tout comme sa collègue évoquée dans son témoignage, Joanna Haccouria, professeure d'anglais et de néerlandais au Lycée. Elle fait également partie de celles qui militent publiquement au C.M.F. et assure notamment la responsabilité du journal *Femmes*. Avant la guerre, elle accueille régulièrement des membres des sections nationales et internationales du Parti dans son appartement situé dans le quartier du Luxembourg. Sous l'occupation, le Secrétariat du Parti continue de se réunir chez elle

et elle participe à l'édition clandestine de *La Voix des Femmes*. En octobre 1941, suite à l'arrestation de Pierre Bosson, elle est désignée pour lui succéder en tant que trésorière nationale du P.C.. Ses pseudonymes sont « Janin » et « Lucien » : Janin comme responsable de *Solidarité*, Lucien qu'elle a repris de Pierre Bosson avec sa responsabilité de trésorière. Au début 1942, elle plonge dans la clandestinité et se réfugie chez une collègue de l'E.N.E.A.. Avec l'aide du médecin attaché à l'Instruction publique de la Ville, elle est mise en indisponibilité pour maladie jusqu'en 1943⁴³⁴. C'est vers elle que remonte tout l'argent récolté par le P.C.B. tandis qu'elle assure également la gestion du « vestiaire », c'est-à-dire des réserves de nourriture et de vêtements destinées aux cadres clandestins du Parti⁴³⁵.

En tant que trésorière nationale, Yvonne Delcourt est alors amenée à gérer des sommes d'argent très importantes qui iront jusqu'à cinq millions de francs belges qu'elle répartit chez plusieurs sympathisants gardant pour elle seule la clef pour récupérer ses dépôts. Militante auprès du C.M.F. et enseignante, Yvonne Delcourt a pu tisser dans ces milieux un réseau de caches pour les sommes qui lui sont confiées. Le 15 juillet 1943, elle est arrêtée par la *Gestapo* et accepte de faire la tournée des dépôts afin de leur livrer l'argent, exposant de fait directement leurs dépositaires. Internée à Saint-Gilles, elle est mise au ban du Parti et sera déportée à Ravensbrück en juin 1944. À son retour, le 19 juin 1945, elle est poursuivie par la justice militaire, mais, soutenue par l'échevin de l'Instruction publique, Robert Catteau, et par la direction du P.C., elle est officiellement acquittée. Après hésitations, le P.C. lui délivre en 1947 une attestation de résistance. Malgré cela le statut de membre du P.C. lui sera refusé, certaines de ses victimes étant venues déposer plainte devant la commission⁴³⁶.

Le niveau de responsabilités occupé par Yvonne Delcourt souligne une spécificité du P.C. dans la clandestinité : le rôle et la place qu'y occupent les femmes tranchent nettement sur leur statut dans les autres structures résistantes. Pourtant, ce véritable bond en avant ne sera pas pérennisé. Ainsi la guerre qui les a largement mobilisées, pleinement utilisées, parfois sacrifiées dans des rôles particulièrement exposés, ne réserve pas aux femmes la consécration d'une place correspondante au sein du Parti d'après-guerre. Loin de l'héroïne de guerre, c'est l'image de la Prisonnière politique qui sera largement diffusée par le Parti, comme si, la politique demeurant une affaire d'hommes, la souffrance et l'assistance demeurent-elles,

⁴³³ CeGesoma, CEGES AA2268/144, Retranscription de l'entretien entre Yvonne Delcourt et José Gotovitch, le 2 février 1979, p. 4.

⁴³⁴ CeGesoma, CEGES AA2268/144, ... *op. cit.*, p. 25.

⁴³⁵ GOTOVITCH, J., Du rouge au... *op. cit.*, p. 356.

⁴³⁶ GOTOVITCH, J., Du rouge au... *op. cit.*, p. 589.

par excellence, une question féminine⁴³⁷. Quant à Yvonne Delcourt, elle reprend ses fonctions auprès de l'E.N.E.A. où elle obtient un horaire complet suite à la mise en pension d'une de ses collègues⁴³⁸.

Si la libération en septembre 1944 soulage le peuple belge, elle se caractérise également par la volonté de purifier la société; ainsi, une vaste campagne d'épuration administrative est lancée par la Ville de Bruxelles. Une lettre adressée aux directeurs d'établissement donne l'ordre de signaler immédiatement les actes d'incivisme qui auraient été commis par le personnel en fonction durant l'occupation. La consigne est la suivante : « toutes les personnes qui ont failli à leurs devoirs patriotiques, feront l'objet d'un rapport spécial appuyé éventuellement de témoignages écrits »⁴³⁹. Parmi les enseignantes du Lycée Émile Jacqmain, Hélène Vandenhouten, épouse Verboom, alors professeure de français fait l'objet d'un dossier d'épuration.

Dans le rapport rédigé par la préfète Jeanne Kessler, il est stipulé qu'elle a manifesté devant ses collègues dès le début de la guerre « une grande admiration pour Hitler et le régime nazi qu'elle espérait voir appliquer en Belgique »⁴⁴⁰. On lui reproche que « son idéologie perçait dans ses cours »⁴⁴¹, les élèves connaissent ses opinions et la préfète reçoit à plusieurs plaintes de la part des parents. Par ailleurs, son mari, le poète et écrivain, René Verboom dont elle est la seconde épouse, est arrêté pour avoir collaboré à la *Nation belge*, journal récupéré par l'occupant durant la guerre⁴⁴². L'image pesante de son mari joua sûrement en défaveur d'Hélène Verboom.

Le verdict est tombé, bien que l'enseignante n'ait jamais commis « d'actes malveillants »⁴⁴³ vis-à-vis de l'école, la préfète estime qu'on ne peut plus lui confier la formation de la jeunesse. Il est dès lors, selon elle, impossible qu'elle reprenne des fonctions de professeure au Lycée « ou dans tout autre établissement d'enseignement »⁴⁴⁴. L'enseignante est éloignée. Des lettres envoyées neuf ans plus tard montrent que sa situation se solda par son retrait définitif de l'enseignement. En 1955, devenue veuve suite au décès de son mari, Hélène Verboom sollicite une dernière

fois le secours de la préfète espérant retrouver des fonctions « en harmonie » avec sa formation professionnelle⁴⁴⁵. En vain, jamais elle ne revint enseigner.

Durant la période de guerre, les enseignantes du Lycée Émile Jacqmain qui s'étaient engagées pour le droit des femmes et le pacifisme auprès d'organisations féministes, transpirent pour la plupart cet engagement à leurs élèves. À travers toutes sortes d'œuvres, les jeunes filles prirent part activement aux troubles de leur société et s'investirent à leur niveau pour son amélioration. L'après-guerre écarta celles qui ne partageaient pas cette vision. À travers ce choix, l'établissement préservait sa réputation mais également ses valeurs qu'il continua de transmettre. Les enseignantes du Lycée Émile Jacqmain participèrent à travers leur métier à l'émancipation intellectuelle des femmes dans une société qu'elles tentaient de faire évoluer. D'ailleurs, les derniers mots du discours de la préfète Jeanne Kessler en 1948, lors de la vingt-cinquième cérémonie du Lycée Émile Jacqmain, ne furent-ils pas « Ce sont les femmes qui feront la grandeur d'une nation »⁴⁴⁶.



Défilé des enseignantes et des élèves du L.E.J., Place des Martyrs, 1948⁴⁴⁷

Les femmes venaient alors d'obtenir le droit de vote, tous les espoirs étaient permis.

⁴³⁷ GOTOVITCH, J., Du communisme... *op. cit.*, p. 297-298.

⁴³⁸ CeGesoma, CEGES AA2268/144, Retranscription... *op. cit.*

⁴³⁹ A.L.E.J., Épuration de l'Instruction publique, Ville de Bruxelles, 26 septembre 1944. Voir annexe p. 125.

⁴⁴⁰ *Ibidem*, Rapport sur Madame Verboom-Vandenhouten, professeure au Lycée E. Jacqmain, le 5 octobre 1944.

⁴⁴¹ *Ibidem*

⁴⁴² *Ibidem*, Lettre de Léon-Louis Sosset, le 5 juillet 1945.

⁴⁴³ *Ibidem*

⁴⁴⁴ *Ibidem*

⁴⁴⁵ *Ibidem*, Lettre d'Hélène Verboom, Anvers le 23 mars 1955.

⁴⁴⁶ Discours prononcés à la Célébration du vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Lycée Émile Jacqmain 1948, p. 29.

⁴⁴⁷ A.L.E.J., Photographie: Défilé des enseignantes et des élèves du L.E.J., Place des Martyrs, 1948

Ce travail de recherche aura eu pour volonté de traiter le rôle du Lycée Émile Jacqmain dans le processus d'émancipation des femmes qui se développa au cours du XX^e siècle. Comme dans toute lutte d'émancipation, le premier combat se concentra d'abord sur l'accès à l'enseignement. En Belgique, l'ouverture des humanités complètes aux filles, qui étaient alors le plus haut niveau de l'enseignement secondaire, était une condition *sine qua non* de leur accès à l'Université. À son niveau, le Lycée contribua donc à émanciper les femmes en les dotant d'un enseignement de qualité leur donnant un accès direct aux études universitaires. Ainsi, il participa également à la formation d'une élite capable ensuite de porter et de nourrir le mouvement revendicatif. Les enseignantes du Lycée Émile Jacqmain en furent des exemples parlants, puisqu'une fois diplômées elles s'engagèrent au sein de mouvements féministes pour l'accès des filles à l'enseignement secondaire et pour l'égalité des droits entre hommes et femmes, mais également au sein de mouvements pacifistes.

Entre 1928 et 1948, le Lycée a formé cinq cents élèves. Parmi elles, la moitié poursuivit des études qui exigeaient un diplôme d'humanités complètes et cent trente-six obtinrent des grades universitaires qui tous furent délivrés par l'Université Libre de Bruxelles. Une centaine d'élèves acquiert également des diplômes délivrés par les Écoles supérieures agréées par la Ville de Bruxelles. Enfin, certaines poursuivirent des études de régentes et d'infirmières ou s'orientèrent vers les études d'art⁴⁴⁸. Si le Lycée Émile Jacqmain contribua à former les premières universitaires du pays, il serait intéressant de connaître quels furent leurs engagements au sein de la société y compris au-delà de la chronologie étudiée dans ce travail.

Enfin, il serait intéressant d'allonger la période d'étude sur l'histoire du Lycée afin de savoir comment celui-ci évolua dans le temps, puisque, à l'instar des universités, l'enseignement secondaire devint mixte au cours des années 1970. En 1978, la Ville de Bruxelles décida effectivement d'appliquer la mixité à l'établissement ; les particularités de l'enseignement féminin furent alors résolument supprimées au profit du programme légal inspiré des athénées de garçons. Certains y verront la

⁴⁴⁸ A.L.E.J., Célébration du 25^{ème} anniversaire de la fondation du Lycée Émile Jacqmain 1922-1947, Allocution de M^{me}. Kessler, p. 27.

fin de l'enseignement particulier qui avait fait le succès du Lycée Émile Jacqmain tandis que d'autres y percevront une volonté d'égalité des sexes et d'égalité des chances. Mais qu'en fut-il réellement ?

L'attrait des études universitaires auprès des filles ira quant à lui sans cesse grandissant suite à la création de lycées par l'État en 1934 et à la démocratisation des études supérieures après la Seconde Guerre mondiale. Toujours est-il que le nombre d'élèves ayant poursuivi des études universitaires après leurs parcours scolaires au sein du Lycée Émile Jacqmain (entre 1922 et 1952) témoigne du succès particulier de l'enseignement qu'il délivrait ainsi que de sa vocation à former une nouvelle élite féminine laïque à Bruxelles. Lors de la proclamation de son discours pour la commémoration du vingt-cinquième anniversaire du Lycée, l'échevin de l'Instruction publique, dira à ce propos :

« Partout où, dans notre pays, des femmes se signaleront par la qualité de leur intelligence, par la loyauté de leur caractère, par leur goût des lettres et des arts, par un sens social avisé, par leur esprit d'entraide, par leur attachement à la liberté et à nos institutions, je tiens pour certain qu'on retrouvera toujours parmi elles d'anciennes élèves du Lycée Émile Jacqmain ».

Robert CATTEAU – 1948⁴⁴⁹

⁴⁴⁹ *Ibidem*, Allocution de M. Catteau, p. 17.

Archives de la Villes de Bruxelles

Almanach de commerce : 1922-1955.

Bulletins communaux : 1922-1955.

A.V.B., N.P.P., R1, Lycée de jeunes filles, Parc Léopold.

A.V.B., I.P., II, 328, Cours d'Éducation et Lycée de jeunes filles : états et situation, 1901-1944.

A.V.B., I.P., II, 342, Lycée de jeunes filles, Athénée de jeunes filles, 1910-1931.

A.V.B., I.P., II, 1405, Adresses du personnel enseignant, 1931-1942.

A.V.B., I.P., II, 1638, Bourses écoles moyennes, Cours d'Éducation, années scolaires 1921-1922 à 1923-1924.

A.V.B., I.P., II, 1945, Athénée Royal, Lycée Émile Jacqmain (états de services des professeurs), 1852-1960.

A.V.B., I.P., II, 2285, Traitements et barèmes de traitements du personnel enseignant, 1907-1946.

A.V.B., I.P., II, 478, Ecole normale Froebel: transfert au Parc Léopold et divers, 1928-1934.

Dossiers du personnel enseignant :

A.V.B., I.P., II, 1305/2, Dossier personnel d'Alice Scouart.

A.V.B., I.P., II, 1132/15, Dossier personnel d'Alice Barthélémy-Lauwereyns.

A.V.B., I.P., II, 1189/8, Dossier personnel de Léa Devignon.

A.V.B., I.P., II, 1202/6, Dossier personnel de Julia Everaerts,

A.V.B., I.P., II, 1217/14, Dossier personnel de Marie Gryson-Bosmans.

A.V.B., I.P., II, 1220/10, Dossier personnel de Germaine Hannevert.

A.V.B., I.P., II, 1240/7, Dossier personnel de Jeanne Kessler.

A.V.B., I.P., II, D2656-613, Dossier personnel d'Alice Lacourt.

A.V.B., I.P., II, 1245/21, Dossier personnel de Valérie Lamy.

A.V.B., I.P., II, 1291/3, Dossier personnel de Claire Préaux.

A.V.B., I.P., II, D151-21, Dossier personnel de Nelly Trivier.

A.V.B., I.P., II, 1324/16, Dossier personnel de Léontine Van Buggenhoudt-Baudewyns.

A.V.B., I.P., II, 1340/28, Dossier personnel de Germaine Van Loey-Crab.

A.V.B., I.P., II, D1094-78, Dossier personnel d'Albertine Van Loven.

A.V.B., I.P., II, 1347/10, Dossier personnel de Berthe Van Volsen.

A.V.B., I.P., II, 1146/6, Dossier personnel de Denise Bredal-Merle.

A.V.B., I.P., II, 1155/8, Dossier personnel de Marie-Louise Choisez-André.

A.V.B., I.P., II, 1161/2, Dossier personnel de Marie-Anne Cosyn.

A.V.B., I.P., II, 1312/9, Dossier personnel d'Hélène Sephl-Schoonjans.

A.V.B., I.P., II, 1202/10, Dossier personnel d'Estelle François.

A.V.B., I.P., II, D1848-144, Dossier personnel de Marie-Thérès Clerbois.

A.V.B., I.P., II, 1318/5, Dossier personnel de Lucienne Theunissen Michotte.
 A.V.B., I.P., II, 1342/11, Dossier personnel d'Hermance Van Mulders-Van Belle.
 A.V.B., I.P., II, 133014, Dossier personnel de Gilberte Vanderdonckt-Van Nerum.
 A.V.B., I.P., II, 1365/7, Dossier personnel de Madeleine Wuillot.
 A.V.B., I.P., II, 1138/2, Dossier personnel de Marguerite Blairon-Geeraerts.
 A.V.B., I.P., II, D2009-185, Dossier personnel de Suzanne Courtrez-Mousset.
 A.V.B., I.P., II, D1729-121, Dossier personnel d'Emma Drymael-Chaltin.
 A.V.B., I.P., II, D2307-250, Dossier personnel de Gisèle Hellawell-Adan.
 A.V.B., I.P., II, 1296/5, Dossier personnel de Mariette Richald.
 A.V.B., I.P., II, D2185-221, Dossier personnel de Nicole Delforge-Rosy.
 A.V.B., I.P., II, D55P7, Dossier personnel de Claire Van Rooten-Trompler.

Archives du Lycée Émile Jacqmain

Dossiers du personnel enseignant :

Claire Vanwelkenhuizen-Callewaert / Ida Bouffieux-Miévis / Marie-Louise Choisez-André / Marie Colleye-Stiernet / Maire-Anne Cosyn / Lucienne Defuisseaux-Blanjean / Elisabeth Depraetere / Madeleine Rousseau-Huysens / Elisabeth Depraetere-Zimmer / Hélène Sephl-Schoonjans / Suzanne Dulière / Paule Mévisse / Blanche Delanne / Mariette Tondeur-Haccouria / Hermance Van Mulders-Van Belle / Léa Werson-Dille / Marguerite Blairon-Geeraerts / Emma Drymael-Chaltin / Denise Fossoul-De Cuyper / Georgette Lambrechts-Van Torre / Marguerite Lefèbvre-Vander Ghinst/ Hélène Tranchant / Claire Van Rooten-Trompler / Hélène Vandenhouten-Verboom / Gilberte Vanderdonckt-Van Nerum.

Bibliothèque Royale de Belgique

Dépouillement systématique des journaux suivants pour la période 1922/1952 :
Le Soir - La Dernière Heure – La Libre Belgique – L'Indépendance Belge - La Nation belge – Le Bruxellois.

Centre d'Archives pour l'histoire des femmes et du mouvement féministe :

C.A.R.H.I.F., AP/B0032, Bulletins de la Fédération Belge des Femmes Universitaires, 1921 à 1955.
 C.A.R.H.I.F., PO 240-245, Groupement belge de la Porte Ouverte.

Archives de la Fédération Auschwitz

A.F.A. Fonds des témoignages audio-visuels de la F.A., YA/FA/086, Interview de Paule Mévisse, Bruxelles, 4 octobre 1995, 4h36.

Actes de naissance [En ligne] www.familysearch.org :

Acte de naissance, 005883859, 1891, n°119, Jeanne Kessler.
 Acte de naissance, 005659181, 1891, n°85, Esther François.
 Acte de naissance, 004343822, 1905, n°26, Nelly Trivier.
 Acte de naissance, 005532456, 1885, n°1602, Alice Scouvert.
 Acte de naissance, 004714856, 1897, n°2945, Alice Lacourt.
 Acte de naissance, 004343795, 1908, n°143, Blanche Delanne.
 Acte de naissance, 004343794, 1906, n°2224, Suzanne Dulière.
 Acte de naissance, 004715208, 1889, n°672, Julie Everaerts.
 Acte de naissance, 004715198, 1884, n°594, Valérie Daniel.
 Acte de naissance, 004343794, 1907, n°245, Madeleine Level.
 Acte de naissance, 004715208, 1889, n°341, Madeleine Wuillot.
 Acte de naissance, 004343908, 1909, n°53, Mariette Haccouria.
 Acte de naissance, 004716295, 1882, n°539, Berthe Van Volsem.
 Acte de naissance, 004714864, 1907, n°243, Marie-Louise André.
 Acte de naissance, 004718252, 1901, n°112, Albertine Van Loven.
 Acte de naissance, 004718416, 1902, n°550, Claire Callewaert.
 Acte de naissance, 004714885, 1894, n°870, Valérie Lamy.
 Acte de naissance, 004712721, 1880, n°167, Alice Lauweryns.
 Acte de naissance, 004714890, 1909, n°679, Elisabeth Zimmer.
 Acte de naissance, 004712728, 1882, n°36, Léontine Baudewyns.
 Acte de naissance, 004718500, 1902, n°417, Marguerite Geeraerts.
 Acte de naissance, 004712961, 1910, n°15, Mariette Richald.
 Acte de naissance, 004714879, 1908, n°379, Denise Merle.
 Acte de naissance, 0058900829, 1904, n°18, Hermance Van Belle.
 Acte de naissance, 004380502, 1887, n°75, Germaine Hannevert.
 Acte de naissance, 004954012, 1909, n°36, Marie-Thérèse Clerbois.
 Acte de naissance, 004716284, 1882, n°1, Hélène Schoonjans.
 Acte de naissance, 004473515, 1904, n°3077, Claire Préaux.
 Acte de naissance, 004546121, 1878, n°44, Mathilde Bosmans.
 Acte de naissance, 005898244, 1906, n°27, Lucienne Michotte.
 Acte de naissance, 005859343, 1901, n°580, Germaine Crab.

Dictionnaires et Encyclopédies

La Nouvelle Biographie Nationale – La Biographie Nationale
 DELFOSSE, P. (dir.), *Dictionnaire historique de la laïcité en Belgique*, Fondation Rationaliste (Éd.) et Éditions Luc Pire, 2005.

GUBIN, E., JACQUES, C., PIETTE, V. (et.al.), *Dictionnaire des femmes belges : XIX^e et XX^e siècles*, Bruxelles, Éditions Racine, 2006.

JAUMAIN, S. (dir.), *Histoire et patrimoine des communes de Belgique : La Région Bruxelles-Capitale*, Bruxelles, Racine, 2008.

Travaux scientifiques

- BARTIER, J., *Laïcité et Franc-maçonnerie*, Bruxelles, U.L.B., 1981.
- BARTIER, J., *Libéralisme et Socialisme au XIX^e S.*, Bruxelles, U.L.B., 1981.
- BOURDIEU, P., *La noblesse d'État, Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Éditions de Minuit, 1989.
- CHARLE, C., *La République des universitaires 1879-1940*, Paris, Éditions du Seuil, 1994.
- CHARLE, C., *La naissance des « intellectuels »*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1990.
- CHARRON, H., *Les formes de l'illégitimité intellectuelle. Les femmes dans les sciences sociales françaises 1890-1940*, Paris, CNRD Editions, 2015.
- COENEN-HUTHER, J., *Sociologie des élites*, Paris, Armand Colin, 2004.
- COMPÈRE, M.M., *L'Histoire de l'éducation en Europe. Essai comparatif sur la façon dont elle s'est écrite*, Paris/ Berne, INRP/Peter Lang, 1995.
- COURTOIS, L., ROSART, F. et PIROTTE, J., *Femmes et pouvoirs. Flux et reflux de l'émancipation féminine depuis un siècle*, Louvain-la-Neuve, Collège Erasme, 1992.
- CRAEYBECKX, J. et WITTE, E., *La Belgique politique de 1830 à nos jours. Les tensions d'une démocratie bourgeoise*, Anvers-Bruxelles, 1987.
- CYFER-DIDERICH, G., *Les femmes dans l'enseignement en Belgique, problèmes généraux : enseignement primaire, moyen, supérieur*, Bruxelles, Association Internationale de science politique, 1953.
- DEPAEPE, M. et D'HOKER, M. (dirs.), *Onderwijs, opvoeding en maatschappij in de 19^{de} en 20^{ste} eeuw : liber amicorum prof. Dr. Maurits de Vroede*, Leuven, Acco, 1987
- DE SCHAEPPDRIJVER, S., *La Belgique et la première guerre mondiale*, Bruxelles, Archives & musée de la littérature, 2004.
- DE VROEDE, M. (dir.), *Arbeid en onderwijs in België en Nederland in de 19^{de} en 20^{ste} eeuw*, Gent, RUG, 1984
- DI SPURIO, L. *Le temps de l'amour : jeunesse et sexualité en Belgique francophone (1945-1968)*, Bruxelles, Le Cri, 2012.
- GOTOVITCH, J., *Du rouge au tricolore, Les Communistes belges de 1939 à 1944, Un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique*, Bruxelles, CARCoB, 2018.
- GOTOVITCH, J., *Du communisme et des communistes en Belgique, Approches critiques*, Bruxelles, Aden.
- GROOTAERS, D., *Histoire de l'enseignement en Belgique*, Bruxelles, Éditions du Centre de recherche et d'information socio-politiques, 1998.
- GUBIN, E. (dir.), *Choisir l'histoire des femmes*, Bruxelles, Éditions de l'U.L.B., 2007.
- GUBIN, E. et PIETTE, V., *Emma, Louise et Marie, L'Université de Bruxelles et l'émancipation des femmes (1830-2000)*, Bruxelles, GIEF, Service des Archives de l'U.L.B., 2004.
- GUBIN, E., *Garçon ou fille... un destin pour la vie ? Belgique 1830-2000*, Bruxelles, Éd. Archives Générales du Royaume-C.A.R.H.I.F./Museum Belvue, 2009.

- GUBIN, E., et PIETTE, V., *Isabelle Gatti de Gamond, 1839-1905 : La passion d'enseigner*, Bruxelles, U.L.B., Groupe interdisciplinaire d'études sur les femmes, 2004,
- GUBIN, E., *Les femmes dans le processus de démocratisation de la société belge 1890-1921*, Witte, Els, 2007.
- JACQUES, C., *Les féministes et le changement social en Belgique : programmes, stratégies et réseaux*, Thèse de doctorat en Histoire, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 2007.
- JACQUES, C., « Le féminisme en Belgique de la fin du 19^e siècle aux années 1970 », dans *Courriers hebdomadaires du CRISP*, vol 2012-2013, n°7, 2009.
- HASQUIN, H. (dir.), *Histoire de la laïcité en Belgique*, Éditions Espace de libertés, Bruxelles, 3^e éd., 1994.
- JAUMAIN, S. et al., *Une guerre totale ? La Belgique dans la Première Guerre mondiale : nouvelles tendances de la recherche historique*, Bruxelles, Archives Générales du Royaume, 2005.
- LACROIX-HULIN, N., *Les femmes, l'enseignement et les sciences : un long cheminement, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Harmattan, 2008.
- MABILLE, X., *Histoire politique de la Belgique. Facteurs et acteurs de changement*, Bruxelles, Éditions du CRISP, 1997.
- MARCHI, C., *Le parc Léopold : Architecture et nature*, Bruxelles, Solibel Edition, 1994
- MARTINY, V.G., « Le Journal du Parc Léopold », in *1981 : Année Européenne pour la Renaissance de la Cité*, Bruxelles, Fondation Roi Baudouin (Éd.), 1981.
- MAYEUR, F., *L'enseignement secondaire des jeunes filles sous la troisième République*, Presses de la Fondation Nationale des sciences politiques, 1977.
- PELLETIER, A.-M., *Le christianisme et les femmes : vingt siècles d'histoire*, Paris, Cerf, 2001,
- RENNES, J., *Le mérite et la nature : la féminisation des professions de prestige, 1880-1940*, Paris, Fayard, 2007, p. 25.
- TYSENS, J., *Guerre et paix scolaires 1950-1958*, Bruxelles, De Boeck Université, 1997.
- VAN LOOCKE, Agnès, *École Normale Émile André (1878-1982)*, Wezembeek-Oppeem, s.e., 1999.
- WAYENS, B., KUMMERT, P., DUMONT, G. (et.al.), *Fiches communales d'analyse des statistiques locales en Région bruxelloise*, Bruxelles, 2010.

Articles scientifiques

- BARTIER, J., « Un siècle d'enseignement féminin. Le Lycée Royal Gatti de Gamond et sa fondatrice », dans *Laïcité et franc-maçonnerie. Etudes rassemblées et éditées par Guy Cambier*, Bruxelles, Éd. de l'Université libre de Bruxelles, 1989, p. 161-202
- COMPÈRE, M.-M., CHEVEL, A., « Les humanités dans l'histoire de l'enseignement français », in *Histoire de l'éducation*, 1997, n°74, p. 5-38,

DELIGNE, C., « La ville et ses élites (1815-1915), Histoire d'une co-génération », in *Les Cahiers de la Fonderie, Les élites dans la ville, Leur rôle dans la fabrication de Bruxelles*, Bruxelles, 2010, n°43, p. 10-17.

DE MAEYER, J, D'HOKER, M., « Éducation et religion en Flandre (Belgique) du XIX^e siècle à nos jours : approches bibliographiques et historiographiques », in *Revue du Nord*, 394, 2012, p. 33-56.

DESPY-MEYER, A., « L'entre-deux-guerres ou l'affirmation intellectuelle des femmes », in *Sextant*, n°1, 1993, p. 75-90, p. 81.

DESPY-MEYER, A. et DEVRIESE, D., « Paul Héger, maître d'oeuvre des instituts d'enseignement et de recherche en sciences médicales voulus par Ernest Solvay à Bruxelles (1891-1895) », in *De toga om de wetenschap : Ontwikkelingen in het hoger onderwijs in de Geneeskunde, Natuurwetenschappen en Techniek in België en Nederland (1850-1940)*, Rotterdam, Erasmus, 1993, p. 204-217.

DEVOS, A., « Défendre le travail féminin/ Le Groupement belge de la Porte Ouverte, 1930-1940 », in *Sextant*, n°5, Métiers, p. 91-116.

DI SPURIO, L., « Les filles et l'adolescence : une rencontre historiographique », in *Bulletin d'information de l'Association Belge d'Histoire Contemporaine*, 2, 2014, p. 7-12.

DI TILLIO, V., « La Fédération belge des Femmes universitaires : Naissance et essor (1921-1940) » in *Sextant*, n°9, 1998, p. 83-114.

DONATO DI PAOLA, M., « Le parcours géo-socio-professionnel des professeurs de lettres de l'enseignement secondaire public belge au XIX^e siècle : le cas de l'Athénée royal de Bruxelles (1830-1890), in *Cahiers Bruxellois*, vol.XLVII, 1, p. 166-193.

DE COSTER, S., « La naissance et le développement du Lycée E. Jacqmain », in *Cahiers Bruxellois*, Bruxelles, 1970-1971, t.XV-XVI, Fasc.4, p. 347-375.

GOTOVITCH, J., « Femmes pour la paix, une « nébuleuse » laïque », in *Cahiers Marxistes*, n°193, Février-mars 1994, Être de gauche et maçon ?, p. 29-38.

GRIMMAEU, J.-P., « Itinéraires du patrimoine résidentiel bruxellois », in *Hommes et Paysages*, Bruxelles, Société Royale Belge de Géographie (Éd.), 2007, n°38-39.

GUBIN, E et PIETTE, V., « La politique nataliste de l'entre-deux-guerres » in *COENEN, M.-T.(dir.), Corps de femmes. Sexualité et contrôle social*, De Boeck, 2002, p. 115-130.

GUBIN, E. « Les courants féministes en Belgique », in *Kurgan, G. (éd), Laboratoires et réseaux de diffusion des idées en Belgique (XIX^e-XX^e siècles)*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1994, p. 35-49.

GUBIN, E., « Le modèle de la femme au foyer en Belgique avant 1914 », in *GUBIN, E. (éd.), Norme et Marginalités : Comportements féminins aux 19^e-20^e siècles*, Bruxelles, 1991, p. 97-115.

GUBIN, E., « Libéralisme, féminisme et enseignement des filles en Belgique aux 19^e-début 20^e siècles », in *Politique, imaginaire et éducation. Mélanges en l'honneur du professeur Jacques Lory*, n° spécial des cahiers du Centre de recherches en histoire du droit et des institutions, n°13-14, Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles, 2001, p. 151-174.

HOUSSIAU, J. et VREUGDE, C., « Les écoliers bruxellois pendant la Première Guerre mondiale », *Cahier Bruxellois, Revue d'histoire urbaine, 1914-1918, Villes en guerre*, 46, 2014, p. 41-54.

LEBLON, M., *Le personnel enseignant des jardins d'enfants de la Ville de Bruxelles (1878-1914). Étude d'une catégorie socio-professionnelle*, Bruxelles, Crédit communal, 1994.

LEFERME-FALGUIERES, Frédérique et VAN RENTERGHEM, Vanessa, « Le concept d'élites. Approches historiographiques et méthodologiques », *Hypothèses*, 2001/1 (4), p. 55-67.

PERCEVAL, R., « La Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente 1864-2014 : 150 ans de lutte pour la défense de l'enseignement officiel », in *Cahiers Bruxellois*, v.XLVII, 2015, 1, p. 244-261.

PIETTE, V., « Un réseau informel d'éducation des filles. Pensionnats et institutrices privées à Bruxelles, 1830-1860 », in *Sextant*, n°13-14, Femmes de culture et de pouvoir, p. 149-177.

ROGERS, R., « L'éducation des filles : un siècle et demi d'historiographie » in *Histoire de l'Éducation*, 115-116, 2007, p. 37-79.

STENUIT, B., « Le théâtre depuis 1905 », dans STENUIT, Bernard (éd.), *Les Collèges jésuites de Bruxelles histoire et pédagogie, 1604-1835-1905-2005*, Bruxelles, Lessius, 2005, p. 601-616.

THIVIERGE, N., « Écoles ménagères et instituts familiaux : Construction et reproduction de la norme féminine (1880-1980) », in *GUBIN, E. (éd.), Norme et Marginalités : Comportements féminins aux 19^e-20^e siècles*, Bruxelles, 1991, p. 117-131.

UYTTEBROUCK, A., « Bruxelles centre d'enseignement », dans *STENGERS, J. et al., Bruxelles : Croissance d'une capitale.*, Anvers, Fonds Mercator, 1979, p. 347-359.

VAN SANTBERGEN, René, « Les enseignements gardiens, primaire, moyen et normal (XIX^e et XX^e siècle), Survol wallon de figures, d'idées de faits et de tendances », in *LEJEUNE, R. (et al.), La Wallonie. Le Pays et les Hommes. Lettres-Arts-Culture*, Tome IV, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1981, p. 285-296.

Thèses de doctorat

COSTECHAREIRE, A., *Parcours de khâgneux et de kâgneuse du Lycée du Parc et du Lycée de jeunes filles de Lyon (1924-1968)*, Thèse de doctorat en histoire, Université de Lyon, Lyon, 2011.

ETTWILLER, E., *L'enseignement secondaire des filles en Alsace-Lorraine et dans l'académie de Nancy de 1871 à 1940*, Thèse de doctorat en histoire, Université de Strasbourg, Strasbourg, 2017.

PIROTTE-BOURGEOIS, M.-L., *La lente émergence de l'enseignement secondaire laïque pour filles en Belgique (1864-1934)*, U.L.B., Thèse de doctorat, non publiée, 1994.

Remerciements

Ce travail n'aurait pas pu voir le jour sans les conseils avisés de ma directrice de mémoire, Valérie Piette et de Cécile Vanderpelen. Je remercie également les préfets successifs du Lycée Émile Jacqmain, M. Deguide et Mme. Hermans, pour la liberté et la confiance qu'ils m'ont accordées dans le dépouillement de leurs archives. J'adresse mes vifs remerciements à l'ASBL Elejje et à l'Université des femmes qui m'ont permis d'aller au bout de ce projet en publiant cet ouvrage. Enfin je voudrais remercier toutes les personnes qui ont participé à la relecture de ce travail et qui m'ont soutenues durant toute son élaboration, notamment Catherine Dombrecht, Catherine Jacques, Tatiana Debroux, Elissa Chaïban, tous mes amis, ma marraine, ma famille et plus particulièrement mon mari, ma maman et ma grand-mère.

Achevé d'imprimer en octobre 2022
Impression : Initial
ISBN: 2-87288-063-1
Dépôt légal : D/2022/5493/64

© Université des Femmes asbl
10 rue du Méridien
1210 Bruxelles
www.universitedesfemmes.be

L'enseignement des filles en Belgique a une histoire... encore trop méconnue, comme l'est l'histoire des filles et des femmes. Avec cet ouvrage, Laura Herrent, historienne, propose de découvrir la naissance, en 1922, et le développement d'une école secondaire, le Lycée Emile Jacqmain. Celui-ci est à situer dans la continuité de l'enseignement féminin laïque initié par Isabelle Gatti de Gamond auprès de la Ville de Bruxelles. Grâce à cette dernière, les étudiantes bénéficient d'une éducation scientifique solide, délivrée de toute emprise cléricale qui leur permet d'accéder aux études universitaires. Mais en 1890, une nouvelle loi nationale, vient entacher ce tableau d'ouverture. Les « Écoles de Gatti » qui avaient fait le succès de l'enseignement féminin de la Ville ne permettent plus aux jeunes filles de s'inscrire à l'université. Les autorités communales se trouvent face à un dilemme, faut-il adapter les anciennes institutions ou alors en créer une nouvelle ? Et dans ce cas à quel public la destiner et comment la mettre en œuvre ? Ce sont trente ans de cette histoire qu'aborde « le Lycée Emile Jacqmain. La formation d'une élite féminine laïque à Bruxelles ». De cet héritage, sous forme d'institution scolaire, des générations de jeunes filles ont formé leur esprit, dans une transmission de savoirs critiques et une volonté d'égalité entre les filles et les garçons.

Cet ouvrage montre aussi comment, grâce à leur ténacité et à leur volonté, grâce à la mise à disposition de leurs avantages sociaux au profit d'autres femmes, des femmes agissent formidablement pour le bien commun et surtout pour celui des filles des générations futures.

Université
des femmes

20 €

ISBN: 2-87288-063-1

